

vivre ensemble dans l'incertain

Enquête sur les préoccupations de la population vaudoise
face à l'avenir et sur ses attentes vis-à-vis de l'Université



Vivre ensemble dans l'incertain

Enquête sur les préoccupations de la population vaudoise face à l'avenir et sur ses attentes vis-à-vis de l'Université

Equipe de recherche

Danielle BÜTSCHI, politologue, Cheffe de projet, UNIL

Charlotte CABASSE, géographe, assistante de recherche, UNIL

Fabienne CRETZAZ VON ROTEN, mathématicienne, Cheffe d'unité, Observatoire
Science, Politique et Société, UNIL

Dominique JOYE, sociologue, Professeur, Institut interdisciplinaire d'étude des
trajectoires biographiques, UNIL

Alain KAUFMANN, sociologue des sciences, Directeur, Interface Sciences-Société, UNIL

Pierre SIMON-VERMOT, sociologue, assistant de recherche, UNIL

Groupe de pilotage

Philippe MOREILLON, Professeur, Vice-recteur en charge de la recherche et Président
du Conseil Anthropos, UNIL

Jacques ZWAHLEN, Président du Conseil de la Fondation du 450^{ème} anniversaire de
l'UNIL

Alexandra POST QUILLET, membre du Conseil de la Fondation du 450^{ème} anniversaire
de l'UNIL

Marc DE PERROT, Secrétaire général, UNIL

Alain KAUFMANN, sociologue des sciences, Directeur, Interface Sciences-Société, UNIL

Une initiative conjointe du Projet Anthropos
et de la Fondation du 450^{ème} anniversaire de l'Université de Lausanne

Table des matières

Avant-propos	5
Pour les lecteurs pressés	7
Résumé	9
1. Introduction	17
Les fondements du projet	17
Quelques notions sur l'implication du public dans les sciences	19
Un projet ancré dans les méthodes qualitatives.....	21
Difficultés rencontrées.....	23
Principaux résultats et structure du rapport.....	25
2. Préoccupations et visions d'avenir	27
Attitude face à l'avenir : une tendance au pessimisme	27
Les sujets de préoccupation vis-à-vis de l'avenir	29
Les préoccupations d'ordre structurel	30
Préoccupations d'ordre éthique, normatif et identitaire.....	40
Préoccupations liées à l'environnement.....	42
En conclusion.....	44
3. L'Université de Lausanne vue par les habitants et habitantes du canton de Vaud	47
Images des sciences : entre désintérêt et acceptation.....	47
Images de l'Université de Lausanne.....	50
Un approche par profils d'acteurs.....	51
En conclusion.....	57
4. Quel rôle pour l'Université par rapport aux préoccupations des Vaudoises et des Vaudois ?	59
L'approche thématique : des idées de recherche en vrac	59
L'approche pragmatique : une réflexion sur les modalités de la production scientifique	62
En conclusion.....	65
5. Implication du public dans les savoirs scientifiques	67
Pour un partage des savoirs	67
Consulter et associer le public : un brin d'enthousiasme et beaucoup de scepticisme ..	68
Finalités de l'implication du public	71
De la compétence du public.....	72
En conclusion.....	73
6. Conclusions	75
7. Propositions et éléments de débat	77
8. Annexes	83
Annexe A Liste des participants aux interviews	83
Annexe B Grille d'entretien.....	85
Annexe C Résumé du focus group « économie ».....	87
Annexe D Résumé du focus group des « détenues »	89
Annexe E Résumé du focus group « recherche »	91
Annexe F Résumé du focus group « jeunes »	93

Avant-propos

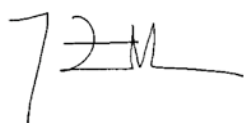
Le présent rapport est la première pierre d'un nouveau partenariat établi entre la Fondation du 450^{ème} anniversaire de l'Université de Lausanne et le Projet Anthropos de l'Université de Lausanne.

En 1987, à l'occasion du 450^{ème} anniversaire de l'Université est née la Fondation du même nom, avec mission de récolter puis gérer des fonds destinés à soutenir l'activité des chercheurs de l'UNIL. Après vingt ans d'appui continu à de nombreux projets de recherche, la Fondation veut consolider sa démarche et générer de nouveaux fonds. Son vingtième anniversaire offre l'occasion de créer un événement d'intérêt public et de haute qualité académique, inaugurant un programme de recherche et développement sur les cinq ans à venir.

En 2004, sous l'impulsion du Rectorat, le « Projet Anthropos » a été lancé dans le but de favoriser l'échange entre les disciplines scientifiques et de développer l'innovation en réponse à des questions de la société. Son conseil scientifique a attribué le « label Anthropos » et son soutien à plusieurs dizaines de projets, tous issus de la rencontre de chercheurs provenant de différentes spécialités. Il reste aujourd'hui à développer de nouveaux mécanismes qui assurent que le Projet est bel et bien à l'écoute des questions exprimées par la société.

C'est pourquoi la Fondation du 450^{ème} et le Projet Anthropos ont décidé de réunir leurs ressources pour monter ensemble un programme mobilisateur et anticipateur à l'échelle cantonale. « Vivre ensemble dans l'incertain » veut insérer pratiquement toutes les questions soulevées par notre société dans le cadre des grands défis actuels. L'incertain qu'il formule se réfère à notre difficulté à prévoir précisément l'impact de nos actions sur la nature ou la société, ou à l'incertitude de chaque individu face à ses propres choix et convictions. Ces notions peuvent être déclinées aussi bien dans les sciences humaines et sociales que dans celles de la nature. Dans ce partenariat, la Fondation apporte son potentiel d'entraînement des forces vives de la société et Anthropos son savoir-faire scientifique et académique.

Le présent rapport est donc un outil qui vise à mobiliser un troisième partenaire essentiel autour du projet, soit la société civile vaudoise. Il présente les résultats d'une consultation réalisée auprès de la population sur ses préoccupations face à son quotidien et à son avenir. En le soumettant à un panel de personnalités publiques, nous invitons ces dernières à réagir aux interpellations mises en exergue dans le rapport, pour imaginer de nouveaux projets de recherches-actions, associant des secteurs ou acteurs concernés de la société civile vaudoise.



Jacques Zwahlen
Président de la fondation du 450^{ème}



Philippe Moreillon
Vice-recteur de la recherche
Président du conseil scientifique Anthropos

Pour les lecteurs pressés

Le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » a pour ambition de produire des éléments de débat pour que l'UNIL puisse, par ses activités de recherche, apporter de nouvelles réponses aux enjeux et questions qui toucheront notre canton et notre région dans les décennies à venir. La démarche choisie est celle d'une consultation de la société civile vaudoise, laquelle devrait permettre l'élaboration d'un programme de recherches-actions issu des préoccupations du public.

Le rapport « Vivre ensemble dans l'incertain » présente les résultats de cette consultation. Les éléments qui y sont développés sont nombreux et denses, et vont bien au-delà d'une simple énumération d'enjeux ou de thématiques sur lesquelles des connaissances sont attendues de la part de l'Université. Le rapport présente aussi des données portant sur la vision du public vaudois sur les sciences, la recherche et l'Université, ainsi que sur les acteurs interpellés pour préparer l'avenir et répondre aux enjeux de société.

La densité du rapport ne devrait cependant décourager personne à prendre connaissance de ses principaux résultats. Les lecteurs pressés pourront notamment s'appuyer sur :

- **le résumé**, qui explique le contexte de l'enquête, en présente les principaux résultats et formule des propositions pour orienter la discussion sur le lancement par l'UNIL de projets concrets ;
- des **encadrés intitulés « résultats en bref »** présentant les éléments clés à la fin de chaque chapitre.

Les lecteurs pressés sont également encouragés à lire l'introduction (Chapitre 1), les conclusions (Chapitre 6) et les propositions et éléments de débat (Chapitre 7). Ces chapitres leur donneront les informations nécessaires pour une discussion critique et fructueuse du rapport lors de la journée du 30 novembre prochain.

Résumé

« Vivre ensemble dans l'incertain » : un processus de consultation ouvert

Le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » est un processus de longue haleine, marqué par la volonté de l'UNIL d'élaborer programme mobilisateur et anticipateur à l'échelle du canton de Vaud. La première étape de ce projet repose sur une enquête exploratoire, consistant à interroger des Vaudoises et Vaudois d'horizons divers sur leurs préoccupations d'avenir et leurs attentes vis-à-vis de l'Université de Lausanne.

Contrairement à nombre d'enquêtes s'intéressant aux attitudes et opinions du public, la consultation réalisée dans le cadre du projet « Vivre ensemble dans l'incertain » adopte une approche exploratoire, fondée sur des méthodes qualitatives de recueil de données. L'enquête repose sur une stratégie de recherche inductive, dans laquelle on tente d'interpréter les propos et arguments des personnes interrogées sans se baser sur des hypothèses précises qu'il conviendrait de tester. Par l'emploi d'entretiens ouverts et de discussions en groupes (*focus groups*), nous avons cherché à faire émerger les préoccupations et attentes des Vaudoises et Vaudois pour leur avenir, sans parti pris ni *a priori* sur les thèmes à aborder. La méthode s'est révélée particulièrement riche en enseignements : à travers les propos tenus, il nous a été possible d'analyser comment les attitudes et les perceptions des personnes se construisent. A travers les silences concernant des questions présentes dans le débat politique ou le débat expert, nous avons également pu mettre en lumière une série de « hors-champs » et documenter ainsi le décalage pouvant exister entre, d'une part, les attentes et préoccupations de la société civile et, d'autre part, l'état du débat expert et/ou politique.

L'aboutissement de cette première étape exploratoire est prévu le 30 novembre 2007, lorsque la Fondation du 450^{ème} et le Projet Anthropos réuniront à l'UNIL un panel choisi de personnalités issues des mondes politique, associatif, culturel, économique et médiatique, pour leur rendre compte des résultats obtenus, et débattre de ceux-ci dans le cadre d'ateliers. Le document qui résultera de la rencontre servira de base à l'identification de thèmes de recherches-actions, prévus pour les cinq prochaines années, et réalisés en associant des secteurs ou acteurs concernés de la société civile vaudoise, selon des modalités à définir.

Un projet orienté vers l'avenir

Outre son ambition consultative et participative, le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » se veut aussi anticipateur, puisqu'il a pour vocation de se pencher sur les enjeux et défis qui se poseront au canton de Vaud dans les décennies à venir. Réfléchir au futur reste cependant une tâche hasardeuse et remplie d'incertitudes. Dans un monde marqué par la transformation rapide des sociétés et une interdépendance croissante à l'échelon de la planète, l'avenir est forcément incertain. L'incertitude est

aussi créée par la difficulté à prévoir et maîtriser les effets sociaux et naturels de l'activité humaine, qu'il s'agisse d'activités économiques, politiques ou encore scientifiques et technologiques. Dans le domaine des sciences et des technologies, par exemple, les nouvelles connaissances et les innovations permettent d'importantes avancées, mais sont aussi porteuses de conséquences difficiles à gérer. La reconnaissance de ce futur incertain a abouti au choix du thème générique « Vivre ensemble dans l'incertain » pour définir la portée du projet. La notion de « vivre ensemble » veut interpeller sur la l'interdépendance des divers secteurs de la société (société civile, sciences, économie, politique) et la nécessité de débattre collectivement des questions actuelles et futures. Le terme « incertain » fait quant à lui référence à notre incapacité à anticiper précisément l'impact des connaissances et des innovations (par exemple le téléphone portable, la procréation médicalement assistée ou les nanotechnologies), notre perplexité sur la manière d'empoigner certains problèmes (par exemple le terrorisme ou le changement climatique), mais également l'incertitude de chaque individu face à ses propres convictions.

Les résultats en bref

L'analyse des entretiens et focus groups réalisés dans le cadre du projet nous donne une image riche et contrastée sur la manière dont l'avenir est envisagé par le public vaudois. Elle démontre également une certaine méconnaissance des mondes académique et scientifique, avec comme corollaire des représentations peu élaborées du rôle de l'Université dans la « société de la connaissance ».

Des préoccupations et visions d'avenir ancrées dans le quotidien

Un grand nombre de personnes rencontrées se sont dites inquiètes quant à l'évolution de notre société pour ces prochaines décennies. Les personnes qui se trouvent dans un présent difficile ont particulièrement de la peine à se projeter dans le futur, sur lequel elles estiment d'ailleurs n'avoir aucune prise. L'analyse a mis en lumière trois grandes catégories de sujets de préoccupations.

Premièrement, nombre de personnes interviewées ont exprimé des préoccupations d'ordre structurel, qui regroupent des questionnements liés à l'évolution socio-économique, au fonctionnement de l'Etat social et au système éducatif. On retrouve dans cette catégorie, des préoccupations liées aux inégalités économiques, avec la crainte – exprimée plus ou moins clairement – d'une société à deux vitesses, au sein de laquelle une part de plus en plus importante de la population serait laissée de côté. Dans ce contexte, la question de l'insertion professionnelle des jeunes est souvent abordée par les personnes que nous avons interrogées (paradoxalement, ce sont surtout les plus de 50 ans qui abordent cette question, les jeunes semblant moins préoccupés par cet enjeu). Sur un autre registre, mais toujours en référence à des préoccupations d'ordre socio-économiques, le système éducatif fait également partie des questions évoquées par les personnes interrogées, de manière souvent contrastée. D'un côté, le système scolaire est critiqué pour sa difficulté à former adéquatement les élèves, qui auraient d'importantes lacunes dans les connaissances de base. D'un autre

côté – et ce sont parfois les mêmes personnes qui expriment ces craintes – l'école est critiquée pour son caractère excluant, en raison d'une sélection qui se ferait trop précocement. Bien que la question du chômage n'ait pratiquement jamais été directement évoquée par nos interlocuteurs, des inquiétudes concernant l'évolution du marché du travail transparaissent régulièrement dans leurs discours, notamment lorsqu'ils évoquent le thème de la mondialisation, et qu'ils en décrivent les manifestations dans le quotidien.

Il est intéressant de mettre en miroir les préoccupations exprimées par les personnes interviewées sur le sujet de l'évolution socio-économique, et les propos qui ont été tenus par des représentants du tissu économique vaudois lors du focus group consacré à l'avenir économique du canton. Alors que les personnes interviewées mettent l'accent sur des questions telles que la paupérisation, le durcissement des conditions de travail, ou encore la concurrence accrue sur le marché de l'emploi, les participants au focus group insistent quant à eux sur les transformations nécessaires dans une économie globalisée marquée par la concurrence des marchés. Dans ce contexte, ils déplorent le manque de combativité, de motivation, de créativité et d'enthousiasme de citoyens suisses « *trop sûrs que tout leur est dû* ». Des différences de perception qui mettent en évidence les tensions existantes entre, d'une part, le vécu des individus et, d'autre part, les besoins de l'économie.

L'enquête a mis au jour une deuxième catégorie de questionnement sur l'avenir, de type identitaire et normatif, portant sur la manière de concevoir le « vivre ensemble ». Les préoccupations exprimées ici proviennent du sentiment que les normes et valeurs, qui fondent l'identité collective et qui garantissent l'harmonie et le bon fonctionnement de la société, sont menacées. Pour certains répondants, ces menaces proviennent de l'extérieur du pays, avec l'arrivée de populations étrangères, qui sont perçues comme remettant en cause la culture, les normes et les valeurs helvétiques, supposées être partagées par toutes les personnes vivant à l'intérieur de nos frontières. Pour d'autres, les normes et valeurs constitutives de notre société sont menacées de l'intérieur, par les transformations des modes de vie et des comportements, qui compromettent une certaine idée de l'ordre social. Un des phénomènes les plus souvent cités est la montée de l'égoïsme, le manque d'entraide ou d'altruisme. La perte des valeurs familiales – liée notamment à l'investissement professionnel croissant des femmes – est également citée. De manière quelque peu surprenante, le thème de l'insécurité n'a que rarement été évoqué, alors même qu'il est largement présent dans les médias. Peut-être parce que la violence reste, pour la plupart des gens, davantage un phénomène distant qu'une réalité.

Troisièmement, on retrouve parmi les préoccupations exprimées par les personnes rencontrées des interrogations liées à l'environnement. Le réchauffement climatique est souvent cité et mis en lien avec les problèmes relatifs à la diminution des réserves en ressources naturelles, que ce soit les énergies fossiles ou l'eau. Les problèmes concernant l'urbanisme sont aussi régulièrement énoncés : on craint un accroissement du bétonnage au détriment des espaces verts, avec au final une menace sur la qualité de vie. En matière de transports, quelques personnes mettent en avant la contradiction entre les exigences croissantes de mobilité et la raréfaction des ressources

énergétiques. Pour certains, il est temps de changer notre manière de penser les déplacements, alors que pour d'autres, c'est surtout la croissance démographique qui joue un rôle important dans ce phénomène.

Le rôle de l'Université et des sciences : entre désintérêt et fascination

Un volet important de notre enquête portait sur les attentes du public vis-à-vis de l'Université pour se préparer aux enjeux du futur perçus par les personnes interrogées. Une part de l'enquête s'est dès lors intéressée à faire émerger l'image des sciences et de l'Université de Lausanne au sein du public vaudois. Un tel préalable est en effet important pour comprendre sur quel socle notre questionnement intervient. Dans quelle vision des sciences et de la recherche les réponses et attentes exprimées vis-à-vis de l'Université sont-elles intégrées ?

Les résultats dépeignent une réalité contrastée, oscillant entre désintérêt et fascination. Alors que les personnes qui connaissent l'Université de l'intérieur (notamment pour y avoir étudié) ou qui s'intéressent aux sciences articulent leur réflexion autour des notions de progrès, de production des connaissances et de transmission des savoirs, les personnes ne connaissant l'Université que de l'extérieur ont un discours plus critique, dans lequel elle apparaît comme un univers « pour les autres ».

Au-delà de ces différences, c'est une image positive qui est ressortie des divers entretiens et focus groups. A l'évidence, l'UNIL est avant tout associée à un lieu de formation et de transmission des savoirs. Malgré cette apparente satisfaction, nos entretiens ont démontré que la finalité de la formation dispensée par l'UNIL était très discutée. Un des points d'achoppement le plus fréquent est la question de la sélection : l'Université doit-elle éduquer le plus grand nombre ou former les élites ?

La recherche, en revanche, n'apparaît que marginalement dans les représentations liées à l'Université, et l'image que les gens en ont – quand ils en ont une – reste floue et confuse. Ceci reflète un intérêt généralement peu marqué pour les sciences. D'ailleurs, les faibles connaissances de notre panel concernant les sciences et la difficulté à se représenter une activité de recherche ont constitué un réel défi pour notre enquête, empêchant les personnes interviewées de construire une réflexion élaborée sur ce sujet pendant l'entretien. Malgré tout, lorsqu'ils étaient interrogés sur le rôle des sciences dans la société, nos interlocuteurs démontraient par leurs propos une confiance envers les sciences et les techniques pour améliorer le confort et la qualité de vie – et plus généralement pour favoriser le progrès. On retrouve ici une représentation de la recherche fortement marquée par les recherches en sciences de la nature et en sciences techniques, qui ont d'ailleurs été les plus fréquemment et spontanément évoquées pendant les entretiens.

Quelques pistes pour le futur de l'Université

Au-delà de ces considérations générales sur l'image des sciences, nous avons aussi interrogé les personnes rencontrées sur ce qu'elles attendent de l'Université pour répondre à leurs préoccupations d'avenir. Quel rôle pour l'UNIL face à leur inquiétude envers des inégalités sociales croissantes, leurs difficultés à joindre les deux bouts,

l'émergence des « working poors » ou la difficulté à s'adapter à un système de plus en plus concurrentiel ? Quels sont les thèmes prioritaires auxquels l'Université devrait s'atteler pour répondre aux enjeux de l'écologie ou du développement durable ? Quelle devrait être la contribution de l'Université face à la transformation rapide d'un certain nombre de valeurs « fondamentales » ?

De manière tout à fait prévisible, les personnes interviewées n'ont pas fait de propositions concrètes, ce d'autant plus qu'elles attendent plutôt des réponses venant du monde politique et économique. Une partie d'entre elles ont cependant signalé quelques domaines pour lesquels l'Université pourrait apporter une contribution. Ainsi, le domaine de l'environnement est sans doute celui qui est ressorti le plus souvent, alors même qu'il n'occupait pas forcément une place centrale dans les enjeux du futur cités dans l'entretien. On retrouve également des thèmes liés à l'habitat, à l'urbanisme, aux transports, à l'écologie, à la pollution et aux énergies. Sur un autre registre, plusieurs personnes attendent de l'Université qu'elle produise des connaissances sur leur environnement quotidien et les difficultés rencontrées par certaines catégories de la population (les mères célibataires, les « working poors », etc.). L'Université est également sollicitée pour apporter des éléments concrets dans les débats de société actuels, telle la question de la violence et de l'insécurité, ou encore le système vaudois de formation.

Notre questionnaire sur le rôle de l'Université dans la préparation de l'avenir a aussi placé les répondants dans une posture critique, consistant à s'interroger sur les modalités de la production et de l'appropriation des connaissances. Les demandes et attentes concernent à la fois le type de recherches à favoriser (des recherches « utiles »), le travail des scientifiques (lesquels devraient être plus à l'écoute du terrain) et le partage des savoirs via des activités de communication et de vulgarisation scientifique. De même, la nécessité d'un dialogue entre l'Université et le monde politique a été abordée à plusieurs reprises. Le lien avec l'économie a également été invoqué, notamment la nécessité de « faire redescendre » dans les entreprises et le monde du travail les connaissances développées à l'intérieur de l'Université.

Implication du public : entre enthousiasme et indifférence

Pour alimenter l'approche consultative et participative du projet « Vivre ensemble dans l'incertain », il nous a paru logique d'interroger nos interlocuteurs sur leurs attentes en termes d'implication du public dans la production des savoirs scientifiques. Sans grande surprise, les personnes consultées conçoivent la question de l'implication du public d'abord sous l'angle de la communication. De manière récurrente dans nos entretiens, la demande pour plus d'information a été formulée, sans pourtant que des idées concrètes et réellement novatrices soient proposées. A aucun moment, par contre, des personnes ont spontanément demandé à ce que la population soit activement associée aux travaux universitaires, que ce soit dans le cadre de démarches participatives (par exemple des conférences de citoyens) ou de groupes de travail réunissant scientifiques et « profanes ». Cette problématique, pourtant au cœur du projet « Vivre ensemble dans l'incertain », semble pour l'instant confinée à une discussion interne à l'institution académique – au sein de laquelle elle occupe d'ailleurs une place marginale.

Lorsque l'on demande explicitement aux personnes interrogées si elles estiment important d'associer la population aux travaux universitaires, les propos entendus démontrent que cette question est diversement appréciée. Il y a tout d'abord les « enthousiastes », pour qui impliquer le public est de toute façon une bonne chose, par principe. La réaction la plus souvent rencontrée reste cependant celle d'un scepticisme bienveillant, avec des personnes qui trouvent l'idée bonne mais peu réaliste (car les gens n'auraient pas le temps ni l'intérêt pour ce genre d'exercice), ou alors pas vraiment appropriée à tous les domaines de recherche. Quelques personnes, quant à elles, n'y voient aucun intérêt : selon elles, il faut se concentrer sur les gens « qui savent », ou alors sur ceux qui ont un réel pouvoir de décision.

Propositions et éléments de débat

La consultation de la société civile sur ses préoccupations d'avenir et ses attentes vis-à-vis de l'Université a révélé des visions riches et contrastées sur ce que pourrait devenir la société de demain et sur le rôle de l'Université de Lausanne dans la préparation d'un avenir forcément incertain. La démarche exploratoire adoptée pour cette enquête a permis de faire émerger un questionnement basé sur les expériences quotidiennes et les valeurs des Vaudoises et des Vaudois.

L'enquête a révélé toute une série d'éléments importants pour une réflexion sur de futures orientations de recherche à l'UNIL. L'analyse des propos tenus par les personnes interviewées a en effet fait émerger de réelles attentes vis-à-vis de l'Université, que ce soit par rapport aux thèmes de recherche à empoigner ou par rapport à l'articulation de l'institution académique – et plus largement des sciences – avec la société.

Des sciences humaines et sociales méconnues, mais au centre de l'enquête

Les sciences humaines et sociales sont certainement les premières interpellées par l'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain ». Les préoccupations des personnes interrogées relèvent en effet majoritairement de thématiques étudiées par les sciences humaines et sociales : les inégalités sociales et économiques, l'éthique de la recherche, l'éducation et la formation, les changements de valeurs, la mobilité, etc. L'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain » démontre ainsi que les sciences humaines et sociales ont un important rôle à jouer pour produire des connaissances et identifier des solutions concernant ces grands problèmes de société, et pour questionner de manière critique certaines « vérités ».

De la nécessité d'une expertise plurielle en sciences économiques

Les problèmes économiques sont au centre des questions qui préoccupent les Vaudois et les Vaudoises. L'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain » l'a démontré, mais ceci ressort aussi de nombreuses autres enquêtes et sondages. Néanmoins, les préoccupations présentes dans la population apparaissent en contradiction avec celles des milieux économiques. Dans le cadre du projet, nous avons en effet organisé un focus group avec des observateurs ou des acteurs de la vie économique vaudoise, dont

les propos font apparaître des préoccupations liées à la nécessité d'une économie compétitive dans un monde globalisé. Ainsi, on a d'un côté les « citoyens-travailleurs » qui se plaignent d'un système économique toujours plus concurrentiel mettant au second plan l'individu et, de l'autre, les acteurs du marché qui ont besoin, pour assurer le fonctionnement de l'économie, d'une main d'œuvre plus qualifiée et plus compétitive.

Cette tension interpelle les sciences économiques. Comment réconcilier les préoccupations de la société civile et les besoins de l'économie ? Répondre à cette question demande la mise sur pied de projets interdisciplinaires, dans lesquels sociologues et économistes, notamment, devraient être appelés à collaborer. Vouloir concilier ces deux perspectives opposées demande aussi certainement de faire davantage entrer dans la discipline économique la perspective de la société, qui viendrait en quelque sorte compléter les modèles issus de l'observation des marchés.

Communiquer davantage, comment et pourquoi ?

L'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain » fait ressortir plusieurs éléments propres à alimenter une réflexion sur la communication de l'UNIL. Tout d'abord, les personnes interrogées, sans doute submergées par le flot médiatique, ne semblent pas se souvenir d'informations particulières provenant de l'Université de Lausanne. Pourtant, l'image globale de l'Université qui ressort de l'enquête est positive. Preuve que le travail fait son œuvre, en sourdine et sans verser dans le spectaculaire. Ensuite, l'enquête a démontré que peu de gens sont réellement intéressés par les sciences. Soit qu'ils n'en ont pas le temps, soit qu'ils se sentent exclus du monde scientifique. La communication scientifique se heurte dès lors à la barrière de l'indifférence et à celle d'un sentiment d'exclusion. Ainsi, si la communication scientifique a toute son importance, il est sans doute tout aussi important – voire plus – de faire tomber cette barrière. Il s'agit ici d'un travail de longue haleine, qui tient davantage de « l'empowerment » que de la communication ou des relations publiques. Enfin, on constate que les personnes interviewées argumentent principalement à partir de leur quotidien, que ce soit pour se construire une image des sciences et de l'Université ou pour penser l'avenir. Or, la communication scientifique, suivant la logique académique, s'intéresse avant tout à vulgariser les produits de la recherche, souvent éloignés de la réalité et du vécu des gens. Comment concilier ces deux perspectives ? Et ce d'autant plus que les scientifiques parlent le plus souvent un langage peu propice au dialogue, restent entre eux, et ne s'intéressent pas aux réels besoins de la société ?

Impliquer le public au-delà de la vulgarisation ?

L'enquête nous a montré que lorsqu'on les interroge sur les modalités d'implication du public, les personnes interviewées imaginent rarement des initiatives qui aillent au-delà des démarches classiques de communication et de vulgarisation. La consultation, la participation ou la co-production des connaissances n'apparaissent que marginalement dans les propos. Cette observation ne devrait pas nous surprendre. On rencontre en effet une méconnaissance symétrique de ces modalités au sein du monde scientifique. D'autre part, les démarches de co-production des connaissances sont en général le fait de collectifs organisés et concernés qui décident de s'associer au monde scientifique sur

la base d'intérêts et d'objectifs clairement identifiés (riverains, groupes de malades, etc.). Dans la mesure où nous avons souhaité dans cette première phase du projet interroger des individus, un tel résultat n'est pas étonnant. Il nous pousse néanmoins à nous interroger sur les conditions et modalités de l'implication du public, ainsi que sur ses finalités. Pourquoi l'Université souhaite-t-elle associer le public ? Comment favoriser la participation du plus grand nombre ? Quelles modalités de participation adopter par rapport à quels questionnements ?

Au-delà des slogans : pour une véritable « société de la connaissances »

Ces dernières années ont vu dans le paysage scientifique suisse une prolifération de structures et de financements en faveur du transfert de technologies. La présente enquête montre clairement la nécessité d'étendre ce contrat social passé entre sciences de la nature et sciences techniques, politique et industrie au 19^{ème} siècle, à d'autres secteurs de production de connaissances. Pourquoi ne pas imaginer un contrat symétrique entre institutions de recherche et société civile, incluant les sciences humaines et sociales ? Ces dernières, qui sont aussi des « savoirs d'orientation », disposent d'un important capital à valoriser auprès du monde associatif ou des pouvoirs publics. D'autre part, un partenariat plus étroit avec la société civile ne peut que renforcer l'autonomie et l'indépendance de l'Université dans une période où les incitations à la valorisation économique peuvent mettre en danger cette même autonomie.

La recherche fondamentale indépendante, atout indispensable pour construire le futur

L'enquête a montré qu'un grand nombre de thèmes ou de disciplines scientifiques qui sont au centre des préoccupations des milieux académiques, industriels et politiques, ou qui sont largement couverts par les médias, ne sont pas ou peu évoqués par les répondants. Dans la mesure où le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » concerne la construction d'un futur commun, il nous semble important de souligner à quel point une recherche fondamentale indépendante représente une valeur ajoutée irremplaçable pour la société. L'alignement mécanique et exclusif des institutions académiques, que ce soit sur les demandes de l'économie ou sur la demande sociale, représenterait en effet une perte considérable pour l'ensemble des acteurs concernés. La possibilité de disposer d'un éventail de choix pour orienter notre futur repose en grande partie sur la capacité d'innovation de la recherche scientifique. La possibilité de documenter et de débattre de ces choix repose par ailleurs sur des collaborations qu'il s'agit de renforcer entre sciences de la nature, sciences techniques et sciences humaines et sociales.

1. Introduction

Quels sont les principaux défis de société pour les prochaines décennies ? Comment sont-ils ressentis par la population vaudoise ? Les scientifiques de l'Université de Lausanne peuvent-ils aider à les appréhender ou à les anticiper ? Est-ce là une attente de la population vaudoise à l'égard de son Université ?

Pour marquer ses vingt ans d'existence, la Fondation du 450^{ème} anniversaire de l'UNIL joint ses efforts à ceux du Projet Anthropos de l'UNIL pour monter ensemble un programme mobilisateur et anticipateur à l'échelle cantonale. La démarche choisie est celle d'une consultation de la société civile, laquelle devrait permettre l'élaboration d'un programme de recherches-actions issu des préoccupations et attentes des Vaudoises et des Vaudois. Un tel processus constitue une innovation à l'échelle des universités : l'UNIL élargit les bases du contrat existant entre la recherche et la société civile en s'annonçant disposée à mobiliser, à titre expérimental, une partie de ses ressources pour orienter des recherches en fonction des résultats de cette consultation. Afin que ces recherches demeurent fortement ancrées dans la réalité locale, elles devront intégrer les composantes de la société civile directement concernées, selon des modalités qui restent encore à définir.

La première étape de ce projet à la fois ambitieux et novateur repose sur une enquête exploratoire, consistant à interroger des Vaudoises et Vaudois d'horizons divers sur leurs préoccupations d'avenir et leurs attentes vis-à-vis de l'Université de Lausanne. Les résultats de cette démarche font l'objet du présent rapport et serviront de base aux discussions de la journée de consultation du 30 novembre 2007. Lors de cette journée, les personnalités conviées seront appelées à réagir sur les tendances et tensions mises en évidence dans le rapport, et apporter le point de vue d'acteurs qui animent la vie politique, économique, médiatique, associative et culturelle du canton. Leurs contributions viendront enrichir les analyses issues de l'enquête, et devront surtout permettre de dégager des pistes ou des propositions concrètes en vue du lancement, par l'UNIL, de recherches ancrées dans la demande sociale.

Les fondements du projet

Nous vivons dans une « société de la connaissance », marquée par un accès quasi généralisé aux savoirs et aux informations. La connaissance n'est plus réservée à une certaine élite, mais elle est largement distribuée et constitue une ressource essentielle du fonctionnement démocratique. Au niveau du canton de Vaud, l'Université de Lausanne est un acteur important de cette société de la connaissance, que ce soit en formant les futurs citoyens et citoyennes ou en produisant des savoirs via des recherches. Dans sa charte, l'UNIL souligne qu'elle est « animée par la volonté de servir la communauté pour contribuer à son rayonnement scientifique, culturel, économique et politique ; elle agit en interaction avec son environnement social. Elle considère les savoirs comme un bien public et entend les mettre à disposition de la société pour

aborder dans toute leur complexité les grands enjeux de notre temps »¹. Le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » est un moyen privilégié dont l'UNIL s'est dotée pour se mettre à l'écoute de la société dans une démarche consultative et participative.

Une telle approche reste cependant quelque chose de novateur dans les mondes académique et scientifique, dont la logique de production des connaissances est fondée sur l'idée que les sciences mettent à disposition de la société des savoirs qui débouchent sur des innovations, et participent ainsi au progrès de l'humanité. Mais cette vision issue du contrat social passé entre science et société au 19^{ème} siècle est-elle encore largement partagée ? Le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » part du constat qu'un tel idéal ne correspond que partiellement à la réalité. Les savoirs scientifiques sont de plus en plus soumis à des impératifs de rentabilité et d'utilité à court terme. Par ailleurs, les controverses concernant les risques technologiques (téléphonie mobile, OGM, nanotechnologies) et les diverses crises environnementales et sanitaires qui ont jalonné l'actualité des dernières décennies ont mis en évidence à quel point il est difficile d'anticiper et de gérer les impacts des nouvelles connaissances et des applications qui en sont issues. Pour cette raison, de nombreux chercheurs en sciences humaines et sociales parlent d'une transition de la « société du progrès » à la « société du risque »². De plus en plus, la science est questionnée par la société, que ce soit dans ses contenus, ses conséquences, ses pratiques ou son financement. Ce questionnement va de pair avec l'évolution générale des sociétés modernes, lesquelles insistent sur la valeur du débat démocratique, avec comme conséquence la mise en place de pratiques de gouvernance fondées sur l'idée d'un partenariat entre les divers acteurs concernés. On observe ainsi la multiplication de démarches participatives impliquant des citoyens « ordinaires » : conférences et jurys de citoyens, débats publics, sondages délibératifs, consultations et concertations, etc.

Outre son ambition consultative et participative, le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » se veut aussi anticipateur, puisqu'il a pour vocation de se pencher sur les enjeux et défis qui se poseront au canton de Vaud dans les décennies à venir. Réfléchir au futur reste cependant une tâche hasardeuse et remplie d'incertitudes. Dans un monde marqué par la transformation rapide des sociétés et une interdépendance croissante à l'échelon de la planète, l'avenir est forcément incertain. L'incertitude est aussi créée par la difficulté à prévoir et maîtriser les effets sociaux et naturels de l'activité humaine, qu'il s'agisse d'activités économiques, politiques ou encore scientifiques et technologiques. Dans le domaine des sciences et de la technologie, par exemple, les nouvelles connaissances et les innovations permettent d'importantes avancées, mais elles sont aussi porteuses de conséquences difficiles à gérer. La reconnaissance de ce futur incertain a abouti au choix du thème générique « Vivre ensemble dans l'incertain » pour définir la portée du projet. La notion de « vivre

1 Cf. « Charte de l'Université de Lausanne », disponible sous <http://www.unil.ch/central/page15078.html>.

2 Pour un panorama récent et synthétique des relations entre risques technologiques et débat démocratique dans les domaines du nucléaire, des OGM, des technologies de la communication et des nanotechnologies, on pourra se référer à l'ouvrage de Dominique Bourg et Alain Kaufmann : *Risques technologiques et débat démocratique*, Problèmes politiques et sociaux no 941, Paris : La Documentation française, 2007.

ensemble » veut interpeller sur l'interdépendance des divers secteurs de la société (société civile, sciences, économie, politique) et la nécessité de débattre collectivement des questions actuelles et futures. Le terme « incertain » fait quant à lui référence à notre incapacité à anticiper précisément l'impact des connaissances et des innovations (par exemple le téléphone portable, la procréation médicalement assistée ou les nanotechnologies), notre perplexité sur la manière d'empoigner certains problèmes (par exemple le terrorisme ou le changement climatique), mais également l'incertitude de chaque individu face à ses propres convictions.

Quelques notions sur l'implication du public dans les sciences

Les développements scientifiques et technologiques récents dans des domaines aussi divers que les biotechnologies, l'informatique ou encore la physique font l'objet d'importantes controverses, dans lesquelles interviennent à la fois des acteurs constitués de la société civile, mais aussi l'opinion publique. En Suisse, les multiples initiatives et référendums autour de l'énergie nucléaire, et plus récemment autour des organismes génétiquement modifiés et des cellules souches, démontrent à quel point les sciences sont devenues un enjeu de débat public. La récente votation vaudoise sur l'animalerie de l'UNIL, bien que se situant sur un autre plan, représente un exemple caractéristique de ce basculement des sciences dans l'espace public.

Ces transformations ont été largement décrites et analysées par les chercheurs en sciences sociales s'intéressant à la production des savoirs et aux relations entre science, technique et société³. Ces études ont notamment thématiqué la crise de confiance dont font l'objet certaines disciplines scientifiques, crise qui se manifeste par l'émergence de groupes concernés (malades, riverains) ou de mouvements contestataires (ONG), qui produisent leur propre expertise scientifique (contre- ou co-expertise) et deviennent ainsi des acteurs à part entière du débat scientifique. Face à ces évolutions, divers auteurs proposent de modifier le contrat social existant entre scientifiques et citoyens, et de permettre ainsi le développement d'une science « socialement robuste »⁴, à savoir une science répondant plus directement aux attentes et besoins de la société en termes de bien-être, de sécurité, mais aussi de valeurs et de normes. Autrement dit, une science incluant la société civile dans la définition de ses orientations et la mise en application de ses résultats.

Néanmoins, les modalités permettant l'émergence d'un nouveau contrat social entre sciences et société restent floues et les modèles proposés témoignent de la diversité

3 Ces chercheurs se réunissent dans le domaine d'étude « STS » (Science, Technologie et Société ou Science and Technology Studies). Leurs travaux portent sur les aspects, sociaux, historiques, économiques et politiques de la recherche scientifique et du développement technologique. Ils s'intéressent à la co-construction des sciences, des techniques et des sociétés.

4 On trouvera une explication de ce concept dans l'ouvrage de référence publié en 2001 par Helga Nowotny, Peter Scott et Michael Gibbons : *Re-Thinking Science. Knowledge and the Public in an Age of Uncertainty*, Cambridge : Polity Press, 2001.

des approches. On peut, à la suite des travaux des chercheurs en sciences sociales⁵ et de la réalisation de nombreuses expériences concrètes, identifier quatre modèles d'implication du public :

- Selon un premier modèle, la redéfinition du contrat social nécessite d'éduquer le public sur les questions scientifiques, grâce notamment à des activités de **communication et de vulgarisation**. Alors que dans un premier temps, les tenants de ce modèle insistaient sur la nécessité de combler le déficit de connaissances du public afin de favoriser l'acceptation des sciences et des techniques, on met aujourd'hui l'accent sur l'importance de communiquer à la fois sur les faits scientifiques, les modalités de production des connaissances et les questions éthiques et morales. Les diverses enquêtes sur les attitudes du public envers les sciences ont en effet démontré que l'acceptation des sciences et des innovations relève davantage d'une question de confiance que de niveau des connaissances scientifiques.
- Le second modèle propose la mise en place d'instruments de **consultation** permettant de se mettre à l'écoute des besoins et attentes de la société. Concrètement, la consultation peut se faire par le biais de sondages, d'enquêtes qualitatives, de mises en consultation, ou encore de débats publics. La première étape du projet « Vivre ensemble dans l'incertain » s'inscrit dans ce modèle.
- Un autre modèle proposé est celui de la **participation**, consistant à intégrer la vision des « profanes » dans les processus de décision. Ce modèle a notamment été développé par des organismes en charge de l'évaluation des choix technologiques (*Technology Assessment*), dont la mission est de conseiller les décideurs sur les enjeux scientifiques et technologiques qui se posent à la société. D'abord au Danemark, puis dans plusieurs autres pays d'Europe et en Suisse, des conférences de citoyens ont été organisées, avec pour but de fournir aux autorités des recommandations émanant de la société civile. De telles procédures partent du principe que les « profanes » peuvent venir alimenter et élargir la réflexion sur les enjeux scientifiques et techniques en mobilisant leurs compétences et leurs expériences. Le savoir des experts se trouve ainsi directement confronté à celui des citoyens.
- Un dernier modèle, plus radical, propose d'associer activement les citoyens et citoyennes à l'élaboration des connaissances les concernant dans un processus de **co-production des connaissances**. Un tel modèle présuppose des interactions constantes entre profanes et scientifiques, que ce soit au moment de l'élaboration d'un projet, de sa réalisation et de son évaluation. On trouve surtout des exemples de co-production des savoirs dans le contexte environnemental (pollutions radioactive ou chimique) ou biomédical (myopathies, sida, épidémiologie).

5 Voir notamment Michel Callon : « Des différentes formes de démocratie technique », *Cahiers de la sécurité intérieure*, No 38, 4ème trimestre 1999, pp. 37-54. On pourra consulter également Gene Rowe and Lynn J. Frewer : « A Typology of Public Engagement Mechanisms », *Science, Technology, & Human Values*, Vol. 30 No 2, Spring 2005, pp. 251-290.

Selon le modèle proposé, l'implication du public sera plus ou moins importante, en particulier en ce qui concerne son influence sur les orientations et les décisions. Néanmoins, ces modèles ne doivent pas être considérés comme concurrents, mais plutôt comme complémentaires.

Un projet ancré dans les méthodes qualitatives

Le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » adopte une démarche exploratoire, fondée sur des méthodes qualitatives de recueil de données. L'objectif est de compléter et affiner l'important et précieux corpus de données statistiques existant sur les préoccupations et visions d'avenir des Suisses et des Suissesses, ainsi que sur les opinions et les perceptions des sciences et des techniques. Ces données statistiques restent cependant lacunaires, dans le sens où elles ne sont pas spécifiques au canton de Vaud et ne permettent pas de comprendre les schémas argumentatifs qui se cachent derrière les opinions et les attitudes exprimées. En regard de ces lacunes, et parce que l'objectif n'est pas de produire des données statistiques « concurrentes » à celles qui existent déjà, il a été décidé de répondre aux objectifs posés par les commanditaires du projet en adoptant une démarche qualitative, fondée sur des interviews individuelles ouvertes et des groupes de discussion (*focus groups*). Une telle démarche nous permet d'analyser comment les attitudes et les perceptions des personnes se construisent.

Une approche exploratoire

L'approche qualitative présuppose une stratégie de recherche inductive, dans laquelle le chercheur tente de donner un sens à une situation ou à des propos sans se baser sur des hypothèses précises qu'il conviendrait de tester. L'approche qualitative fait émerger les catégories et dimensions pertinentes pour l'analyse à partir d'un processus d'observation ouvert. Elle se distingue de la recherche scientifique hypothético-déductive, qui s'intéresse aux faits observables et mesurables. L'objet d'une recherche qualitative est en effet un phénomène social qui n'est pas, en général, directement visible. C'est un fait social qu'il s'agit de mettre en évidence, d'éclairer et d'interpréter. Tels sont en tous les cas les objectifs de la première phase du projet « Vivre ensemble dans l'incertain » : identifier, sans parti pris et sans *a priori*, un certain nombre de préoccupations, attentes et visions du futur des habitants et habitantes du canton de Vaud auxquelles l'Université de Lausanne puisse d'une manière ou d'une autre apporter des réponses.

Méthodes employées

Dans un premier temps, nous avons tenté de définir les thématiques sur lesquelles la consultation devait porter. Il a été décidé de définir le questionnement de manière aussi large que possible, afin de permettre l'émergence d'un discours spontané, non formaté par les pré-supposés et les intérêts des chercheurs. Ainsi, diverses thématiques de discussion ont été identifiées, puis discutées avec des personnes choisies au hasard et sensées représenter la diversité de la société vaudoise (Annexe A). En tout, 28 entretiens ont été réalisés avec des hommes et des femmes de tous âges et de tous

horizons socio-professionnels⁶, portant sur leur représentation de l'Université, leur intérêt pour les questions scientifiques, leurs préoccupations et visions d'avenir et la manière dont elles envisagent le rôle de l'UNIL dans ce contexte. Les entretiens ont été réalisés de manière à permettre aux personnes interviewées de s'exprimer librement sur les thèmes abordés, à l'aide d'une grille de questions (Annexe B). Le nombre relativement restreint d'entretiens ne nous permet en aucun cas de prétendre à une représentativité de nos résultats telle que celle que l'on cherche à obtenir par le biais des sondages. La représentativité statistique n'est d'ailleurs pas un critère de validation de la recherche qualitative. En revanche, à partir d'un certain nombre d'interviews, nous avons pu constater que les mêmes réflexions et arguments revenaient souvent et on peut dès lors penser qu'un plus grand nombre d'entretiens ne nous aurait pas amené beaucoup d'éléments nouveaux. On atteint donc progressivement, en parcourant le questionnaire avec les personnes interviewées, une « saturation » ou une « redondance » dans les points de vue qui sont exprimés. C'est d'ailleurs tout l'intérêt des méthodes qualitatives : on peut, avec un faible nombre d'interviews, appréhender des questions de manière complète. On parle d'ailleurs du critère de complétude, qui fait écho au critère de représentativité utilisé dans les méthodes quantitatives.

Parallèlement à ces entretiens, des groupes de discussion (*focus groups*) ont été mis sur pied pour aborder plus spécifiquement les attentes de certains groupes de la société ou pour approfondir une thématique difficile à traiter dans le cadre d'entretiens individuels. Les groupes de discussion ont pour avantage de recueillir des données à partir d'un dialogue entre les participants, sur un thème précis et piloté par des animateurs-intervieweurs. Nous avons réalisé en tout quatre focus groups, réunissant chacun entre six et neuf personnes : un focus group a réuni des jeunes, un autre des représentants de l'économie, un autre des femmes détenues, et un dernier des personnes d'horizons divers. Les trois premiers focus groups ont porté sur des questions générales liées à l'avenir et aux enjeux pour lesquels il s'agit de trouver des réponses, alors que le quatrième portait plus particulièrement sur la place et le rôle de la recherche dans la société. Pour chacun de ces groupes, une grille de questions avait été préalablement élaborée. Celle-ci contenait les thématiques à aborder avec les participants, mais était suffisamment souple pour laisser de la place à la dynamique de groupe et permettre ainsi l'émergence de points de vue et d'expériences particulières. Les participants aux focus groups ont été conviés par l'intermédiaire d'institutions, d'associations ou de personnes-relais proches du projet, en veillant cependant à ce qu'ils n'aient pas d'intérêt particulier à faire valoir dans le cadre du groupe.

Analyse d'un important corpus de données

Les entretiens individuels et les focus groups ont produit une importante somme de

6 Les personnes interviewées ont été recrutées de manière aléatoire. Nous avons acquis un certain nombre d'adresses selon des critères socio-démographiques (âge, sexe, formation académique ou non, aire géographique). Cette méthode de sélection a rapidement montré ses limites : beaucoup de gens ne répondaient pas à nos appels, les coordonnées étaient parfois erronées et un nombre important de personnes ont refusé de participer. Devant les difficultés rencontrées, il a été décidé dans un deuxième temps de contacter des personnes appartenant au réseau élargi de connaissances des chercheurs impliqués (amis d'amis, voisins, etc.). Ces recherches complémentaires ont été ciblées sur des catégories socio-professionnelles peu représentées parmi les personnes déjà interviewées.

données qualitatives, disponibles sous forme de retranscriptions exhaustives réalisées sur la base d'enregistrements audios. En nous intéressant à la situation des personnes rencontrées ou au type d'arguments développés, nous avons tenté de structurer de façon cohérente et parlante les diverses données recueillies. Ceci nous a permis d'obtenir une vision d'ensemble des points de vue et attitudes présents au sein de la société vaudoise, et de mettre en évidence les points de tension et les contradictions.

Les diverses analyses sont illustrées de nombreuses citations issues des entretiens et des focus groups, ce qui nous permet de donner du relief aux résultats présentés. Lorsque les citations sont attribuées à des personnes particulières, nous avons utilisé des prénoms fictifs, le souci étant de garantir l'anonymat de nos interlocuteurs.

Afin d'étayer et nourrir nos analyses, nous avons utilisé diverses données quantitatives. En mettant en miroir les résultats des entretiens et des focus groups avec ceux de sondages d'opinion tels que les Eurobaromètres sur la science et les « Sorgenbarometer », on peut montrer que les données qui ressortent de nos interviews recoupent une certaine réalité statistique. La mise en perspective des deux types de données permet aussi de donner une nouvelle profondeur aux enquêtes statistiques disponibles, en faisant ressortir les schémas argumentatifs présents dans la société⁷.

Dans notre analyse, nous nous sommes également intéressés aux « hors-champs », c'est-à-dire tous ces sujets ou thèmes présents dans le débat politique ou le débat expert, qui ne se retrouvent pas dans le discours des personnes interviewées. Cette posture analytique nous permet de mettre en évidence le décalage pouvant exister entre, d'une part, les attentes et préoccupations de la société civile et, d'autre part, l'état du débat expert et/ou politique.

La première étape d'un long processus

L'aboutissement de cette première étape exploratoire est prévu le 30 novembre 2007, lorsque la Fondation du 450ème et le Projet Anthropol réuniront à l'UNIL un panel choisi de personnalités issues des mondes politique, associatif, culturel, économique et médiatique, pour leur rendre compte des résultats obtenus, et débattre de ceux-ci dans le cadre d'ateliers. Le document qui résultera de la rencontre servira de base à l'identification de thèmes de recherches-actions, prévus pour les cinq prochaines années, et réalisés en associant des secteurs ou acteurs concernés de la société civile vaudoise.

Difficultés rencontrées

La réalisation des entretiens – puis leur analyse – n'a pas été sans difficultés. Celles-ci sont en partie dues à la nature du projet et son questionnement extrêmement large,

⁷ Voir à ce propos Michael Patton : *Qualitative Evaluation Methods*, London & Beverly Hills : Sage, 1980. L'auteur écrit : « Qualitative data provide *depth* and *detail*. Depth and detail emerge through direct quotation and careful description ».

mais aussi aux contraintes temporelles qui nous ont été imposées⁸.

La première difficulté a été celle du recrutement de personnes disposées à nous accorder une interview. Il a en effet été extrêmement difficile de motiver des personnes à participer à l'enquête, voire même à entrer en contact avec des personnes susceptibles d'y prendre part. Parmi les motifs invoqués, le manque de temps et le désintérêt pour la recherche universitaire revenaient le plus souvent. Si nous avons, au final, réussi à réaliser un nombre satisfaisant d'entretiens dans les diverses régions du canton de Vaud, il n'en demeure pas moins que certaines catégories restent sous-représentées, notamment celles des 18-25 ans et des 36-45 ans. Dans le cas des 18-25 ans, il a été très difficile d'entrer en contact avec des jeunes disposés à jouer le jeu de l'entretien. Quand aux 36-45 ans, c'est le plus souvent l'argument du manque de temps qui a été invoqué.

Le questionnement au centre du projet « Vivre ensemble dans l'incertain » a aussi été source de difficultés, notamment dans le cadre des entretiens individuels mais aussi dans certains focus groups comme celui réunissant des femmes détenues. En effet, plusieurs personnes avaient beaucoup de peine à imaginer l'avenir et à réfléchir en termes d'enjeux pour les prochaines décennies. L'argumentation portait le plus souvent sur la situation présente des personnes (surtout quand cette situation était considérée comme problématique), ou alors sur la référence au passé (« ce n'est plus / ce ne sera plus comme avant »). De telles difficultés à se projeter dans le futur ne sont pas propres aux personnes interviewées ou à cette étude. On les rencontre en effet dans bon nombre d'études de prospective, élaborées par des spécialistes pourtant rompus à de tels exercices. La question de l'anticipation du futur, qu'elle porte sur une technologie ou un état de la société, renvoie donc souvent à une difficulté bien partagée entre citoyens et experts. C'est entre autre en raison de ce constat que ce projet a été lancé et que son titre souligne la dimension collective des incertitudes qu'il nous faut affronter.

Les questions portant sur le rôle de l'Université et de la recherche ont également laissé perplexes de nombreux répondants : beaucoup de personnes, en effet, ignorent de quoi est faite l'Université et ne s'intéressent pas aux sciences. Difficile, dès lors, d'exprimer des attentes vis-à-vis de l'Université et de la recherche. On retrouve dans cette difficulté un biais propre à de nombreuses études, universitaires ou non : le questionnement est celui de personnes s'interrogeant sur des enjeux les concernant et dont la société civile n'a pas conscience. Lancer une étude s'intéressant aux contributions que l'UNIL pourrait apporter pour répondre aux préoccupations des Vaudoises et des Vaudois est en effet fondé sur un questionnement très « académico-centré ».

Les représentations peu élaborées du public sur l'Université et les sciences nous ont

8 La date butoir du 30 novembre, date à laquelle les résultats de l'enquête seront présentés à des personnalités du canton de Vaud, a imposé un timing très serré. Le projet a en effet démarré en mars 2007. Afin de tenir les délais, les interviews et focus groups ont dû être organisés pendant une brève période, qui plus est pendant les mois de mai et juin, juste avant la « pause estivale ». Prolonger ou repousser la période des entretiens était impossible, car cela nous aurait porté au-delà des vacances scolaires, rendant ainsi illusoire la possibilité d'analyser l'important corpus de données recueillies.

aussi confronté à une difficulté bien connue des spécialistes s'intéressant à la question des sciences et à leur rapport à la société : le caractère flou et polysémique des catégories « sciences », « recherche » et « université ». Dans la mesure où nous souhaitons procéder à une exploration non-directive des représentations et des attentes des personnes, nous nous sommes en effet abstenus de distinguer dans notre questionnaire les sciences humaines et sociales des sciences naturelles et techniques. En conséquence, et de manière analogue à d'autres études sur les sciences, les vocables « science » et « scientifique » sont en général perçus par les personnes interrogées comme renvoyant aux sciences de la nature, voire aux sciences techniques. Il en va de même pour le vocable « recherche ». Les vocables « science » ou « scientifique » élicitent le plus souvent chez nos interlocuteurs des exemples qui relèvent de la médecine ; secteur qui ne constitue pourtant pas, au sein du monde académique, la discipline la plus « dure ». Il provoque aussi souvent l'évocation d'applications technologiques. Ceci se comprend aisément lorsque l'on réalise que les individus baignent dans un environnement où la science est associée aux phénomènes naturels et physiques, que ce soit à l'école (que l'on pense par exemple aux filières scientifiques versus les filières littéraires), dans les médias (les pages « sciences » s'intéressent aux avancées technologiques, médicales, etc.) ou même dans leur quotidien par les bienfaits immédiats et visibles d'objets technologiques ou d'avancées médicales. Lorsque l'on interprète les propos tenus pendant les entretiens et les focus groups, il convient donc de le faire à la lumière de cette polysémie et de ces amalgames. Des propos exprimés par exemple au sujet de l'Université de Lausanne peuvent fort bien s'adresser également « aux sciences » ou à « la recherche » en général.

Principaux résultats et structure du rapport

Les chapitres qui suivent présentent les résultats de cette étude exploratoire. Le Chapitre 2 ouvre la partie consacrée à la présentation des résultats et expose de manière détaillée les préoccupations et visions d'avenir qui ont été évoquées par nos interlocuteurs pendant les entretiens individuels et les focus groups. Globalement, il est intéressant de noter que si les gens se montrent souvent pessimistes quant à l'évolution de la société, ils restent positifs sur leur propre avenir ou celui de leur région. C'est un peu « tout change, mais moi ça va ». Les anciennes générations se montrent un peu plus préoccupées quant à l'avenir que les jeunes générations. Les personnes de plus de 40 ans voient le monde se transformer et s'inquiètent pour les jeunes ; alors que les jeunes ont intégré ce monde qui change et semblent s'y sentir bien. Quant aux thèmes de préoccupations, ceux-ci sont très variés et peuvent être résumés par des préoccupations liées au monde du travail, aux assurances et prestations sociales, au système scolaire, aux normes sociales et morales, à l'immigration, à l'insécurité et à la violence, à la famille, aux avancées technologiques, à l'énergie, à la mobilité et à l'urbanisme.

Une partie importante de la consultation consiste à s'interroger sur les attentes du public vaudois pour répondre à leurs préoccupations et visions d'avenir. Avant toute

chose, il nous a semblé important de comprendre quelles représentations les personnes rencontrées se font des sciences et de l'Université, ces représentations ayant sans doute un impact sur la manière dont elles envisagent l'action de l'Université pour préparer l'avenir. Le Chapitre 3 s'intéresse à ces questions et, en quelque sorte, offre les fondements pour la suite de l'analyse. A l'évidence, l'UNIL est avant tout associée à un lieu de formation et de transmission des savoirs. La recherche universitaire n'apparaît que marginalement dans les représentations liées à l'Université, et l'image que les gens en ont – quand ils en ont une – reste floue et confuse. Ceci reflète un intérêt général peu marqué pour les sciences. Ceci étant dit, l'UNIL est globalement jugée positivement et on peut croire que les Vaudoises et les Vaudois sont fiers de leur Université et reconnaissent son utilité.

Le Chapitre 4 s'intéresse à la manière dont les personnes interviewées envisagent le rôle de l'Université pour répondre aux préoccupations qu'elles ont exprimées pendant les entretiens et les focus groups. De manière tout à fait prévisible, nos interlocuteurs n'ont pas vraiment fait de propositions concrètes, et ce d'autant plus qu'ils attendent plutôt des réponses venant du monde politique et économique. Une partie d'entre-eux a cependant signalé quelques domaines où ils attendent des contributions de l'Université, notamment les domaines de l'environnement, de l'urbanisme, du travail, de l'Etat social, de l'insécurité et de la formation ; des thèmes qui s'adressent en grande partie aux sciences sociales. Néanmoins, la plus grande partie des interviewés a, en réponse à notre question sur le rôle de l'Université dans la construction de l'avenir, plutôt insisté sur les modalités de production et de diffusion des savoirs, en invoquant des arguments liés à la place des sciences dans la société et à la nécessité d'une plus grande visibilité des travaux universitaires.

Le Chapitre 5 explore la manière dont les personnes interviewées envisagent la question d'une plus grande implication du public dans les activités de recherche. Le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » étant un projet ancré dans une démarche consultative et participative, il nous a en effet paru logique d'interroger nos interlocuteurs sur leur perception de cette question. Or, force est de constater que la question de l'implication du public ne rencontre pas un grand enthousiasme, non pas par principe, mais plutôt par désintérêt pour les questions scientifiques ou par manque de temps. Tout au plus les répondants insistent-ils sur la nécessité pour les scientifiques de plus et de mieux communiquer, mais sans vraiment savoir ce qui se fait déjà et sans proposer de solutions concrètes.

Les Chapitres 6 et 7 tentent de mettre en évidence les principaux enseignements que l'Université de Lausanne peut tirer de cette enquête auprès du public vaudois. Il est ainsi rappelé que les résultats présentés dans le rapport ne constituent pas un inventaire des thèmes et actions à aborder par l'Université de Lausanne, mais bien plus un riche matériau destiné à alimenter la réflexion de l'UNIL sur des recherches « socialement robustes », à savoir ancrées dans la réalité sociale du canton. En ceci, il s'agit d'un ensemble de résultats et d'analyses destiné à alimenter la première étape du projet « Vivre ensemble dans l'incertain ».

2. Préoccupations et visions d'avenir

La question au centre de l'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain » concerne la vision que se fait le public vaudois de son avenir, et les préoccupations et enjeux qui y sont liés. L'objectif n'est pas d'interroger le public vaudois sur certains « thèmes de société » ou de dresser un inventaire des sujets de préoccupation, mais plutôt de tenter de comprendre comment les problématiques sont articulées par les habitants et habitantes du canton, dans toute leur diversité. Pour ce faire, nous avons demandé à nos interlocuteurs comment, selon eux, la société allait évoluer ces prochaines décennies, et de nous en expliquer les raisons. Nous avons choisi de poser cette question de façon aussi ouverte que possible afin d'accorder un maximum de liberté à nos répondants, et ainsi d'éviter au mieux que leurs réponses soient influencées par des demandes trop directives. Notre but était de permettre à nos interlocuteurs d'exprimer un riche éventail de préoccupations le plus spontanément possible, mais également de nous faire part, en filigrane, de leur attitude générale vis-à-vis de l'avenir, sur laquelle nous nous pencherons au début de ce chapitre, de manière à clarifier quelque peu le contexte dans lequel ils ont exprimé leurs objets de préoccupation.

Attitude face à l'avenir : une tendance au pessimisme

La plupart du temps, les personnes que nous avons interrogées ont commencé par exprimer leur sentiment général vis-à-vis de l'avenir. La quasi-totalité d'entre elles s'est dite inquiète quant à l'évolution de notre société pour ces prochaines décennies. Ce pessimisme ambiant n'est pas inattendu. Il va dans le sens d'une étude réalisée en 2006 par l'institut M.I.S. Trend⁹, qui révèle que 47% de la population helvétique estime que l'on vit dans « une période instable, voire périlleuse » et dit « avoir des craintes sérieuses quant au proche avenir ». 13% des personnes interrogées lors de cette étude vont même jusqu'à penser que l'on va « vers une ère de décadence sur le plan politique et économique », et n'ont « pas confiance dans l'avenir de cette société ».

Ce sentiment peut être compris dans une perspective socio-historique : depuis les années 90', l'Occident a été confronté à de nombreux changements, qui ont probablement été vécus comme une remise en question profonde de nombreux acquis et certitudes. Le concept de « mondialisation » par exemple, qui est entré dans le langage courant durant la dernière décennie du vingtième siècle, mais aussi, plus concrètement, l'ouverture des frontières dans le cadre de l'Union Européenne, ont certainement poussé la société helvétique à s'interroger sur sa propre identité, à la réaffirmer, à la repositionner, voire à la redéfinir. Plus localement, sur le plan économique, la crise qu'a connue la Suisse durant cette même période et ses conséquences sur l'emploi, a aussi fortement marqué les esprits dans un pays que l'on

⁹ Etude SOPHIA 2006 parue dans *l'Hebdo* du 18 mai 2006.

a longtemps cru à l'abri de ces problèmes. Il est possible que ces différents événements, parmi d'autres, aient contribué à instaurer cette incertitude, anxiogène et teintée de pessimisme, dans la pensée d'une partie de la population.

Les raisons de cette inquiétude peuvent également être analysées à un niveau plus individuel, d'autant plus qu'elles peuvent varier en fonction du profil des personnes interrogées. Leurs valeurs, leur vécu, leur niveau de formation, leur expérience, etc. orientent leurs « centres d'intérêt » et leurs points de vue, y compris (et peut-être surtout) lorsqu'il s'agit de se forger et d'exprimer un avis sur un objet aussi abstrait que « l'avenir ». La situation économique et sociale des personnes, par exemple, influence fortement leur attitude vis-à-vis de l'avenir. Tant durant les entretiens que pendant les focus group, les personnes vivant dans une situation difficile ont eu de plus grandes difficultés que les autres à imaginer de quoi sera fait le futur. Cela a été particulièrement frappant pour les femmes détenues avec lesquelles nous nous sommes entretenus lors du groupe de discussion. Lorsque nous leur avons demandé comment elles percevaient l'avenir de la société, l'une d'entre elle nous a dit « *ne plus se sentir concernée* » et a préféré quitter la salle. Une autre, d'origine étrangère, en instance d'expulsion, nous a expliqué que la situation dans laquelle elle se trouvait aujourd'hui était tellement précaire qu'il lui était absolument impossible d'imaginer un avenir, ni pour elle-même, et encore moins pour la société. Il paraît en effet difficile de consacrer de l'énergie à penser le futur lorsque le présent lui-même est incertain. De nombreux auteurs en sciences sociales ont souligné que la situation de précarité affecte tellement les gens qui la vivent qu'elle empêche toute possibilité d'anticipation. L'instabilité engendrée par la précarité crée « un sentiment de discontinuité générateur d'insécurité qui ne laisse pas à l'individu la possibilité de regarder au-delà de l'instant présent »¹⁰.

Ainsi, la précarité dans laquelle se trouvaient certaines personnes rencontrées à l'occasion des interviews ou des focus group, ne les poussait pas à beaucoup d'optimisme. Quand bien même elles s'efforçaient de se prêter à l'exercice de « la boule de cristal », elles tendaient non seulement à orienter leur « champ de vision » sur le présent, mais également à se centrer sur leur environnement direct, leur situation personnelle ou celle de leur famille, seul « terrain » sur lequel elles pouvaient encore imaginer avoir un minimum de pouvoir. En effet, la vulnérabilité ressentie par ces personnes les conduit à un sentiment d'impuissance, l'impression de n'avoir aucune prise possible sur la société, tout en exprimant par contre un rapport de dépendance vis-à-vis de celle-ci, notamment lorsque cette vulnérabilité a été provoquée par une rupture dans leur parcours biographique. C'est le cas d'Antonia¹¹, que nous avons interrogée par interview, qui est aide-soignante d'origine étrangère, mariée et mère d'un jeune enfant. Lorsqu'on lui demande comment la société va évoluer ces prochaines décennies, elle répond : « *hou lala! C'est très dur, ça, dans le sens où je vous dirais que déjà maintenant, c'est difficile. J'ai mon fils qui aura sept ans, et je vais avoir encore un bébé qui va naître fin juillet. J'essayerai de tout leur donner, en fait, ce que moi je peux! Parce que c'est vrai que la société, elle n'aide pas vraiment les gens à*

10 Serge Moscovici : *Les conséquences psychosociologiques de la reconversion industrielle*, Paris : Armand Colin, p. 264, 1961.

11 Prénom fictif. Toutes les personnes citées dans le rapport le sont sous un prénom d'emprunt.

avancer. Il suffit d'avoir fait une bêtise, un petit crédit, et vous êtes vite dans la mouise. Nous on fait partie de la classe sociale tout en bas, on vit dans un appartement subventionné, mais on n'y a plus droit, on doit chercher quelque chose d'autre, par exemple, et puis eux, ils ne peuvent pas comprendre, on nous donnerait même pas les moyens de souffler ». De même, l'une des participantes au groupe de discussion mené dans le centre de détenues interpelle ainsi les enquêteurs en se demandant ce que les « grands manitous proposent pour les gens qui ont vécu des drames ? Qu'est-ce qu'ils proposent pour des gens comme nous ? Je vous pose la question parce qu'on croit que la vie s'arrête ici, mais nous on a envie de continuer et il faut qu'on nous en donne les moyens. Et les moyens, c'est tous ces grands qui peuvent nous aider à évoluer plutôt que régresser ».

Lorsque ce sentiment de vulnérabilité n'est pas d'ordre économique et n'est pas dû à une rupture, mais plutôt à une évolution « continue », comme par exemple le fait de se sentir dépassé en raison de son âge, d'avoir l'impression que le monde change trop vite pour pouvoir s'y adapter, ou plus généralement, d'avoir l'impression de perdre progressivement la maîtrise d'un environnement en mutation, il n'est pas rare que les personnes adoptent une posture conservatrice, qui s'exprime par la référence régulière à un passé qui leur semblait meilleur. Dès lors, leurs préoccupations vis-à-vis de l'avenir se centrent notamment sur des sujets tels que les normes et les valeurs qui régissent la société, qui leur semble disparaître, ou du moins ne plus être les mêmes qu'autrefois. Ces personnes peuvent aussi se montrer inquiètes pour les jeunes, dont l'avenir semble si différent de celui qu'ils ont eux-même connu. Tel Peter, qui déclare : « *Ma préoccupation principale, c'est l'avenir de mes enfants : est-ce qu'ils vont pouvoir continuer à mener une vie tranquille et à l'abri de catastrophes majeures ?* ».

Enfin, il est intéressant de constater que quelques uns de nos répondants, qui vivaient généralement dans une situation relativement confortable, exprimaient un certain pessimisme lorsqu'il s'agissait d'exprimer leur point de vue sur l'avenir « de la société », mais se disaient tout à fait confiants, voire optimistes, lorsque l'on recentrait la discussion sur l'avenir de leur région, ou même celui de la Suisse. Pour eux, leur environnement direct semble être un havre de paix et de stabilité, à l'abri des différents bouleversements, observables dans un « ailleurs » plus ou moins lointain.

Les sujets de préoccupation vis-à-vis de l'avenir

La grande diversité des sujets que nos répondants ont pu évoquer en raison de la relative liberté que leur conférait notre méthode de questionnement n'a pas été sans nous poser un certain nombre de difficultés lors de l'analyse. Il a néanmoins été possible de les regrouper selon trois grandes catégories de thèmes, que nous décrivons dans cette partie : les préoccupations d'ordre structurel, tout d'abord, regroupent des questionnements liés à l'évolution socio-économique, au fonctionnement de l'Etat social et de nos institutions éducatives. Les préoccupations d'ordre éthique, normatif et identitaire, quant à elles, se centrent sur l'évolution des normes sociales et des valeurs. Les préoccupations liées à l'environnement, enfin, touchent des questions telles que l'écologie, la démographie, la mobilité et l'urbanisme. Les sujets de préoccupation

évoqués par les personnes que nous avons interviewées ne sont guère surprenants en tant que tels. Des résultats similaires apparaissent régulièrement dans les sondages menés dans notre pays¹². Comme nous le verrons, l'intérêt réside surtout dans les argumentations que nos interlocuteurs ont pu développer lors des entretiens, mais également les points de tension, les divergences de raisonnement, voire d'opinion entre personnes (ou groupes) sur un même sujet, ainsi que les motifs qui les sous-tendent. Cela n'apparaît que très rarement dans les sondages, et démontre, s'il en était encore besoin, à quel point « la » société vaudoise est diversifiée.

Les préoccupations d'ordre structurel

Selon nos interlocuteurs, l'évolution socio-économique du pays, les fonctionnements de l'Etat social et de nos institutions éducatives font partie des thèmes majeurs que notre société se doit de prendre en compte lorsqu'il s'agit d'envisager et de se construire un avenir. Comme nous le verrons dans ce chapitre, ces thématiques ne sont pas uniquement représentées à travers leur aspect purement matériel dans la pensée des Vaudoises et des Vaudois. Elles renferment également une conception de la société qui leur est propre, structurée par des valeurs et des principes.

Préoccupations d'ordre socio-économique : les inégalités en ligne de mire

Parmi les nombreuses sources de préoccupation pour l'avenir, la question des inégalités économiques est l'une des plus citées par nos répondants. La plupart des personnes interviewées s'est dite préoccupée par ce phénomène, toutes classes sociales confondues. Pour ne prendre qu'un exemple, Marcel, pasteur retraité, qui a « *peur d'une orientation vers une société à deux vitesses, avec beaucoup de gens qui vont se retrouver écartés au bord de la route, avec des pauvres laissés en plan, et puis des riches qui ont des vies intéressantes* ». Cette tendance va dans le sens de l'étude de l'institut M.I.S. Trend publiée en 2006 dans *L'Hebdo*, qui a révélé que 69% de la population suisse estime que « la Suisse se dirige vers une société à deux vitesses avec une catégorie sociale élevée côtoyant un nombre grandissant de pauvres ». Elle correspond aussi à des études scientifiques récentes qui décrivent un écart croissant entre les déciles respectivement les plus et les moins élevés de la distribution des revenus.

La manière de parler des inégalités n'est pas la même suivant la position sociale occupée par nos interlocuteurs. Lors de nos interviews, nous avons pu remarquer que les personnes issues de classes sociales élevées, de formation universitaire, s'inquiètent des inégalités économiques de façon relativement générale, alors que les personnes sans formation universitaire et de condition plus modeste mettent particulièrement l'accent sur les injustices qui contreviennent à des principes d'équité, selon laquelle, par exemple, tout travail fourni mériterait un juste salaire. Ainsi, pour Violaine, qui est horticultrice, « *Les 'working poors', moi, je trouve ça dramatique, finalement, on travaille, mais on laisse quand même une certaine qualité de vie. Tous*

12 Voir notamment le « Sorgenbarometer » publié annuellement par le Crédit Suisse.

ces gens qui doivent travailler, et puis qui n'arrivent pas à nouer les deux bouts, moi je trouve ça inadmissible. C'est répugnant, par rapport à ces directeurs de banque, parce que finalement... on en n'a pas besoin, de ces grandes personnalités, à certains endroits, parce que ce qui fait tourner le peuple, c'est quand même le travail, c'est la transformation des choses, après, je sais pas pourquoi ces gens ils gagnent... Donc moi, je pense, ça, c'est un enjeu, aussi si on veut respecter l'être humain ».

L'avenir professionnel des jeunes inquiète leurs aînés

La question de l'insertion professionnelle des jeunes sortant de formation est également citée par près du tiers des personnes que nous avons interrogées. Elle traduit notamment la perception d'une dégradation du marché de l'emploi et ses conséquences pour celles et ceux qui s'en trouvent privés : conséquences économiques, d'une part, mais également sociales car le travail, malgré les importantes transformations qu'il a subies ces dernières décennies, est toujours perçu par la majorité de la population comme un lieu d'épanouissement personnel incontournable, pourvoyeur d'utilité sociale. Il en est ainsi par exemple de Marcel, qui nous parle « *des jeunes, qui ne savent pas si ils vont trouver du travail, qui ne savent pas quelle sera leur place* », et qui s'en inquiète car « *c'est une question d'estime de soi, c'est une question du sens qu'ils peuvent donner à leur vie, de façon qu'ils aient l'impression de compter, d'avoir une valeur dans cette société, ce qui n'est pas forcément le cas actuellement* ». Pour Pierre-Yves, cadre dans une société d'assurances : « *mais comment vont-ils faire les jeunes ? Parce qu'il y a des difficultés qu'on n'avait pas, nous, parce qu'aujourd'hui, je crois que si vous êtes à côté des phénomènes de société parce que vous n'avez pas un travail, il est quand même très difficile d'envisager un avenir, j'entends le souci d'avoir un travail duquel on puisse retirer le principal de ses activités, c'est quand même un souci qu'il me semble, on avait moins, il y a quelques années en arrière* ».

Il est particulièrement intéressant de relever que ces préoccupations n'ont été exprimées dans nos interviews que par des personnes de plus de 50 ans, à l'exception d'une jeune enseignante du secondaire. Les principaux concernés, des apprentis et collégiens que nous avons interrogés dans le cadre du focus group « jeunes », se sont quant à eux déclarés plutôt sereins quant à leur avenir professionnel, tout en étant relativement conscients des difficultés qu'ils risquent d'affronter. Ainsi, pour l'un d'entre eux, qui est en fin d'études à l'école des métiers : « *Moi je pense que malgré le fait que dans le secteur dans lequel je suis, technique et pratique, on est un peu en perte de vitesse actuellement par rapport à des services comme les banques, les assurances ou je ne sais quoi, je pense qu'on aura quand même du travail parce qu'il y a toujours des entreprises qui viennent ici profiter du savoir-faire local, et puis ils en sont grandement satisfaits, donc je pense ne pas m'être trompé dans mon choix personnel* ».

Difficile d'interpréter avec certitude ces différences d'attitudes entre les jeunes, directement concernés, et leurs aînés. Nous pouvons toutefois émettre quelques hypothèses. Il est par exemple possible que, étant pris par leurs soucis quotidiens d'apprentis ou d'étudiants, et étant encore relativement à l'abri des réalités du monde professionnel, ils n'aient pas, contrairement à leurs aînés, une réelle conscience de ce

qui les attend. On peut également supposer que ces jeunes, nés au début des années 90', période de profonde crise économique, n'ont pas d'autre référence que l'état récent du marché du travail, et n'ont donc pas perçu cette dégradation que les personnes plus âgées, elles, ont directement vécue.

Des conditions de travail qui se dégradent

Même s'il semble que pour la plupart de nos interlocuteurs, l'emploi demeure le principal facteur d'intégration sociale et de réalisation de soi, il n'empêche que certains d'entre eux s'inquiètent des répercussions négatives que la charge et les conditions de travail actuelles peuvent engendrer sur la vie privée ou sur la santé. Ainsi en est-il d'Ayrton, qui a fraîchement terminé un apprentissage de vendeur, et qui nous dit que *« on a des soucis à se faire, je ne vois pas quelque chose de positif, parce que tout est géré, j'ai l'impression, par l'économie »*. Selon lui, cette « mainmise » de l'économie fait que *« d'ici bientôt, ils auront tous les avantages, on pourra bosser 24 heures sur 24, parce que maintenant, on a même les apprentis qui peuvent faire des horaires de nuit ou qui peuvent bosser le week-end »*. Il s'inquiète notamment de l'impact de la flexibilisation des horaires de travail sur la vie familiale, et prend l'exemple de son domaine professionnel : *« les samedis, maintenant, les vendeurs ne bossent plus jusqu'à cinq heures mais jusqu'à six heures, ça fait que les mamans et les papas ont une heure de moins pour voir leurs enfants le samedi »*. Géraldine, employée de bureau à la retraite, observe quant à elle le rythme de travail de ses enfants et s'interroge : *« On n'était pas comme ça stressés, quand on travaillait. On faisait pourtant le travail aussi, on arrivait au bout, mais on pouvait discuter avec des collègues, on pouvait aller boire un café, on n'était pas comme ça tout le temps la pédale à fond! Il semble que ça pourrait la vie, il faut aller toujours plus fort, travailler toujours plus, et puis il y a une espèce de compétition un peu malsaine, maintenant, à cause du chômage, et tout ça. Je trouve que c'est plus la même ambiance du tout »*.

La mondialisation : une menace pour l'emploi ?

Le chômage, malgré l'embellie économique actuelle, caracole toujours en tête des préoccupations des habitantes et habitants de ce pays depuis plusieurs années, comme le montrent les résultats des « Sorgenbarometer »¹³. Même si elle n'est pratiquement jamais formulée explicitement par nos interlocuteurs, la crainte de perdre son emploi transparait régulièrement dans leur discours, notamment lorsqu'ils évoquent le thème de la mondialisation, et qu'ils en décrivent les manifestations dans le quotidien. Peter, vendeur dans une entreprise sanitaire âgé d'une quarantaine d'années, nous explique que *« si on voit le nombre d'entreprises internationales qui sont arrivées et puis le nombre de postes qu'ils créent mais qui sont difficiles à occuper par des résidents de la région pour la pure et simple raison que les exigences sont exubérantes soit au niveau des langues, des connaissances, c'est ça surtout pour moi la grande question. Si vous ouvrez aujourd'hui un journal et vous allez voir sur les offres d'emploi, on devrait tous être cadres, savoir parler cinq langues, et en plus connaître le monde des finances,*

13 Malgré une légère baisse par rapport à l'année précédente (71%), le chômage demeure le premier sujet de préoccupation pour 66% des citoyennes et citoyens helvétiques en 2006.

c'est quand même des exigences incroyables. Mon souci, c'est que les entreprises qui se sont implantées ici n'ont pas vraiment embauché des locaux, mais plutôt amené des étrangers parce qu'ils jugent que c'est peut-être plus simple, ils ont peut-être quand même des expériences internationales que nous ici on ne peut pas forcément présenter. Pour notre génération, ça va être nettement plus difficile de trouver un emploi ». Germaine, analyste financière à la retraite, vit à la frontière entre la Suisse et la France, et remarque également que « on a déjà énormément d'étrangers, des frontaliers, évidemment, on est à sept kilomètres de la frontière. Eh bien je vous le dis, au niveau du travail, ça pose pas mal de problèmes. On a beaucoup de Français, des Italiens, des Espagnols... c'est difficile, parce que ces gens-là, ils veulent aussi se faire une place au soleil, ce qui est normal, et ils sont prêts à accepter des conditions que par exemple les autochtones refusent! Alors je pense que ça va aller de plus en plus, puisque l'Europe s'agrandit continuellement... je vois quand même qu'il y a une grande partie de la population qui aura du mal à le digérer ». Cette crainte des effets de la mondialisation sur l'emploi se retrouve également dans l'enquête SOPHIA publiée dans l'Hebdo, qui révèle que 54% de la population suisse estime que « la concurrence internationale amènera la suppression d'emplois en Suisse ».

Un filet social qui semble se fragiliser

Hormis la précarité dans le cadre du champ professionnel, la question des prestations sociales a également été évoquée par certaines personnes interviewées. Solène, éducatrice célibataire avec un enfant, s'inquiète d'une société « *qui devient de plus en plus libérale, ou finalement, on veut payer moins d'impôts* », qui fait que « *le système social aussi est moins efficace* ». Il est important de constater que les personnes qui nous ont fait part de cette préoccupation étaient exclusivement des femmes, en situation économique ou familiale précaire – ou les deux – et qui étaient donc aussi directement concernées par la question. Aurore, laborantine, jeune mère célibataire, nous explique que les aides « *sont mal foutues. J'ai l'impression que ce sont toujours les mêmes qui ont de l'aide, et puis les autres, on leur répond toujours non, débrouillez-vous. Quand on essaye de s'en sortir, du coup, comme ils voient que l'on essaye, hop, ils nous lâchent, et on retombe encore plus bas qu'avant. On ne nous laisse pas le temps de nous en sortir* ». Elle pense également que « *pour les femmes qui travaillent, il n'y a pas tellement d'aide, pour les gardes d'enfant par exemple. D'aide financière et de possibilités, parce que c'est cher et il y a peu de choix, aussi* ».

La Suisse face à la mondialisation : le point de vue d'acteurs du monde économique

Dans le cadre de cette recherche, nous nous sommes également intéressés au point de vue d'acteurs du monde économique, que nous avons interrogés dans le cadre d'un focus group. Pour eux, la question de la place et du statut de la Suisse dans une économie mondialisée constitue l'une des principales sources d'inquiétude. Ils se soucient notamment des carences du pays face à la concurrence croissante des pays émergents. Une personne, lors de ce focus group, disait notamment : « *J'ai l'impression d'une société qui à force de confort est devenue un petit peu obèse, et vivait tout à fait bien dans cette obésité. Elle n'avait pas besoin de courir. Maintenant va*

commencer, je pense, un régime qui a commencé à mon avis depuis les années 90'. Je pense que la Suisse a commencé à fortement se transformer économiquement à cette période, année de crise très forte. On a maintenant une prise de conscience, donc on est dans la période du bon régime, et dans 20 ans l'inconnu est là : est-ce que ce régime va suffire ? Est-ce qu'on gardera notre place, ou est-ce que face aux pays émergents, beaucoup plus 'fit' que nous, beaucoup plus mordaches que nous, on assistera à une forme de régression ? »

Les participants ont par la suite cherché à comprendre quelles étaient les carences de la société Suisse face aux nouvelles données de l'économie mondialisée. Une partie d'entre eux relevait le manque de combativité, de motivation et d'enthousiasme de citoyens suisses « *trop sûrs que tout leur est dû* », ou « *peu créatifs* ». Parmi les raisons de ces carences, certains ont évoqué le fait que la Suisse a occupé pendant longtemps un statut de privilégié sur le plan économique et au-delà, et que le « *confort* » qui en a découlé a provoqué un « *avachissement* ». D'autres évoquent le climat de peur qui décourage de prendre des risques lors de la création d'entreprises : « *Aujourd'hui, on tue l'esprit d'entreprise, ou plus précisément on tue l'initiative de départ, parce que chez nous, on n'a pas le droit de faire faillite. Et si vous avez une fois raté un projet, vous êtes catalogué. C'est ce qui est très différent avec les pays anglo-saxons, où vous pouvez redémarrer, et ça c'est aussi un élément de motivation qui est très important. On n'ose pas, parce qu'un jour, on a fait faillite, et ensuite c'est 'ah, tu te rappelles, c'est celui qui il y a dix ans a fait faillite'* ».

Des regards divergents sur l'avenir socio-économique du pays

Comme nous avons pu le voir dans ce chapitre, les préoccupations d'ordre socio-économique touchent une population variée, quel que soit le rapport de proximité qu'elle entretient avec le monde de l'économie en tant que tel. Cependant, deux manières de percevoir ces problématiques se distinguent particulièrement, et peuvent parfois mener à des désaccords. Ces deux modes de perception se différencient surtout par le niveau d'analyse sur lequel elles se situent :

- Le premier mode de perception est systémique : il est essentiellement focalisé sur la société dans son ensemble, comprise comme un vaste système, et sur les mesures à prendre pour en garantir le bon fonctionnement. Ainsi, les effets du système sur le vécu des personnes sont rarement pris en compte dans l'argumentation.
- Le second mode de perception, en revanche, porte plutôt son attention sur les manifestations du système que l'on peut observer dans la vie quotidienne au niveau individuel : paupérisation, durcissement des conditions de travail, chômage, concurrence accrue sur le marché de l'emploi avec l'arrivée d'une main d'œuvre étrangère, etc. et élude une vision globale de la problématique.

Dès lors, les conclusions divergent quant aux solutions à apporter : si d'un côté on privilégie les mesures à prendre pour garantir le bon fonctionnement du système économique, de l'autre, on revendiquera des contre-réformes visant à corriger les effets du système sur la vie quotidienne des individus, que l'on considère comme

injustes. Il ne s'agit donc pas d'interpréter cette divergence comme un simple écart d'opinion sur les priorités économiques, divisée entre redistribution et performance. Le contraste réside également dans la représentation même que nos interlocuteurs se font de l'économie, qu'ils ont construite à travers leur expérience quotidienne : si les « professionnels » abordent la thématique dans une perspective technique et pragmatique, les « profanes », en revanche, l'interprètent plutôt de façon « sensible », en mobilisant un certain nombre de principes moraux tel que la justice ou l'égalité.

Le système de formation remplit-il son rôle ? Entre performance et « savoir pour tous »

Comme nous avons pu le voir précédemment, la difficulté d'insertion professionnelle des jeunes est l'un des sujets majeurs de préoccupation pour les personnes interrogées. Certaines d'entre elles la considèrent comme un corollaire du fonctionnement du système scolaire de notre canton, lui aussi objet d'inquiétude et d'insatisfaction pour près du quart d'entre eux. Cependant, les argumentations divergent lorsqu'il s'agit, pour nos interlocutrices et interlocuteurs, d'expliquer quelles sont les origines de cette insatisfaction.

On évoque, d'un côté, des dysfonctionnements au niveau de l'école, qui ne parviendrait plus à remplir de manière adéquate son rôle formateur. Le souci majeur d'une partie de ces personnes est le devenir professionnel des jeunes qui présentent des lacunes dans les connaissances de base. C'est le cas, par exemple, de Géraldine, employée de bureau à la retraite, qui s'inquiète pour « *tous ces jeunes qui sortent de l'école primaire sans bien connaître l'orthographe, des fois sans savoir lire* », et qui pense que « *les patrons veulent bien engager du monde, mais ils voudraient quand même des jeunes qui sachent se débrouiller, qui sachent écrire, qui sachent compter* ». Elle se demande également si ce manque de connaissances de base chez les jeunes « *vient du fait que justement, dans les classes, il y a beaucoup d'enfants étrangers, évidemment, qui connaissent pas très bien la langue, et qui retardent un peu les autres* ». Esther, secrétaire à la retraite, constate également une baisse des exigences scolaires et pense que c'est le fruit d'un choix politique visant à rendre les études supérieures accessibles à tout un chacun, au nom d'une égalité à laquelle elle ne croit pas : « *Comme si l'être humain était d'intelligence égale à la naissance. C'est une aberration! Il y aura toujours une intelligence moyenne, il y aura toujours une intelligence supérieure... l'égalité, elle n'existe pas, c'est un leurre.* »

Parmi les personnes qui perçoivent une baisse du niveau scolaire en général, on trouve également une enseignante du secondaire, Cathie, qui a l'impression que « *dans les collèges, ça n'a rien à voir avec l'époque où moi j'y étais. On leur demande toujours moins, parce qu'en fait, ils ne sont pas capables, ils ne sont plus capables de travailler correctement, donc ça m'inquiète de ce côté-là, pour la société future. Quand je vois certains de mes élèves qui un jour seront les adultes et les dirigeants de notre pays et de notre monde, ça fait peur!* » Elle remarque, tout comme Esther, que cette baisse d'exigence entraîne une augmentation du nombre d'étudiants aux niveaux supérieurs. Cathie nous dit également : « *J'ai l'impression qu'on entre un peu trop facilement à l'Université, et puis sans vraiment avoir des buts derrière... j'ai l'impression que ça*

commence à être l'endroit où les étudiants vont quand ils n'ont rien d'autre à faire. Moi je trouve que c'est pas assez sélectif, peut-être, à ce niveau-là ». Cette plus grande accessibilité aux études supérieures aurait par ailleurs des conséquences néfastes sur ceux qui n'y parviennent pas : « J'ai l'impression qu'il y a toujours plus d'étudiants, donc plus on avance, plus la société a de papiers, je dirais. Plus elle dénigre, aussi, les gens qui ont moins de capacités intellectuelles. Je pense qu'on les met pas mal de côté dans la société, et c'est malheureux. Je suis confrontée à des jeunes qui sortent de l'école et qui n'ont rien, et on ne sait plus où les mettre. Il risque d'y avoir un fossé toujours plus grand, et il faudra bien, un jour, qu'on essaye de combler ce fossé. J'ai l'impression qu'on déplace le problème ».

Il est bien sûr nécessaire de rester prudent lors de l'analyse de ces discours : tout d'abord, la référence à un passé idéalisé est un biais de raisonnement courant lorsqu'il s'agit pour les individus de formuler une opinion sur le présent. Ensuite, pour ce qui concerne le thème du système scolaire en tant que tel, les études en la matière montrent plutôt le bénéfice du collège unique que le bien-fondé de la sélection précoce, et surtout la difficulté d'analyser de façon pertinente de tels processus pour parvenir à des conclusions fondées.¹⁴ Ceci dit, cela montre que la représentation d'un accès large et libre au savoir n'est pas nécessairement vue par ces répondants comme un bien collectif qu'il s'agirait de valoriser.

L'enseignement face aux exigences de l'économie

Du côté des acteurs du monde économique interrogés par focus group, on attend surtout des institutions éducatives, et de l'Université en particulier, qu'elles préparent mieux les jeunes au contexte socio-économique actuel, caractérisé par une augmentation de la compétition. Ainsi, pour l'un d'entre eux, « *ce qui va marquer les années à venir dans le monde économique, c'est une exacerbation de la compétitivité. Pas uniquement sur les grands enjeux macro-économiques, je pense même au niveau individuel. Les individus vont devoir de plus en plus se battre entre eux pour faire leur place. On évoquait la montée du continent asiatique. Cette compétitivité, on la sent aussi venir, et je pense qu'actuellement, j'attends de l'Université qu'elle prépare la société, ou une partie de la société vaudoise, à cet élément de compétitivité. Ça va devenir de plus en plus difficile de faire son nid ici et les acquis, à mon avis, vont être de plus en plus fragiles* ». Une autre personne reproche également à l'Université de ne pas remplir ce rôle actuellement : « *J'ai trop de jeunes Suisses qui se présentent pour un poste chez moi et qui croient encore que tout leur est dû, parce qu'on le leur a dit, forcément. Ça doit être insufflé par leur professeur, ou leur école* ».

Comme nous avons pu le constater, les inquiétudes dont nous ont fait part les acteurs économiques se centrent essentiellement sur l'inadaptation du système éducatif par rapport aux exigences professionnelles. La plupart du temps, ces préoccupations laissent transparaître la représentation que ces personnes se font des institutions de formation (obligatoire comme supérieure) : ces dernières devraient imposer un certain niveau d'exigences à celles et ceux qui les fréquentent. La conception de

¹⁴ Voir par exemple Eric Maurin, *La nouvelle question scolaire*, Seuil : Paris, 2007.

l'enseignement que se font ces personnes est fortement marquée par l'idée de compétition. Ils considèrent qu'il doit promouvoir un « but de performance »¹⁵, consistant notamment à orienter l'attention des apprenantes et apprenants vers la comparaison sociale des compétences et l'importance d'être meilleur que les autres. Cette représentation correspond d'ailleurs en de nombreux points au modèle éducatif préconisé par certains, qui se manifeste entre autres par la volonté de réintroduire les notes à tous les niveaux comme un élément d'évaluation quantitative, de « benchmarking » comme diraient peut-être certains.

L'idée de performance est particulièrement présente dans l'argumentaire développé par les personnes que nous avons interrogées lors du focus group sur l'économie. Une participante nous dit notamment : « *Moi j'ai toujours pensé, mais je suis peut-être un animal préhistorique, que si vous n'exigez pas beaucoup de quelqu'un et si possible de quelqu'un dès son enfance même, eh bien il ne va pas développer l'envie de se surpasser, il va être comme ma fille, qui est une sacrée fainéante, qui disait à ses examens, en rentrant, « je pense que j'ai fait deux points de trop ». Voyez l'état d'esprit! J'ai fait deux points de trop, c'est-à-dire que 6 me suffit, j'ai peut-être fait 8... je veux dire, je veux pas la rabaisser, mais ce goût non pas de l'excellence, mais du juste nécessaire, 'keep cool', c'est terrible* ».

Les argumentations développées lors de ce groupe de discussion se distinguent également par le fait qu'elles mettent un certain accent sur les enjeux socio-économiques liés à la formation scolaire, ce qui n'est, à quelques exceptions près, jamais le cas des autres personnes que nous avons interviewé. On s'inquiète notamment de la sur-valorisation des études supérieures chez les jeunes, au détriment des professions qui requièrent peu de qualifications. Ce phénomène contribuerait à déséquilibrer la ventilation des « forces de travail » dans les différents secteurs professionnels, et compromettrait donc le bon fonctionnement du système socio-économique. Témoin, cette personne qui nous dit que « *Avant, vous aviez une élite intellectuelle qui sortait des hautes écoles, mais vous aviez des gens qui avaient des compétences manuelles qui étaient reconnues. Aujourd'hui, on montre à ces enfants-là qu'il faut sortir bardé de diplômes universitaires, et que si vous n'avez pas ces diplômes, vous n'êtes pas grand-chose. Le défi du monde de l'entreprise, c'est le problème des successions. Il y a un savoir faire dans certaines entreprises, mais elles sont en train de mourir. Il y a un savoir faire que l'on pourrait transmettre, mais pour ça il faut le valoriser. A Lausanne, on cherche par exemple des paveurs, vous savez, ces messieurs qui posent des petits trucs... il faut de grandes compétences pour poser des pavés. C'est beau une ville qui est pavée, vous ne trouvez pas ça joli ?* ».

Malgré cette constatation, on reconnaît toutefois que le système scolaire actuel, grâce à la procédure de sélection qu'il comprend, permet malgré tout d'endiguer ces dysfonctionnements et de préserver un certain « équilibre ». Une autre participante explique par exemple que « *on a des universitaires en quantité tout à fait suffisante, quoi qu'on en dise, puisqu'on nous accuse de ne pas en avoir assez. Mais pourquoi*

15 Céline Darnon et Fabrizio Butera : « Conflit et climat de classe », in Bourgeois E. et Chapelle G. (eds.) *Apprendre et faire apprendre*, Paris : Presses Universitaires de France, pp. 169-181, 2006.

n'aurions-nous pas assez d'universitaires ? Nous avons une formation professionnelle extraordinaire, même si c'est vrai que la VSO¹⁶, ce n'est pas chouette la façon dont tout cela est fait, qui a l'avantage de permettre d'intégrer de façon rapide, intelligente et valorisante socialement tout l'apport des jeunes étrangers, qui évidemment, ne vont pas devenir universitaires quand ils viennent ici, parce qu'ils crèveraient la faim, ou leurs parents crèveraient la faim. Ils trouvent une formation, une place de travail. Et les chantiers, c'est une tour de Babel, mais une tour de Babel où les gens sont bien. Donc, on a une société bien uniforme, et il ne faut pas militer pour que 80% des Suisses soient à l'Université, comme en France, où ça crée le plus haut chômage des jeunes de toute l'Europe ».

L'école : facteur d'exclusion ?

Parmi les personnes interviewées qui ont témoigné des inquiétudes quant au fonctionnement du système éducatif, certaines d'entre elles l'ont fait en avançant des raisons ou une argumentation différente, voire opposée à celles que nous avons présenté jusque-là. Comme nous avons pu le voir précédemment, une enseignante du secondaire (Cathie) évoquait le problème des jeunes mis au ban de la société en raison de leur faible niveau scolaire. Ce constat a également été fait par Antonia, jeune mère d'origine étrangère, nous expliquant son impuissance face aux difficultés scolaires de son fils : « *Ils sont en train de tout changer la manière d'apprendre, à l'école. Pour nous, étrangers, c'est très difficile! Ceux qui ont le plus de peine, ils sont laissés de côté.* » Elle relève également le manque de moyens investis pour soutenir ces élèves, mais également leurs parents qui, malgré leur volonté, peinent à venir en aide à leurs enfants. « *On devrait plus soutenir les parents qui veulent soutenir leurs enfants à l'école et qui n'ont pas le niveau scolaire qu'il faut pour les aider. Parce que le français, même pour les Suisses, c'est difficile!* »

Le lien entre éducation scolaire et insertion dans le monde du travail est également présent dans l'argumentation. Cependant, la scolarité n'est pas uniquement perçue comme un passage permettant d'accéder à la vie professionnelle. Elle en détermine aussi sa réussite, et offre des possibilités d'ascension sociale : « *je trouve ça dur, parce que moi, je n'ai pas eu les moyens, mon père n'a pas tout fait pour que je puisse avoir une scolarité correcte. Mais moi, je voudrais la donner à mes enfants. Je voudrais qu'ils aient l'opportunité d'avoir le choix. Pas qu'ils soient obligés de faire caissière. Ce n'est pas pour rabaisser les gens qui font des métiers plus bas que les autres. Si mes enfants ont envie de faire caissière, qu'ils le fassent, mais pas parce qu'ils ont un niveau scolaire insuffisant* » (Antonia). L'idée que l'éducation soit à la fois un vecteur d'ascension professionnelle et sociale, mais également un critère d'exclusion, est particulièrement présente dans l'argumentation des personnes issues de milieux plus modestes, sans formation supérieure. Ayrton, jeune homme ayant grandi dans les milieux populaires, se plaint, lui, d'un système éducatif qui ne privilégierait que les meilleurs, à l'encontre des participants au focus group économie : « *L'Université devrait devenir peut-être un peu plus accessible, aussi aux minorités, pas que ce soit toujours*

16 Voie secondaire à options

le même cycle qui se reproduise... ce serait peut-être aussi de changer le système scolaire suisse, qu'il soit plus égalitaire, parce que là, ce n'est pas un système égalitaire, mais un système d'élites, tout le monde le sait, mais personne ne fait rien pour le changer ».

Ayrton laisse sous-entendre que le système éducatif, de par son fonctionnement, contribue à la (re)production des inégalités sociales. Ce type de raisonnement a également été développé par des apprentis lors du focus group des jeunes. L'un d'entre eux, en parlant du système scolaire obligatoire, nous disait notamment que « *le système est mal fait, parce que le principe de couper en trois à partir d'un certain âge, et de dire aux élèves qui sont en VSG ou VSO¹⁷ 'tu vas faire un apprentissage', et qu'on finisse par s'en persuader, je pense que c'est mal fait, parce que moi, je suis arrivé à la fin de ma sixième année, et on m'a dit : 'écoute, tu as le niveau pour aller en VSB, mais en français, tu es une pomme, donc si on te met en VSB, ça va être n'importe quoi'. Moi je pense que c'est à partir de là que l'Etat, ou quelqu'un, fait un premier tri dans les classes sociales que l'on veut avoir. S'il n'y avait pas ce classement, alors qu'on a 12 ou 13 ans, je suis sûr qu'il y en a plein qui ne seraient pas là ou ils en sont... je trouve que c'est pas correct. Ce n'est pas du racisme, mais c'est de la catégorisation pure et dure, et ça n'amène rien de bon au groupe inférieurisé ».* Un autre apprenti évoque également les effets de cette catégorisation hiérarchisée sur les capacités de développement des élèves : « *Il y a une catégorisation qui ne devrait pas exister. Je veux dire que pour un VSB, ce sera nickel, parce qu'on va lui dire 'tu es intelligent, tu pourras faire ce que tu veux'. En le valorisant, ça va l'aider à se développer. Par contre, en prenant l'exemple d'un VSO, en lui disant 'toi, tu vas faire un métier manuel', c'est le rabaisser, et au final, il se convainc lui-même d'être faible, et il ne peut plus se développer. Il faudrait en venir au système qu'ils ont déjà mis en place dans les pays scandinaves. C'est quelque chose de bien, parce que ça permet de développer les points forts que l'on a, plutôt que de catégoriser quelqu'un comme étant nul, alors qu'il n'y a peut-être qu'une ou deux branches où il n'y arrive pas ».*

Les préoccupations exprimées par ces répondants à l'égard du système éducatif s'orientent donc sur la hiérarchisation qu'il opère sur les élèves en les catégorisant, et le sentiment d'exclusion qui en découle. Il faut souligner aussi la lucidité de nos intervenants : quelles qu'en soient les conclusions tirées, un caractère élitiste est généralement reconnu à l'école vaudoise. Surtout, nos interlocuteurs insistent sur le fait que la sélection ne s'opère pas seulement à travers les notes ou les compétences, mais aussi par rapport à un « destin promis » qui assigne des places en fonction d'une certaine vision de la société. Cela nuance l'idée d'une sélection basée sur les seules compétences, mais complique aussi la mise en place d'une « société de la connaissance » qui verrait la Suisse profiter au mieux de sa « matière grise ».

L'argumentation développée laisse par ailleurs deviner leur vision du système éducatif, qui semble différer de celle des personnes dont nous parlions dans le chapitre précédent, et notamment celles interrogées dans le focus group « économie » : ici, les interlocuteurs ne mettent pas l'accent sur l'imposition d'exigences, mais sur l'aide aux

17 Voie secondaire générale (VSG) ; Voie secondaire à options (VSO) ; Voie secondaire à baccalauréat (VSB)

élèves qui présentent des difficultés. La conception de l'enseignement qui transparait en particulier chez les apprentis interrogés dans le focus group « jeunes » est moins centrée sur l'idée de compétition. Ils considèrent qu'il doit plutôt promouvoir un « but de maîtrise »¹⁸, consistant notamment à orienter l'attention des élèves vers la tâche ou le contenu à apprendre en tant que tels, et non pas vers les autres personnes avec lesquelles ils seraient en compétition.

Préoccupations d'ordre éthique, normatif et identitaire

Comme nous avons pu le voir dans le chapitre précédent, les inquiétudes vis-à-vis de l'avenir, exprimées par une partie des Vaudoises et des Vaudois, se matérialisent essentiellement dans la constatation de changements ou de dysfonctionnements au sein de nos institutions. Ce thème du changement est central et il se retrouve bien sûr à travers d'autres sujets, à commencer par leur manière de concevoir le « vivre ensemble », autour duquel s'articulent des thématiques telles que les normes sociales, les valeurs et l'identité.

Immigration : « un Suédois ne sera jamais un Andalou »

Les entretiens ont mis en évidence un sentiment, partagé par plusieurs personnes, que ces normes et valeurs, qui fondent l'identité collective et qui garantissent l'harmonie et le bon fonctionnement de la société, sont menacées. Pour certains répondants, ces menaces proviennent de l'extérieur du pays, avec l'arrivée de populations étrangères qui sont perçues comme remettant en cause la culture, les normes et les valeurs helvétiques, supposées être partagées par toutes les personnes vivant à l'intérieur de nos frontières.

Leur argumentation consiste notamment à mettre l'accent sur les différences culturelles entre Suisses et étrangers, jugées irréductibles et incompatibles. Germaine, ancienne analyste financière de 80 ans vivant à la frontière entre la Suisse et la France, nous dit par exemple : « *Si vous prenez l'Europe, bon, c'était une très belle idée, mais moi je pense qu'un Suédois ne sera jamais un Andalou. Alors je ne sais pas si tout le monde est prêt à accepter les différences primordiales, de religion, d'éducation, ou de valeurs premières, comme la bonté, l'honnêteté, etc. Avec l'ouverture des frontières, on reçoit un peu n'importe qui, n'importe comment, alors ce n'est pas toujours évident. Encore une fois, il y a tellement de différences, que beaucoup de gens ne sont pas prêts à les accepter. Que ce soit sur le plan de la religion, ou de la manière de vivre* ». Ce point de vue est partagé par Eric, enseignant, qui estime que ces différences de culture représentent un risque de conflit, qui peut s'aggraver en raison de la densité de la population sur le territoire. Selon lui, il faudra bientôt « *faire face aux problèmes de l'immigration, avec des personnes qui parlent une autre langue, qui ont une autre culture. Il va falloir les intégrer, et qu'eux aussi s'intègrent. Ces personnes ont peut-être d'autres valeurs, ou défendent d'autres valeurs et il y a un risque de conflit, qui*

18 Céline Darnon et Fabrizio Butera : « Conflit et climat de classe », in Bourgeois E. et Chapelle G. (eds.) *Apprendre et faire apprendre*, Paris : Presses Universitaires de France, pp. 169-181, 2006.

sera d'autant plus grand que l'on va être nombreux sur un espace restreint. Si on regarde l'espace disponible en Suisse, on voit que l'on n'a pas de grandes étendues où l'on pourrait accueillir beaucoup de personnes ». Toujours selon Eric, le niveau d'éducation des immigrés serait également un facteur déterminant pour la réussite de leur intégration : « Je pense que si l'on a des personnes qui ont un niveau d'éducation élevé, ce sera plus facile. Ces gens s'intégreront plus facilement. Par contre, si l'on a un flux de personnes peu éduquées, qui ont déjà de la difficulté dans leur propre langue maternelle et qui comprennent très mal le français, et qui essayent de défendre leurs propres valeurs, ce sera plus délicat ».

Pour d'autres, les normes et valeurs constitutives de notre société sont menacées de l'intérieur, par les transformations des modes de vie et des comportements qui compromettent une certaine idée de l'ordre social.

Un des phénomènes les plus souvent cités est la montée de l'égoïsme, le manque d'entraide ou d'altruisme. La référence à un passé « plus solidaire » est régulièrement faite. Il est intéressant de remarquer que la plupart des personnes qui ont évoqué l'arrivée d'étrangers comme source d'inquiétude ont également fait mention de cette préoccupation. Même si ces deux points de vue peuvent paraître contradictoires, il apparaît donc qu'une même personne peut exprimer parallèlement un idéal humaniste, ou des valeurs telles que le respect d'autrui ou la tolérance, et un discours de fermeture face aux étrangers. Pour Marie, « *la société, c'est-à-dire les individus qui composent la société, sont de plus en plus égoïstes. Il n'y a plus la notion de respect* ». Elle pense également qu'il y a « *des gens qui ont des difficultés, qui ont des problèmes d'intégration, qui sont étrangers. Je ne connais pas assez, on a un peu tendance à les condamner. Moi, je serais de ceux qui condamnent et qui les traitent de fainéants* ».

Les femmes, la famille, les enfants... et le travail

L'engagement accru des femmes dans la vie professionnelle constitue un autre sujet d'inquiétude. Divers interlocuteurs estiment que celles-ci, en investissant la sphère publique, remettent en cause les rôles sexués et la conception traditionnelle de la famille, conçue comme le cadre essentiel au développement de l'enfant. La question de « la maman qui travaille » a par ailleurs été évoquée par certains de nos répondants comme l'une des raisons qui expliqueraient les problèmes « d'éducation de certains jeunes », sujet de préoccupation également cité par quelques personnes. Esther, mariée et mère de trois enfants, nous dit : « *Je crois qu'avant toute chose, il faut s'occuper des enfants. Aujourd'hui, certaines femmes ont une envie, tout à fait justifiée, d'avoir un enfant. Elles veulent aussi travailler. Il est vrai qu'aujourd'hui, il faut s'assurer, dans un couple, qu'il y ait toujours un salaire qui reste. Aujourd'hui, il faut donc que la femme puisse travailler, mais elle veut un enfant quand même, avec un maximum d'avantages pour pouvoir s'en occuper. Alors à partir du sixième ou septième mois, elle commence avec des revendications du type 'il faut absolument que j'aie mes x semaines avant l'accouchement et x semaines après. Trois semaines après, je le mets dans une crèche, car je n'en ai déjà plus rien à faire, deux ans plus tard je divorce parce que je n'en ai encore moins à faire'. Alors vous comprenez, les théories, il ne faut pas m'en faire. Aujourd'hui, il faut s'occuper des enfants, et ne pas les balancer*

aux autres. Il faut que la famille redevienne une famille, de manière à ce que l'on s'occupe des enfants. Pour moi, il faut que la mère redevienne une mère, au moins les trois ou quatre premières années de la vie de l'enfant. Et pas une mère à distance, peu présente. »

Ce type d'argumentation est étayé par les résultats de l'étude SOPHIA de 2006, qui nous montrent que 43% de la population estime qu'à la naissance d'un enfant, « la femme devrait cesser de travailler pour s'occuper de la garde de l'enfant au moins pendant les premières années », contre 36% qui pensent que « les deux partenaires devraient se ménager un travail à temps partiel ». Violaine, horticultrice mariée et mère de trois enfants, estime que « *il y a de plus en plus de problèmes avec les jeunes, parce que les parents n'ont plus l'énergie pour voir évoluer les enfants dans ce monde. Je pense que l'on ne peut pas remplacer l'amour d'un parent. Mes enfants ont toujours été chez une maman de jour. Avec du recul, je pense que ma place aurait été à la maison avec eux. C'est le sacrifice d'une maman, je pense que c'est une qualité. Je vois que dans les familles où la mère reste à la maison, les enfants sont d'une autre qualité* ».

Violence et insécurité : des préoccupations peu présentes

Lors de nos interviews, nous nous attendions à ce que le thème de l' « insécurité », phénomène largement médiatisé, soit fréquemment évoqué. Or, seules trois personnes ont parlé de ce problème, et de façon relativement succincte. Il est toutefois intéressant de constater que celles-ci étaient toutes âgées de moins de 25 ans. Cela est probablement dû au fait que les actes de violence physique relatés dans les médias impliquent généralement des jeunes, tant du côté des agresseurs que des victimes, et que ceux-ci se sentent donc davantage concernées par ce phénomène. Nous avons également interrogé les jeunes sur ce thème dans le cadre du groupe de discussion réunissant apprentis et gymnasiens. Bien qu'ils aient été relativement prolixes sur cette question, l'argumentation ne se distancie guère des descriptions que l'on peut lire régulièrement dans les journaux. Ils ont par exemple relevé que la violence leur semblait s'intensifier, et que les personnes qui commettent des agressions physiques le faisaient de façon toujours plus gratuite, avec de moins en moins de limites. Les femmes détenues, que nous avons rencontrées dans le cadre d'un autre focus group, ont aussi évoqué la violence qui semble caractériser le vie nocturne du centre-ville lausannois, tout en faisant remarquer qu'il s'agit d'un phénomène largement médiatisé.

Préoccupations liées à l'environnement

Parmi les préoccupations liées à l'environnement, l'écologie est la source de préoccupation la plus citée par les personnes que nous avons interviewées. La crainte de l'impact que la pollution peut avoir sur la santé, sur le climat, les glaciers, ou sur les risques d'inondation ou de sécheresse est assez régulièrement évoquée.

Réchauffement climatique et ressources énergétiques au centre des inquiétudes

C'est surtout le réchauffement climatique qui est cité et mis en lien avec les problèmes liés à la diminution des réserves en ressources naturelles, que ce soit les énergies fossiles ou l'eau, phénomène largement médiatisé. Pour Pierre-Yves, « *les grandes préoccupations en lien avec l'environnement, pour moi, à l'avenir, ce sera quelque chose qui va prendre beaucoup d'importance. L'environnement, c'est un grand truc, mais l'énergie, c'est tout de même quelque chose de préoccupant. Comment fera-t-on pour couvrir nos besoins ? Les énergies renouvelables, toutes les autres formes d'énergie, ce sont des grandes questions, liées aussi au besoin d'éviter le réchauffement de la planète, toutes ces grandes questions qui sont très actuelles* ».

Pour la plupart des personnes, ces problèmes sont dûs aux comportements du citoyen « lambda » dans sa vie quotidienne, ses modes de transports, la gestion de ses déchets, etc. Les plus pessimistes quant à l'avenir écologique estiment que la réponse doit être politique, et se concrétiser par un renforcement des campagnes de sensibilisation, mais aussi par l'instauration de mesures incitatives comme l'introduction de taxes sur les énergies non-renouvelables, de subventions à l'achat de produits non-polluants, ou de législations sur la construction des bâtiments qui répondraient à des normes drastiques en matière d'écologie. Les problèmes liés à l'urbanisme sont d'ailleurs régulièrement associés aux questions d'écologie. Des personnes vivant en milieu urbain comme en milieu rural perçoivent un accroissement du bétonnage, au détriment des espaces verts ce qui, selon eux, menace la qualité de vie en général.

L'Humain peut-il « être écologique » ?

En matière de transports, quelques personnes s'interrogent sur la contradiction entre les exigences croissantes de mobilité et la raréfaction des énergies. Ils pensent qu'il est temps de changer notre manière de penser les déplacements, mais que ces changements sont freinés, voire empêchés par la logique de profit, qui incite les milieux économiques à adopter une vision à court terme, et à poursuivre, par exemple, l'exploitation du pétrole, plus rentable que les solutions alternatives. D'autres pensent qu'au-delà des comportements des uns ou des autres, c'est surtout la croissance régulière du nombre d'humains sur la planète qui joue un rôle important dans ce phénomène. Florian, physiothérapeute de 33 ans, se demande par exemple combien de personnes supplémentaires la terre peut encore supporter sans que notre qualité de vie soit sérieusement menacée : « *On commence à être beaucoup sur cette planète. Elle a seulement des ressources pour un certain nombre d'individus, qui sont en plus très mal réparties* ». Eric, enseignant, partage cette opinion selon laquelle la démographie mondiale est au centre des problèmes écologiques. Il estime que « *l'on devient de plus en plus nombreux sur la planète, il faut trouver des solutions. Jusqu'à présent, l'idée de l'économie libérale était de dire qu'il faut une croissance de x pour cent par année. On vend x pour cent de voitures en plus, et on ne s'inquiète pas de savoir que l'on est dans un système fermé.* » Pour lui, la solution passe par des mesures radicales : « *Un pays comme la Chine a eu une politique restrictive au niveau des naissances et a quand même réussi à gérer sa population tant bien que mal. Alors peut-être qu'il faudra des*

méthodes contraignantes, cela va être un choix, et là, je pense qu'il va falloir prendre des décisions politiques qui ne vont pas forcément faire plaisir à tout le monde et qui ne pourront pas être prises de manière démocratique, car le peuple ne voudra pas. C'est un peu comme un licenciement dans une entreprise, les employés ne sont généralement pas d'accord. C'est ce que les pompiers appellent 'faire la part du feu' ». Il faut absolument supprimer pour préserver le reste. » L'inquiétude en matière d'environnement, exprimée par la quasi-totalité des personnes que nous avons interviewées, n'est pas partagée par les acteurs économiques qui se sont exprimés lors du focus group. Selon eux, la crainte du réchauffement climatique est excessive et ne sert qu'à instaurer un climat de peur qui contribue à la paralysie et à l'inaction des citoyens.

En conclusion

Dans ce chapitre, nous nous sommes penchés sur la manière dont les Vaudoises et les Vaudois percevaient l'avenir. Nous avons pu voir dans quelle mesure un tel exercice pouvait être difficile, notamment pour les personnes dont le présent est précaire et incertain. Les sujets de préoccupations que nos répondants ont abordé ne révèlent *a priori* que peu de surprises : justice sociale et performance économique, enthousiasme ou peur par rapport au changement ou à l'altérité, attention croissante à l'environnement. Il est intéressant de noter que même si de nombreux thèmes se retrouvent dans les études quantitatives mentionnées, des tensions se manifestent entre plusieurs visions du monde. Sans être exhaustif, on peut mentionner des oppositions entre la nostalgie d'un passé radieux et la nécessité du changement, ou entre la redistribution des richesses et la solidarité versus la valorisation de la compétitivité. Il est aussi intéressant de constater que certaines thématiques, comme la place de la Suisse dans l'Union Européenne, ne sont pas interprétées par nos interlocuteurs de la même manière que par les « experts ». Si ces derniers abordent généralement la question sous un angle géopolitique et macro-économique, nos répondants, en revanche, la perçoivent selon une perspective identitaire, qui s'exprime par des craintes quant au devenir de la « culture suisse », ou par rapport à l'emploi, avec le phénomène du « plombier polonais ». D'autres thèmes, étonnamment, sont loin de figurer au centre des préoccupations de nos interlocuteurs. L'insécurité, par exemple, phénomène qui occupe souvent le devant de la scène médiatique, n'a que très rarement (et très succinctement) été abordé. Il en va de même pour certains sujets, qui sont pourtant régulièrement au centre des débats d'experts : la question des OGM ou des nanotechnologies par exemple, qui suscitent pourtant de nombreuses interrogations, sur le plan éthique notamment, n'ont jamais été évoquées par nos interlocuteurs, alors que c'est justement à partir de celles-ci que le contrat entre la science et la société semble devoir être redéfini et que la participation du public dans le débat scientifique a pu émerger. Il est évident que si l'on avait explicitement interrogé nos répondants sur ces questions, ceux-ci auraient sans doute formulé leurs craintes et leurs préoccupations à leur sujet. Il convient néanmoins de tenir compte du fait que ces thématiques ne viennent pas spontanément. Cela risque de poser un certain nombre de

difficultés à l'Université lorsqu'il s'agira pour elle d'intégrer les préoccupations exprimées par les répondants, car celles-ci ne font pas directement référence à la manière dont l'Université pratique la recherche, mais plutôt à des thèmes de recherche, qu'il s'agirait pour elle d'aborder.

Préoccupations et visions d'avenir : résultats en bref

La quasi-totalité des personnes que nous avons interrogé s'est dite inquiète quant à l'évolution de notre société pour ces prochaines décennies. Celles qui vivent un présent difficile ont eu de plus grandes difficultés que les autres à imaginer de quoi sera fait le futur. D'autres, qui se sentent quelque peu dépassés par les mutations de la société, tendent à adopter une posture conservatrice. Enfin, quelques personnes, avec une situation relativement confortable, estiment que leur environnement direct est préservé des bouleversements qu'ils observent dans un « ailleurs » plus ou moins lointain.

*

Parmi les nombreuses sources de préoccupation vis-à-vis de l'avenir, la question des inégalités économiques est l'une des plus citées par nos interlocuteurs. Les personnes sans formation universitaire et de condition plus modeste mettent particulièrement l'accent sur des injustices telles que le phénomène des « working poors », qui contrevient au principe d'équité selon lequel « *tout travail mérite un juste salaire* ». La question de l'insertion professionnelle des jeunes sortant de formation inquiète également nos répondants. Certains de nos interlocuteurs s'inquiètent également des répercussions négatives que la charge et les conditions de travail actuelles peuvent engendrer sur la vie privée ou la santé, et des effets de la mondialisation sur le marché du travail. Les acteurs du monde économique, quant à eux, se soucient des carences du pays face à la concurrence croissante des pays émergents.

*

Les répondants s'inquiètent aussi du fonctionnement du système scolaire. Selon certains d'entre eux, il ne remplit plus son rôle formateur, ou n'est pas assez exigeant. D'autres estiment au contraire qu'il tend à exclure les moins bons élèves et à les catégoriser en pré-classes sociales.

*

Certaines personnes ont également le sentiment que les normes et valeurs du pays sont menacées de l'extérieur, avec l'arrivée de populations étrangères, perçues comme remettant en cause la culture, les normes et les valeurs helvétiques. Pour d'autres, les normes et valeurs sont menacées de l'intérieur, par les transformations des modes de vie et des comportements qui compromettent une certaine idée de l'ordre social. Les femmes, par exemple, en investissant la sphère professionnelle, remettent en cause les rôles sexués et la conception traditionnelle de la famille, conçue comme le cadre essentiel à l'éducation des enfants.

*

L'écologie reste le souci principal des personnes que nous avons interviewé. Le réchauffement climatique est le plus souvent cité, et mis en lien avec les problèmes liés à la diminution des ressources naturelles. Nos interlocuteurs pensent que ces problèmes sont essentiellement dûs aux comportements des humains et qu'il importe d'agir politiquement par des campagnes de sensibilisation ou des législations. Une partie des répondants pense que c'est la croissance régulière du nombre d'humains sur la planète qui joue un rôle important, et qu'il va falloir endiguer.

3. L'Université de Lausanne vue par les habitants et habitantes du canton de Vaud

Quelle image les personnes interrogées se font-elles de l'Université de Lausanne et, plus largement, du monde académique et scientifique ? Une partie importante du projet « Vivre ensemble dans l'incertain » consiste à s'interroger sur les attentes du public vaudois vis-à-vis de l'Université de Lausanne pour répondre à leurs préoccupations et visions d'avenir. Dès lors, et avant toute chose, il nous a semblé important de comprendre quelles représentations les personnes rencontrées se font des sciences et de l'Université, ces représentations ayant sans doute un impact sur la manière dont nos interlocuteurs envisagent l'action de l'Université pour préparer l'avenir.

Images des sciences : entre désintérêt et acceptation

Nous avons voulu, dans un premier temps, explorer la représentation que se font les Vaudoises et les Vaudois des sciences et de la recherche. Les résultats dépeignent une réalité contrastée, oscillant entre désintérêt et fascination.

Les sciences : un monde lointain

Premier constat de notre enquête : les personnes que nous avons interviewées ne font pas preuve d'un grand intérêt pour les questions scientifiques en général, ni pour l'Université de Lausanne en particulier. Plus de la moitié de notre panel affirme se sentir peu concerné par le sujet de notre entretien et aucune des personnes interrogées n'a été en mesure de nous faire part d'une information scientifique récente émanant de l'UNIL¹⁹. Les faibles connaissances de nos interlocuteurs concernant les sciences et la difficulté à se représenter une activité de recherche scientifique ont constitué une réelle difficulté pour notre enquête, empêchant les interviewés de construire une réflexion élaborée sur ce sujet pendant l'entretien. Ainsi Violaine demande à l'enquêtrice : « *vous me direz après ce que ça veut dire, sciences humaines ?* ».

Un tel désintérêt pour les sciences va à l'encontre des résultats des enquêtes quantitatives menées par l'Observatoire Science, Politique et Société (OSPS)²⁰ de l'Université de Lausanne sur la question des rapports entre science et société. Ainsi, en 2005, 88% de personnes se sont dites intéressées par les sciences. Un taux supérieur à la moyenne européenne qui est de 78%.

19 Quelques éléments cités concernent l'EPFL.

20 Fabienne Crettaz von Roten : « Les Suisses et les sciences en 2005 : structure et facteurs explicatifs des attitudes », in Leresche J.-Ph., Benninghoff M., Crettaz von Roten F. et Merz M. (eds), *La fabrique des sciences. Des institutions aux pratiques*, Lausanne : PPUR, pp. 283-304, 2006.

Plusieurs explications peuvent être tentées pour comprendre les raisons de ce décalage. Tout d'abord, on peut penser que le niveau d'intérêt élevé démontré par les sondages relève partiellement d'un effet de désirabilité sociale : une tendance, plus ou moins consciente, à donner des réponses qui reflètent une image favorable de soi à autrui (Source OSPS, voire encadré). Or, dans le cadre de nos entretiens, nous avons plutôt observé un phénomène inverse : les personnes interviewées, peut-être impressionnées

Les enquêtes quantitatives sur les questions sciences-société

Depuis la fin des années 1960, la relation sciences-société est devenue un thème important pour les décideurs politiques, scientifiques et économiques. Il s'agit à la fois d'éviter que cette relation ne se péjore, de faire accepter les dépenses liées à la recherche, de cerner les attentes de la société et de savoir comment répondre à la mobilisation de certains groupes d'intérêts construits autour de thèmes scientifiques. Des enquêtes d'attitudes envers les sciences sont apparues aux Etats-Unis dès les années 1960 et en Europe dès les années 1970. En Suisse, la première enquête a été réalisée en 2000 par l'Observatoire Science, Politique et Société (OSPS) de l'Université de Lausanne. Deux autres enquêtes ont vu le jour depuis : en 2001 et 2005. Leur but est de collecter des informations sur la relation entre sciences et société, de fournir des renseignements utiles aux décideurs politiques, économiques et scientifiques, de détecter toute évolution, et d'entreprendre d'indispensables comparaisons. Les résultats qui sont présentés dans le rapport « Vivre ensemble dans l'incertain », sont principalement issus de l'enquête 2005 où la Suisse figurait pour la première fois dans l'ensemble des pays concernés par l'Eurobaromètre Science et Technologie.

par la complexité du questionnement qui leur était proposé, préféraient se dire peu intéressées ou peu informées et justifier ainsi leurs difficultés à répondre à nos questions. Une autre raison de ce manque d'intérêt et de connaissances pour les sciences peut s'expliquer par le faible lien entre l'Université et la population : la plupart des personnes interviewées dans le cadre de l'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain » n'avait pas de lien avec l'Université de Lausanne. On peut également interpréter cette différence de résultats par une différence de méthodologie. Lors de nos entretiens, nous n'avons pas posé de questions aussi précises que celles proposées dans les enquêtes par sondage de l'OSPS, mais des questions ouvertes. En restant prudent, on peut en déduire que la science ne fait pas partie des interrogations quotidiennes des personnes interviewées, mais peut les intéresser de manière ponctuelle et spécifique, par exemple lors de votations.

Un regard positif sur les sciences

Malgré ce désintérêt face aux sciences, les personnes rencontrées lors de nos entretiens gardent une image plutôt positive de la science, à l'image des résultats des enquêtes quantitatives de l'OSPS.

Interrogées sur le rôle de la science par rapport à la société, les personnes interviewées faisaient le plus souvent référence à la notion de progrès. La science et la recherche sont considérées de façon positive puisqu'elles participent à l'amélioration du confort et de la qualité de vie. Cédric remarque le caractère incontournable des sciences qui ont « un rôle très important » ; et ajoute : « le développement scientifique, c'est quelque

chose d'obligatoire dans l'époque dans laquelle on vit, si on ne se met pas à faire de la recherche dans le domaine scientifique, on passe à côté de quelque chose ». La science doit donc « améliorer la vie de tous les jours » (Géraldine), « donner des bases à l'homme pour éviter des dérives et préserver les connaissances et les biens qui ont été accumulés » (Gaétan).

A l'image des résultats des enquêtes statistiques qui démontrent une grande confiance du public vis-à-vis des scientifiques travaillant dans une université²¹, les personnes interviewées ne semblent pas remettre en question le travail des chercheurs. La question de la confiance accordée aux scientifiques ou à la recherche n'a que rarement été abordée. Il n'a pas non plus été fait mention des grandes controverses scientifiques qui occupent la scène médiatique. A de rares exceptions, aucun des débats concernant les nanotechnologies, les OGM ou les biotechnologies médicales ne viennent spontanément étayer le discours des personnes interviewées. Il serait cependant erroné de conclure à un blanc-seing donné aux scientifiques et aux universités. Nos interlocuteurs se sont en effet

**Les Suisses face aux sciences :
Résultats d'enquêtes quantitatives**

En 2005, l'enquête sur les rapports entre sciences et société a montré que le regard des Suisses sur la science est globalement positif : une très large majorité des Suisses soutient la recherche scientifique (68%) et une majorité relative des répondants (43%) estime que les bienfaits de la science dépassent ses effets nuisibles. Les espoirs placés dans différents domaines du développement scientifique sont grands mais nuancés : les attentes sont très élevées au sujet de la lutte contre les maladies graves (88%), de l'amélioration de la vie quotidienne et de la santé (82%) et des perspectives ouvertes aux générations futures (76%). Les Suisses sont optimistes vis-à-vis des technologies, en particulier les mesures d'économie d'énergie dans les maisons (96% d'effet positif sur notre manière de vivre dans les 20 prochaines années), l'énergie solaire (95%), les médicaments et les nouvelles technologies médicales (92%), les ordinateurs et technologies de l'information (76%), Internet (66%) et la biotechnologie (58%).

montrés préoccupés par les questions relatives au contrôle, au financement, à l'orientation « utile » des recherches et à l'éthique. Marie, dont le discours général est critique quant à l'évolution de notre société marquée par l'égoïsme des individus et la fuite en avant, voudrait par exemple savoir si la science est « vraiment utile ou si on s'écoute parler ».

De son côté, Thérèse se soucie de l'éthique dans les sciences : « les scientifiques peuvent aider la société si ils ont une bonne conscience et une éthique. On a en main des possibilités énormes, alors justement si les scientifiques ont une conscience et qu'ils la mettent du bon côté, alors c'est magnifique ; mais si ils emploient mal ces possibilités, ben... voilà quoi ! ». Un point de vue partagé par Peter qui porte lui aussi un regard critique sur l'évolution de la société et qui se demande : « il y a une énorme

21 A la question de l'enquête OSPA 2005 sur les acteurs les mieux placés, en termes de qualification, pour expliquer l'impact que la science et la technologie peuvent avoir sur la société, les répondants choisissent en premier lieu les scientifiques travaillant dans une université (53%), suivis plus loin par les associations pour la protection de l'environnement (30%), les journalistes de télévision et de presse écrite (27%), les médecins et les scientifiques qui travaillent dans des laboratoires industriels (25%). Les acteurs de la société les plus mal considérés sont les industriels (11%), les politiciens (6%) et les membres du Gouvernement (4%).

responsabilité de la science vis-à-vis de la société. La science doit quand même rester au service de l'humanité. Tout ce que fait la science devrait être pour le bien de l'humanité... Que devient l'éthique dans la science ? C'est une grande question et je m'interroge sur l'éthique dans la science : jusqu'à quel point le discours éthique est-il considéré dans la science ? Est-ce que quand on fait de la recherche on pense toujours à ce qu'il peut y avoir derrière ? Est-ce qu'on ne pense pas plutôt au profit et on relègue l'éthique au deuxième plan ? ».

Nous avons également constaté une forte préoccupation concernant les modalités d'application et de transfert des savoirs scientifiques : mieux communiquer, travailler plus avec les acteurs concernés par les questions scientifiques, mieux définir les interactions entre sciences et politique, etc. Un souci que l'on retrouve dans les enquêtes quantitatives : dans l'enquête OSPS 2000, 85% des répondants attribuaient aux Hautes écoles la mission de mise à disposition du public des connaissances de pointe, 79% le rôle d'expertise et 77% la réponse aux besoins du marché du travail.

Enfin, on retrouve dans les propos tenus par certains de nos interlocuteurs des expressions de craintes ou de méfiance à l'égard des sciences en lien avec des systèmes de valeurs traditionnels ou un sentiment de désarroi. On retrouve dans nos interviews, des phrases telles que : « *on va trop vite, on n'a pas le temps d'assimiler les choses* » (Marie), ou « *j'essaie d'avancer avec la foi plutôt qu'avec la science* » (Thérèse), ou encore « *je suis très attachée aux choses réelles, à la nature, à la vie saine* » (Martha). Un sentiment que l'on retrouve dans l'enquête OSPS 2005, dans laquelle 43% des Suisses affirment que « *l'on s'en remet trop à la science et pas assez à la foi* » et 55% estiment que « *la science fait changer notre mode de vie trop rapidement* ». Au travers de cette enquête émerge le souhait d'une relation science-société basée sur la transparence, la responsabilité, l'éthique et la précaution : les personnes sondées demandent donc une science publique, éthique, responsable et un contrôle social accru.

Images de l'Université de Lausanne

Les personnes interrogées sont unanimes sur la nécessité – et leur fierté – de maintenir un centre régional de formation universitaire performant. La formation est d'ailleurs la première fonction attribuée à l'Université. A la question du rôle de l'Université, les personnes rencontrées répondent spontanément : « *ça sert à former* ». Former pour se préparer au marché du travail, mais aussi pour élargir ses connaissances. C'est bien plus rarement – et suite à des questions de relances de la part de l'enquêteur – que les gens font référence à la recherche, laquelle permet de « *trouver des solutions aux problèmes* » ou de « *faire avancer les choses* ».

La recherche à l'UNIL : une réalité peu connue

Lorsqu'elles ne font pas la confusion entre l'Université de Lausanne et l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL), les personnes interrogées ont d'abord cité l'EPFL comme centre de recherche, l'Université de Lausanne étant plus généralement

considérée comme un lieu de formation, exception faite de la Faculté de biologie et de médecine. Ainsi Florian s'interroge : « *qui fait de la recherche à l'Université de Lausanne ? Est-ce que c'est des gens qui sont formés ? Qui viennent de l'extérieur ? Est-ce qu'il y a un lieu particulier pour la recherche ? Est-ce que les étudiants sont liés à cette recherche ? Quelle dimension ça prend ? Je ne sais pas, honnêtement* ». Après quelques éclaircissements donnés par l'enquêteur sur la recherche à l'Université de Lausanne, la majorité du panel lui reconnaît pourtant un potentiel de principe, imagine des terrains d'application – la ville, l'entreprise, le canton – et des supports de réflexion – la sociologie, l'économie, les sciences politiques.

Les recherches en sciences de la nature et sciences techniques, restent toutefois les plus fréquemment et spontanément évoquées et les thèmes de recherche auxquels il est fait référence sont ceux de la santé, de l'écologie et des technologies.

Au delà de ces traits principaux, relevons que les questions relatives à l'image et au rôle de l'Université ont reçu des réponses extrêmement variées. Pour mieux comprendre comment se dessine cette ou ces image(s) de l'Université de Lausanne, nous avons choisi de proposer une approche par profils d'acteurs.

Un approche par profils d'acteurs

A partir de l'analyse des 28 entretiens et des 4 groupes de discussion, nous avons identifié de façon exploratoire cinq types de profils qui se caractérisent par l'homogénéité des discours et la similitude des rapports de distance et d'intérêt vis-à-vis de l'Université. En nous intéressant à divers profils d'acteurs, nous pouvons ainsi mettre en lumière divers discours et positions sur l'Université et les sciences.

Ceux qui se disent les plus proches de l'Université, les « connectés », ont des rapports fréquents à l'institution ou la connaissent pour y avoir étudié dans un passé récent. Par ordre décroissant d'intérêt et croissant de distance, on trouve ensuite les « documentés », les « enthousiastes », puis les « peu concernés » et enfin ceux qui se disent « loin de ça »²².

Ces profils d'acteurs ont permis l'observation de plusieurs éléments constitutifs de la construction de l'image de l'Université de Lausanne :

- l'intérêt pour les sciences,
- l'attitude face au rapport sciences/avenir,
- la connaissance de l'Université,
- la définition du rôle de l'Université,
- la compréhension des enjeux.

Nous n'avons ici cherché ni la représentativité, ni l'exhaustivité et encore moins à figer ces images dans un tableau. Les représentations proposées ont une valeur « d'idéal-

²² On retrouve des typologies similaires dans d'autres études sur les relations sciences-société. En 2000, l'Office of Science and Technology britannique publie un rapport intitulé : *Sciences and the public : a review of science communication and public attitude in Britain*. Sur la base d'une enquête quantitative, l'analyse fait émerger cinq groupes : les « confidants believers », les « technophiles », les « supporters » les « concerned », les « not sures » et les « not for me ».

type » et permettent de se rendre compte du processus de « désincarnation » de l'Université au fur et à mesure de son éloignement de l'univers de nos interlocuteurs.

Dans cette typologie, la taille des groupes des « loin de ça » et des « peu concernés » sont légèrement plus importants que celle des « connectés », des « documentés » et des « enthousiastes ».

Les « connectés » : l'UNIL dans un système complexe de relations

Les « connectés » sont ceux qui ont la plus grande expérience de l'Université. Parce qu'ils y ont étudié dans un passé assez proche pour que leurs impressions soient encore « fraîches », ou parce qu'ils y gardent un contact régulier. D'un point de vue personnel, le temps des études est valorisé comme un moment privilégié dans la maturation des jeunes adultes. De manière générale, l'Université est comprise dans sa diversité, comme un assemblage, parfois cloisonné, de connaissances et de savoir-faire.

Les « connectés » s'intéressent aux sciences, avec un intérêt plus spécifique leur domaine de formation, tout en gardant une bonne appréhension du domaine d'activité et des enjeux des autres disciplines. Leur réflexion face au tandem sciences/avenir va dans le sens d'une nécessaire définition d'une logique d'action de l'institution, qui soit à la fois cohérente et visible. Ainsi Pascal, qui collabore régulièrement avec l'Université de Lausanne dans le cadre de sa fonction d'enseignant dans une HES avance : *« L'Université est peut-être moins visible que d'autres institutions suisses. Mais sa situation, comme toutes les institutions aujourd'hui, appelle à la fois des capacités d'avoir un projet et de la souplesse »*.

Les « connectés » s'intéressent également aux conditions de création des savoirs : via les questions de financement de la recherche, de politique générale de l'Université, d'arbitrage entre les projets et de collaborations avec le monde non-académique. Ils s'accordent facilement sur la nécessité d'une double inscription de l'Université comme lieu de formation et de recherche considérés comme indissociables. La transmission des savoirs est mise en avant de manière directe, via l'enseignement, et indirecte, via l'information et la vulgarisation vers un public plus large.

L'Université est perçue dans un réseau d'acteurs, qui doivent répondre à des enjeux internes à l'institution (la question du financement des doctorants est notamment soulevée par Cathie, qui a fait une thèse en biologie) ou imposés de l'extérieur. Il est ainsi fait référence aux « pressions politiques » qui pèsent sur l'Université, mais aussi aux classements et autres rankings des universités.

Dans un contexte pensé dans ses différentes dimensions, les « connectés » s'interrogent sur la place et le rôle de l'Université dans la marche du « progrès » – via, entre autres, les questions de visibilité et d'accessibilité des connaissances dans l'espace public. Pascal, insiste sur ce point : *« les sciences humaines et sociales, comme les sciences naturelles et techniques, sont dans un même processus de communication, de présence dans l'espace public que les autres disciplines du savoir et de la culture. Elles ont besoin d'obtenir des moyens pour se situer dans un environnement très concurrentiel, mondialisé et en même temps, arriver à être visibles,*

perceptibles, quelque part crédibles et recevables pour Monsieur et Madame Tout-le-Monde ».

Céline, récemment sortie de l'Université, défend elle l'indépendance de la recherche fondamentale face à l'augmentation, qu'elle juge dangereuse, des recherches appliquées : *« L'Université donne une certaine indépendance au savoir : ça garantit une qualité indépendante de l'économie. Dans les journaux ou dans les médias, on entend des protagonistes issus du milieu économique qui dénigrent les savoirs théoriques, pour privilégier des savoirs qui pourraient tout de suite être applicables. Il me semble qu'ils laissent un peu de côté la théorie pure, alors qu'elle est essentielle pour pouvoir modéliser des choses applicables ».*

Les « connectés » partagent enfin un attachement à une vision prestigieuse de l'Université. Ce qui est l'occasion de quelques critiques sur la lenteur procédurière de l'administration ou sur les critères de sélection des nouveaux étudiants jugés trop laxistes.

Les « documentés » : l'UNIL comme outil de réflexion et de développement pour la région

Les « documentés » n'entretiennent pas de relations particulières avec l'Université, mais s'intéressent à la science et envisagent d'un œil favorable son mandat et ses activités. Dans leur grande majorité, les « documentés » ont suivi une formation universitaire ou entretiennent des relations indirectes avec le monde universitaire. Leur parcours et leur intérêt pour la science les amènent spontanément à s'interroger sur les interactions entre sciences et société, via les questions de progrès technique et d'évolution des sciences humaines et sociales ou environnementales.

Comme dans la catégorie des « connectés », on retrouve la valorisation du travail de recherche scientifique dans l'élaboration d'un projet de développement social harmonieux, tant dans le domaine des sciences naturelles et techniques que dans celui des sciences humaines et sociales²³. L'Université est saluée pour sa capacité à créer un « bouillonnement intellectuel » propice à l'éclosion d'idées nouvelles. Les progrès de la science sont valorisés comme créateurs de rigueur et d'objectivité dans les pratiques connexes : enseignement, industrie, etc.

Si les « documentés » font preuve d'une relative confiance dans les « bienfaits » de la science et du progrès, leur demande de réflexivité sur les pratiques scientifiques et d'analyses critiques sur la société vaudoise est fortement exprimée. Celle-ci s'accompagne d'une volonté d'ouvrir l'Université aux mondes non académiques et de favoriser le rapprochement avec les autres acteurs du canton. Le monde économique est envisagé comme un partenaire à privilégier : l'Université doit se penser comme pourvoyeur d'emplois pour les habitants et de compétences pour les entreprises²⁴. On

23 Toutes les disciplines ne sont pas citées. Les sciences techniques, l'astronomie, la physique, la médecine, la géographie urbaine, la sociologie, les sciences politiques, l'histoire et la littérature font partie de celles qui ont été évoquées.

24 Cette volonté de décroisement se retrouve dans d'autres domaines d'intérêts via l'évocation d'un besoin de rapprochement avec le monde culturel : quels liens l'Université peut-elle créer entre arts et savoirs ?

retrouve ici aussi des interrogations sur le contrôle éthique, moral ou économique de la recherche : « *que, qui, quoi doit-on contrôler pour que la recherche reste un projet humaniste, universaliste et utile ?* » (Peter).

Les « documentés », dans leur grande majorité, valorisent également l'Université comme le lieu de formation intellectuelle des futures élites de la région. Eric, enseignant, remarque : « *il y a des retombées de la recherche parce que des personnes sont formées, ont appris à réfléchir, ce qui est un plus pour les entreprises de la région... si ils restent ! Ça c'est l'autre problème : former des étudiants pour qu'ils s'expatrient, ce n'est pas très productif !* ». La question de la formation s'articule aussi ici avec celle de l'accessibilité du savoir, via la question de la sélection des étudiants à l'entrée de l'Université et de la communication scientifique autour des activités de recherche de l'établissement.

Les « documentés » font connaître leur désir d'être plus proches de ce qui se fait à l'Université. Pour l'un d'entre eux, ce souhait s'exprime au passé, sous forme de regret de ne pas avoir eu l'opportunité de « faire l'Uni », accusée alors de favoriser les processus de reproduction sociale : « *c'est dommage que l'Université ne soit pas accessible à tout le monde. D'avoir accès à cette culture ça pourrait ouvrir l'esprit des gens et rendre certaines personnes moins connes. C'est dommage que ce soit juste pour qu'une petite élite puisse en profiter* » (Ayrton). Il peut aussi s'exprimer au présent. Il prend la forme d'une demande d'une meilleure communication institutionnelle mieux ciblée, à la fois dans son contenu et ses destinataires : « *en Suisse romande je dois avouer il y a très peu d'information scientifique si ce n'est parfois dans la 'Tribune de Genève' ou 'Le Temps'. Je m'intéresse donc plutôt aux ressources anglophones ou germanophones* » (Peter).

Les « enthousiastes » : l'UNIL comme lieu de formation pour les jeunes

Les « enthousiastes » ne connaissent pas l'Université de Lausanne, ils n'y sont rattachés que de manière très indirecte par des souvenirs d'étudiants vieux de plusieurs décennies ou par l'expérience de leurs proches. Deux des trois personnes de ce groupe ont plus de 65 ans et des petits enfants à l'Université.

Les « enthousiastes » se montrent en général confiants envers la science. On retrouve ici le discours bienveillant vis-à-vis de l'institution universitaire développé par les « documentés », mais moins argumenté. L'intérêt des « enthousiastes » relève davantage d'une position de principe : le développement des sciences et des techniques est considéré comme le moteur du progrès, nécessaire à la « qualité de vie ». Si les activités de recherche ne sont pas citées spontanément, les « enthousiastes » les défendent comme éléments indispensables de cette évolution du progrès. Une fois la question posée par l'enquêteur, les domaines technologiques, pharmaceutiques et médicaux sont les plus souvent évoqués.

La question du contrôle de la recherche n'est pas abordée ; en revanche, la dimension religieuse est quelques fois citée comme limite nécessaire dans les pratiques scientifiques et médicales : « *la recherche sur le clonage... toutes ces choses : c'est des questions qu'on se pose. Je suis croyante : est-ce qu'on doit prolonger la vie de*

l'homme ? Je ne sais pas, j'ai l'impression que, parfois, on en fait trop » (Géraldine).

Considérée comme un outil essentiel de formation, l'Université est valorisée pour la qualité de ses infrastructures, la diversité de ses enseignements, les débouchés professionnels qu'elle offre. La question du suivi des enseignements se pose ici au travers de celle, plus large, de « l'utilité » des formations : leur rapport coût/durée et leur adéquation avec les besoins du bassin d'emploi local. Les risques liés à une mauvaise orientation des étudiants sont dénoncés, renvoyant une fois encore à la question de la sélection : *« il y a un problème. On ne peut pas envoyer des gens à l'Université après trois ou quatre années de gymnase ! Je pense que les gens n'ont plus de temps à perdre. Pour moi, c'est du temps perdu, c'est de l'argent perdu, c'est une mauvaise orientation au préalable, je trouve que c'est grave. Les jeunes glandent. Moi, je suis contre les jeunes qui glandent. Ça nous coûte cher, nous, on bosse... »* (Violaine).

L'information publique et la vulgarisation sont passées sous silence : les « enthousiastes » ne font pas preuve de beaucoup de curiosité scientifique et considèrent que l'Université est destinée aux « autres ». Ainsi Géraldine encourage vivement les plus jeunes à s'instruire : *« plus on apprend de choses, mieux ça vaut. Il faut approfondir toutes choses, tous les métiers ! On ne peut pas juste dire : 'je sais écrire trois lignes et ça suffit.' Non ! A l'Université, on apprend plein de choses sur la vie, tandis que quand on a des œillères, qu'on tape sur un clou toute la journée, c'est pas pareil ! »*.

Les « enthousiastes », tout comme les « documentés », partagent une vision de l'Université pratique, utilitaire et adaptée aux besoins de la société. Cependant, son aire de rayonnement n'est pas la même dans les deux profils. Alors que les « documentés » lui donnent une dimension plus régionale, qui couvre schématiquement la Suisse romande, les « enthousiastes » s'arrêtent aux frontières du canton de Vaud. Cela s'explique par leur représentation lacunaire de l'étendue du champ d'action de l'Université.

Les « peu concernés » : l'UNIL, une institution sans ancrage local

Les « peu concernés » n'ont pas d'intérêt pour les questions scientifiques et très peu de liens avec l'Université. Dès le début de l'entretien, la plupart nous ont signalé qu'ils *« n'étaient pas les bonnes personnes »* ou qu'ils *« ne savent pas bien ce qu'ils pourraient nous dire »*. Considérés comme élitistes et cloisonnés, le sujet et l'objet de notre démarche leur ont semblé peu mobilisateurs.

Souvent, les « peu concernés » ont rapidement fait état d'autres « compétences » ou « intérêts » – implications familiales, intérêts culturels, activités professionnelles, etc. – sur lesquels ils axent leur discours et qu'ils n'entendent pas voir dévalorisés par le représentant du système académique (l'enquêteur). Ce détournement de thématique se fait sans formuler de remise en cause de l'Université. Marc acuponcteur, fait une comparaison : *« il y a des labels, vous savez, c'est comme le lait. On ne va jamais attaquer le lait. Nous on est tous anti-lait, mais on ne peut pas attaquer le lait ! L'UNIL a aussi une image. Je ne sais pas si vous allez trouver beaucoup de gens qui vont vous*

dire que l'UNIL n'est pas bonne... ». De plus, la plupart des personnes interrogées n'ont pas suivi de cursus universitaire et opposent volontiers « travail » et « études », notant au passage le manque de connexions entre l'Université et leur vie quotidienne : « *les chercheurs sont dans le bleu* » (Marie).

Ces personnes n'ont pas pour autant une mauvaise image de l'Université. Elles estiment que l'Université a une fonction sociale indispensable : celle de la formation des élites économiques et industrielles du pays dans un système compétitif et de concurrence des formations. Ainsi Rosa, mère de famille mariée à un homme d'affaire, remarque : « *dans les banques, quand les jeunes font un apprentissage, il y a un moment où ils plafonnent parce que leur niveau de connaissances n'est pas suffisamment élevé. L'Université permet d'avoir ce niveau de connaissances très rapidement, de pouvoir faire de plus grands pas et d'aller plus loin* ».

Pour d'autres, l'Université est perçue comme violemment excluante. Antonia, dont le parcours de vie est typique des jeunes immigrés arrivés en Suisse en cours de scolarité, nous dit par exemple : « *quand j'entends 'université', ça veut dire qu'on est bien parti dans la vie, vous voyez ?* ». Marie, commerçante, est quant à elle plus fataliste, et estime que l'Université est et doit rester une institution minoritaire dans un système équilibré de répartition des élèves : « *avant on disait : 'un tiers, un tiers, un tiers' : de l'école, il y a un tiers qui part à l'Uni et il faudrait que ça reste comme ça. Ça sert à rien qu'il y ait plus de monde qui aille étudier. Il faut aussi 'faire', dans la vie !* ».

Dans un même mouvement, certains déplorent tout de même la dévalorisation de l'institution, comme Marc, père de deux étudiantes, qui s'interroge sur l'évolution de l'Université : « *avec l'évolution de la société je pense qu'elle est devenue, comme le gymnase, une salle d'attente chez les jeunes. J'ai peur que la valeur de l'Université se soit perdue, je ne veux pas dire qu'elle est trop accessible, mais on y va, pis on verra'. Avant c'était quelque chose, on disait : 'j'ai fait l'Uni !'. Maintenant : 'ah t'es à l'Uni, ouais...'* ». D'autres s'alarment du faible niveau de connaissances et du manque d'esprit critique et réflexif des jeunes qu'ils côtoient. Gaétan évoque les lacunes des jeunes générations en histoire et en politique internationale responsables, selon lui, d'une forme de « répétition de l'histoire », sans pour autant relier directement ce constat à la question de diffusion du savoir dans le canton de Vaud.

Rarement évoquée spontanément par les « peu concernés », la recherche en sciences naturelles et techniques est pourtant considérée comme une activité nécessaire pour le maintien d'une bonne qualité de vie dans un environnement complexe et concurrentiel. Les « peu concernés » s'interrogent aussi sur les limites des sciences, notamment sur des utilisations excessivement commerciales des résultats (par exemples par les entreprises pharmaceutiques) et leur applicabilité. Nombreux sont ceux qui s'interrogent également sur une évolution des sciences et des techniques, qu'ils jugent trop rapide, une « fuite en avant », et réclament des temps de réflexion, d'assimilation et une plus grande visibilité des débats concernant les objectifs, les limites et les moyens de contrôle.

Les « loins de ça » : l'UNIL, une réalité désincarnée

Comme les « peu concernés », les « loins de ça » annoncent d'emblée leur désintérêt pour le sujet : « *je suis dans le domaine artistique : peinture, sculpture. Donc la science, non, pas du tout, je n'aime pas du tout, ça ne m'intéresse pas du tout* » (Nathalie). Ils ne s'intéressent ni aux sciences ni à la recherche et leur attitude varie entre indifférence et intérêt lointain pour une activité faite par et pour d'autres. Cette distance est, dans certains cas, le résultat des politiques excluantes de sélection, mais aussi celui d'un choix raisonné d'une vie sans Université : « *je suis sorti du gymnase en voulant me lancer dans une ouverture d'un magasin pour ne pas aller à l'Uni* », explique Matthieu, jeune vendeur de 21 ans.

Contrairement aux groupes de « peu concernés », les « loins de ça » n'émettent pas forcément de critiques vis-à-vis de l'institution – « *ça ne me dérange pas* », « *tant mieux pour eux* » (Nathalie). Mais elle reste très mal connue : « *ça me paraît immense, l'Université !* » (Mathieu). L'Université est essentiellement pensée comme un lieu de formation, dont l'utilité n'est pas remise en cause, c'est un « *passage obligé* » vers un « *débouché professionnel* » dont les modalités et les objectifs restent flous (Jean-Marc).

La question de la recherche est, la plupart du temps, laissée en suspend ; une personne évoque les limites de la raison et du progrès, misant plutôt sur la religion pour trouver des réponses aux questions qui la préoccupe (Thérèse). Lorsqu'elles sont abordées, les questions de recherche sont évoquées sous l'angle de l'amélioration des conditions de vie liées aux progrès techniques et médicaux. Personne n'envisage un monde sans recherche, mais celle-ci est d'emblée placée dans des univers sur lesquels les « loins de ça » n'ont pas de prise ; ici encore par choix ou par défaut.

En conclusion

Ces regards croisés sur l'Université, et plus généralement les sciences, montrent bien qu'au-delà des profils que nous avons identifiés, nos interlocuteurs s'interrogent sur la question « *quelles fonctions, pour quelle Université ?* », comme l'illustre l'interrogation transversale et redondante portant sur la sélection. « *Faut-il une université plus ou moins sélective ?* » La question « *à quoi sert la recherche scientifique ?* » est également posée, parfois en creux, sans qu'une réponse construite dans sa globalité puisse être avancée. Au-delà d'objectifs généraux tels que « *améliorer le bien-être* », « *améliorer la qualité de vie* » ou « *être au service de l'humanité* », la place du système « *sciences* » et son rôle par rapport aux autres systèmes constitutifs des sociétés modernes restent peu thématiques.

Mais peut-on s'attendre à recevoir des réponses plus précises de la part de la société civile, alors même que de telles questions rencontrent les mêmes difficultés de formalisation à l'intérieur de l'Université ? Les résultats de notre étude nous offrent en miroir la difficulté de développer un discours cohérent sur la place et le rôle de l'Université dans les sociétés modernes. Ils démontrent également à quel point la réalité scientifique et académique reste éloignée des préoccupations et du vécu

quotidien des gens. L'image de l'Université en tant que lieu de formation est ce qui se rapproche le plus du référentiel des habitants et habitantes du canton de Vaud.

L'Université de Lausanne vue par les habitants et habitantes du canton de Vaud : résultats en bref

Les entretiens montrent que les personnes interrogées ont globalement une bonne image de la science et de l'Université, même si leur intérêt pour les questions scientifiques est faible et leur connaissance de l'Université souvent limitée.

*

Pour la plupart des personnes interrogées, l'Université est considérée comme un lieu de formation avant d'être envisagée comme un lieu de recherche. La recherche est considérée comme une source de progrès indispensable pour l'évolution des sociétés et l'amélioration de la qualité de vie. Les sciences naturelles et techniques sont les plus fréquemment citées.

*

Les personnes interrogées se répartissent selon des profils qui se distinguent par leur rapport de proximité/distance vis-à-vis de l'Université. Les « connectés », qui sont les plus proches de l'Université, l'envisagent comme un système complexe de relations. Les « documentés », qui font preuve d'un certain intérêt pour la science, pensent l'Université comme un outil de réflexion et de développement pour la région. Les « enthousiastes », qui connaissent mal l'Université mais lui font confiance, estiment qu'il s'agit d'un lieu indispensable de formation des jeunes. Les « peu concernés » qui font plutôt preuve d'indifférence vis-à-vis de l'Université mais questionnent facilement l'utilité de la science, l'envisagent plutôt comme une institution sans ancrage local. Enfin les « loin de ça », qui ne s'intéressent ni aux sciences ni à l'Université, la considèrent comme une réalité désincarnée.

4. Quel rôle pour l'Université par rapport aux préoccupations des Vaudoises et des Vaudois ?

Après avoir d'abord analysé les préoccupations face à l'avenir des habitants du canton de Vaud, puis l'image qu'ils se font de l'Université et des sciences, nous avons voulu savoir ce que les personnes interviewées attendent, concrètement, de l'UNIL. Afin de cerner ces attentes, nous avons demandé à nos interlocuteurs comment ils envisageaient le rôle et la place des sciences et de la recherche dans la société. Puis, dans un deuxième temps, après qu'ils aient évoqué les diverses préoccupations et enjeux d'avenir, nous leur avons demandé s'ils envisageaient des actions concrètes de l'Université.

Le peu d'intérêt pour les sciences et la connaissance limitée du monde académique de certaines des personnes rencontrées nous ont parfois obligé à laisser de côté les questions liées au rôle de l'Université face aux défis du futur. Les réponses obtenues ont, néanmoins, permis de dégager deux perspectives d'analyse. Dans la première, les personnes interrogées ont fait part d'idées de recherche plus ou moins concrètes, en axant

Quel rôle pour l'Université ? Résultats d'enquêtes par sondage

Lors de l'enquête OSPS de 2005, 88% des répondants estimaient qu'il était important dans les 10 prochaines années de « donner aux individus la liberté de choisir et d'utiliser ou non les nouvelles technologies » et de « faire en sorte que les gens puissent davantage influencer les décisions importantes du gouvernement », 97% des répondants estimaient quant à eux qu'il était important de « préserver l'environnement naturel de tous les êtres vivants ». Des thèmes que l'on retrouve dans la question du rôle de l'Université.

leur réflexion sur des thèmes particuliers. Ils ont, en quelque sorte, adopté une approche thématique. D'autres interlocuteurs se sont plutôt intéressés aux modalités de production et de diffusion des savoirs et argumentent selon une approche que l'on peut qualifier de pragmatique. C'est cette approche qui a été la plus fréquemment évoquée dans les entretiens.

Cette structuration des discours en deux perspectives d'analyse a avant tout comme but de présenter la logique des arguments développés et de pouvoir, ensuite, en tirer des conclusions susceptibles de guider la réflexion et le débat interne à l'UNIL. Il serait cependant faux de penser que les personnes rencontrées inscrivent leur discours dans une perspective unique. Bien au contraire. Certains interlocuteurs ont fait des propositions à la fois thématiques et liées aux modalités de production et de diffusion des savoirs.

L'approche thématique : des idées de recherche en vrac

Les personnes qui ont adopté une approche thématique pour réfléchir au rôle de l'UNIL face aux enjeux et préoccupations d'avenir, inscrivent leur réflexion dans une logique

fonctionnaliste de la recherche et de l'Université. Le plus souvent centré sur leur environnement direct, leur discours est porté par une vision progressiste des sciences qui contribuent à l'amélioration de la qualité de vie. Dans cette approche, la recherche à l'Université doit répondre aux besoins de la société, apporter des solutions techniques et une « expertise » sociale. La recherche et la création de savoir et de données « scientifiques » sont considérées comme alliées de l'action.

Les thématiques abordées recouvrent essentiellement les champs de préoccupations socio-économiques et environnementales, ces dernières représentant la plus grande partie des propositions recueillies. Pascal propose une équation entre ces deux domaines, ouvrant sur les questions internationales : *« il y a des questions d'habitat et de transport, c'est-à-dire l'équilibre, puisqu'il y a une évolution démographique et de réels problèmes liés à la mobilité. Ça c'est une chose. Ensuite viennent les éléments touchant à l'égalité, en relation avec les phénomènes de migration, d'accès au travail, d'accès au savoir et au bien-être, à la stabilité matérielle et sociale optimale. Et puis il y a des problèmes d'intégration, du canton de Vaud dans la Suisse Romande, de la Suisse Romande dans la Suisse, et de la Suisse dans l'Europe. Ces trois éléments me paraissent corrélés ».*

Il est intéressant de noter l'apparition des sciences sociales dans le discours de nos interlocuteurs. Très peu évoquées en début d'entretien où nous cherchions à déceler le niveau d'intérêt et de connaissances pour les sciences, elles émergent via l'expression d'un désir de compréhension des « phénomènes de société ».

Les paragraphes qui suivent présentent les diverses thématiques évoquées lors des entretiens. Au vu du faible nombre de personnes qui ont effectivement formulé des propositions de recherche, et du degré limité d'élaboration de ces propositions, les thèmes et idées qui suivent ne doivent en rien être considérés comme des pistes de recherche à poursuivre en priorité, mais plutôt comme les premiers éléments d'une réflexion qui devra se poursuivre au sein de l'UNIL.

Les questions environnementales

Au moment de s'interroger sur la contribution de l'Université dans la préparation de l'avenir, le thème de l'environnement est sans doute celui qui est ressorti le plus souvent, alors même qu'il n'occupait pas forcément une place centrale dans les enjeux du futur cités dans l'entretien. On retrouve les thèmes liés à l'habitat, à l'urbanisme, aux transports, à l'écologie, à la pollution et aux énergies, dans une approche systémique s'intéressant à la fois aux phénomènes – la mobilité à une échelle multi scalaires, par exemple – et à leurs conséquences sociales.

La question des transports a été abordée sous l'angle des problèmes de circulation : *« c'est un problème récurrent, la circulation en Suisse. Je pensais qu'une solution c'était d'asservir les voitures. Les voitures, au lieu de se comporter de manière individuelle, communiqueraient entre elles pour avoir une sorte de train roulant qui éviterait ces à-coups et ces bouchon »* (Eric) ; mais aussi de mobilité, de flux et de politiques publiques. Les questions énergétiques liées à l'utilisation des automobiles sont également plusieurs fois posées : *« tout ce qui est carburant, je pense que l'on*

peut faire quelque chose de bien. Dans un premier temps pour le porte-monnaie, parce que le coût de l'essence n'arrête pas d'augmenter » (Matthieu).

Cette question des énergies est l'une des plus souvent convoquée, et nombre de personnes interrogées soulignent le décalage entre la connaissance des problèmes et la faiblesse des solutions mises en place. Ainsi, Solène insiste sur le manque d'actions entreprises dans le domaine : « *concernant les énergies renouvelables, c'est à cause du système économique. Si on dit qu'il n'y a plus besoin d'essence pour les voitures, ce n'est pas du tout valorisé parce que ça touche tout un système économique qui doit changer* ». Elle insiste également sur le besoin d'une information claire sur les questions liées à l'eau : « *Il faudrait dire 'il reste tant de litres d'eau dans les nappes phréatiques, on en consomme tant, donc il n'y en a pas assez'* ». Géraldine déplore quant à elle le manque de développement des énergies solaires : « *on pourrait faire beaucoup plus que ce qui se fait maintenant. C'est assez cher pour l'instant, mais on devrait le faire* ». Quant à Gérard, il se dit plus concerné par les questions générales de pollution : « *il faut s'intéresser à tout ce qui a des antennes, aux natels, à tout ce qui est autour de nous, pour avoir une meilleure qualité de vie.* »

Les questions socio-économiques

Lorsqu'elles envisagent leur avenir, les personnes interrogées font très souvent référence à des préoccupations d'ordre socio-économiques. Face à ces préoccupations, plusieurs personnes attendent de l'Université qu'elle explicite leur environnement quotidien et les difficultés rencontrées par certaines catégories de la population : « *qu'est-ce qu'on fait pour les mères célibataires en Suisse ?* » (Solène), « *comment un pays comme le nôtre peut-il produire des 'working poors' ?* » (Antonia). Les personnes interrogées ont une approche sensible, parfois affective, de ces questions : « *je pense qu'un enjeu principal, c'est vraiment le chômage : les 'working poors', je trouve ça dramatique* » (Violaine).

Les personnes interrogées attendent également de l'Université qu'elle apporte des éléments concrets dans les débats de société actuels, telle la question de la violence et de l'insécurité, ou encore le système vaudois de formation : « *Comment la Suisse va-t-elle se positionner face à la montée de l'insécurité et de la violence ? Est-ce que c'est mieux de réprimer ou de faire de la prévention ? Comment on va se positionner par rapport à ça ? ... Alors là, je pense que la recherche pourrait amener énormément* » (Céline). Sur les enjeux du système éducatif, Cathie, enseignante au niveau secondaire, relève : « *je pense qu'il y aurait de la recherche à faire pour savoir comment mettre en place, au niveau pédagogique et psychologique, des aides pour les jeunes en difficulté scolaire* ».

Au détour de leur réflexion, nos interlocuteurs reviennent aussi sur (leurs ?) *a priori* concernant « l'utilité » des sciences sociales et humaines : « *si il y a une voie qui a l'air d'être une voie de garage, comme ça de l'extérieur, c'est les sciences politiques. Mais je pense que c'est là qu'il y a le plus à faire pour faire avancer l'humanité* » (Marc).

Au travers d'un besoin de compréhension des phénomènes, on retrouve une demande forte de dé-complexification d'une réalité qui semble souvent opaque. Gaétan interpelle

ainsi l'Université de Lausanne et lui demande de se rapprocher de la société vaudoise : « *il faut faire des arrêts sur image sur des sociétés, des métiers, des modes de fonctionnement de la cité. On arrête, on regarde toute la politique, tout confondu, 'qu'est ce qui se passe à Lausanne ?', 'qu'est ce qui se fait ?' »*. Dans certains cas, ce besoin de comprendre est lié au constat de l'émergence d'une société de la connaissance, dans laquelle le manque d'accès aux savoirs est identifié comme une des causes de la précarité des situations personnelles de nos interlocuteurs.

Dans le groupe de discussion consacré à la question de la recherche, le thème de la « valeur ajoutée » et de la transformation des productions scientifiques a également été évoqué : « *on fait des choses, et sur les côtés, il y a des scories qu'on arrive à rattraper pour les vendre. Je trouve ça assez joli cette chance qu'ont les sciences de dégager des segments qui leur permettent d'avancer. L'objectif final n'est pas marchand.* » Cette question de la valorisation de la recherche est reprise par Marc, via celle des brevets : « *le gars il sort avec son brevet et il se taille avec. Donc, d'un côté, c'est financé par l'Etat de Vaud, par nous, et après ça devient une retombée je dirais personnelle ou économique.* » La encore la demande est forte « d'utilité locale » de la recherche que l'on retrouve aussi exprimée dans l'approche pragmatique.

Les questions de santé

Les questions de santé, qui sont pourtant les plus souvent évoquées lors des enquêtes quantitatives s'intéressant au rapport entre science et société, sont ici étonnamment peu présentes. Seules quelques personnes en font mention, pour faire remarquer l'importance du chemin encore à parcourir : « *sur le plan médical, la recherche sur le cancer par exemple, ça fait déjà longtemps que c'est en route, mais dans ces maladies graves, il y a encore beaucoup à faire* » (Cédric). On peut imaginer que l'évidence du sujet – qui a souvent été abordé ailleurs dans l'entretien – a incité une partie de nos interlocuteurs à ne pas revenir sur ce thème.

L'approche pragmatique : une réflexion sur les modalités de la production scientifique

Les propositions de thèmes faites par les personnes interviewées s'inscrivent surtout dans la volonté de trouver des solutions à des problèmes précis. Néanmoins, notre questionnement autour du rôle de l'Université dans la préparation de l'avenir a aussi placé les répondants dans une approche pragmatique, consistant à s'interroger sur les modalités de la production et de l'appropriation des connaissances dans un contexte particulier. Les réflexions et arguments utilisés ici interrogent donc l'institution universitaire dans son contexte local en prenant en compte l'ensemble des acteurs, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Les personnes interrogées sont nombreuses à questionner les modalités de la production scientifique : « comment créer et s'approprier le savoir ? », « comment enseigner et communiquer ? », « quel rôle l'Université a-t-elle vis-à-vis des acteurs de la vie locale ? ». La conviction que l'Université et la société sont intimement liées, à la

fois par l'interconnexion des acteurs et des réseaux, se retrouve dans plusieurs entretiens, comme celui de Pierre-Yves : « *le but de l'Université c'est de délivrer un savoir, mais en même temps d'être ouvert par la recherche au développement de la société. Les mêmes personnes qui sont dans un milieu universitaire vont jouer un rôle important dans la société* ». Pascal, quant à lui, invoque la nécessité pour l'Université de « *s'ouvrir et d'admettre que les éléments de dialogue, d'interpellation, d'incertitude, amènent à aller à la rencontre des partenaires sociaux et de la population.* »

« Plus » et « mieux » communiquer

Les remarques sur ces relations entre Université et société s'articulent dans de nombreux entretiens autour de la question de communication. Les personnes interrogées considèrent qu'aujourd'hui, « *dans un espace public ouvert, la communication fait partie du jeu* » (Pascal). Peter, qui a fait des études de communication et a exercé plusieurs années dans ce domaine, défend vigoureusement le besoin de communiquer plus et mieux pour contrer des discours médiatiques dominants, parfois contestables : « *communiquer plus, communiquer aussi plus intelligemment : ne pas dire de stupidités, comme on voit dans les journaux qui annoncent que l'on peut guérir du sida !* ». Un participant du groupe de discussion consacré à la recherche insiste également sur ce point : « *la recherche fondamentale doit faire avancer les connaissances et faire reculer des fausses croyances : c'est un objectif important. A la radio, on parle du créationnisme : face à cela, il faut que l'Université se bouge !* ».

Certaines personnes interviewées relèvent également les faibles liens entre habitants du canton et Université, et le besoin « *d'intéresser les gens à la recherche. Si on prend quelqu'un de 25 à 30 ans, actif qui n'a pas fait l'uni, je ne pense pas qu'il vous dira grand chose sur l'Université. Il faut mettre les gens au courant de ce que l'UNIL peut proposer d'intéressant* » (Peter). Ce besoin de communication est cependant questionné par un intervenant du groupe de discussion consacré à la recherche : « *dans la relation avec un public plus large, la vulgarisation, la communication entre la science et la population, est-ce que c'est véritablement l'Université qui va pouvoir le faire ? Est-ce que c'est dans son projet, dans son programme ?* ».

Une recherche au service de la société

La demande d'une plus grande proximité entre les scientifiques et leur terrain a parfois été invoquée par nos interlocuteurs, tel Marcel : « *je trouverais intéressant que des étudiants qui se préoccupent de l'aménagement du territoire puissent parler avec la population, et leur parler à la fois de questions qu'ils se posent, et comment les gens reçoivent ça* ». Cette idée est également reprise par Violaine, qui plaide pour une démarche de recherche plus ancrée dans la vie du canton : « *il faut que les chercheurs reviennent sur terre, qu'ils voient, qu'ils sentent qui on est : 'nous on a besoin de ça', 'on a envie de vivre comme ça'... Alors là, on a besoin des sciences humaines* ».

On sent dans ces propos, un désir de voir se développer une recherche scientifique « utile ». Selon les répondants, l'utilité est évaluée en regard du bien-être des individus et de l'environnement, ou bien en regard de la participation des sciences à la croissance

économique. A ce titre, la recherche fondamentale n'est pas remise en question, car celle-ci peut déboucher sur des applications concrètes « à long terme ». En revanche, certaines disciplines, même si elles peuvent paraître fascinantes, sont critiquées pour leur présupposée inutilité : « *la recherche astronomique, ou des choses comme ça, ça doit être palpitant, intéressant, et tout, mais est-ce que ça peut nous apporter quelque chose ?* » (Géraldine).

Agir sur la société par le biais du politique

La question du lien entre l'Université et le politique est également abordée plusieurs fois. L'Université, parce qu'elle est productrice de savoirs peut aussi devenir un partenaire de discussion privilégié en amont des prises de décisions politiques.

Marie insiste ainsi sur le fait que l'Université doit produire des savoirs applicables et doit établir des liens plus forts avec le monde politique pour devenir le « *conseiller du Prince* ». Rosa, va plus loin encore en évoquant la responsabilité de l'Université pour palier aux manquements du politique : « *il y a moyen d'inciter les gens à bouger, et pour le moment, les gouvernements n'incitent pas beaucoup* ».

Solène, elle, s'interroge sur toute la chaîne de prise de décision : « *il faut voir si les recherches produites par l'Université sont utilisées, comment elles sont transmises aux politiques, à l'opinion publique et comment elles influencent la manière de voter* ». Un des intervenants du groupe de discussion consacré à la question de la recherche s'interroge sur les intentions des acteurs politiques : « *en finançant l'Université, est-ce que l'Etat a un objectif précis ? Son objectif, c'est que l'Université soit une vitrine supplémentaire pour le canton de Vaud, pour la ville de Lausanne ou est-ce que c'est la connaissance générale ?* ». Cependant, Germaine s'interroge sur la réelle emprise de l'Université face au monde politique : « *je ne sais pas si beaucoup de chercheurs font de la politique, je ne pense pas. Pour faire bouger les choses, il faudrait que les scientifiques aient un certain pouvoir!* » ; tandis que Violaine questionne l'efficacité des interactions entre politiques et économie : « *on a besoin des politiques, mais les politiques, ils ont trop de questions par rapport à l'économie ! Il faudrait trouver un département qui soit neutre, et qui puisse agir assez rapidement.* ».

Répondre aux enjeux économiques

Le lien avec l'économie est également invoqué, notamment la nécessité de « faire redescendre » dans les entreprises et le monde du travail les connaissances développées à l'intérieur de l'Université. C'est, en creux, la problématique du transfert technologique qui est ici abordée. Cette réflexion a surtout eu lieu dans le groupe de discussion consacré à l'économie, qui réunissait des acteurs de la vie économique vaudoise. A l'image de ce cadre dans une grande banque de la place : « *Il me semble aujourd'hui qu'on a deux mondes : un monde académique et théorique, l'Université ; et le monde des entreprises qui sont dans la pratique. Il y a peu de communication entre ces deux mondes. Il y a un mur qui s'est érigé au fil des années... ce qui me paraît manquer aujourd'hui, c'est des passerelles et des échanges* ». Et un autre participant de renchérir : « *je pense qu'on n'a pas encore exploité toutes les compétences scientifiques dans les industries* ». Un intervenant du groupe de discussion réunissant

des jeunes propose, quant à lui, une autre orientation possible du lien entre économie et sciences, faisant davantage appel aux sciences humaines et sociales qu'aux sciences naturelles et techniques : *« il faudrait faire le lien entre le milieu industriel et universitaire du point de vue des sciences humaines. Je ne sais pas si un jour on arrivera à dire : 'j'ai fait une étude : vos employés seront plus heureux si vous faites ça ou ça', et que la collaboration se fasse effectivement ».*

Certaines personnes rencontrées dans le cadre des entretiens individuels ont une vision plus défaitiste, résignée et considèrent l'économie comme un frein à la diffusion des connaissances et leurs applications, notamment dans les domaines environnementaux ou médicaux : *« quand je lis une étude, j'ai besoin qu'elle ne soit pas dirigée d'un point de vue économique. Typiquement, une firme pharmaceutique qui fait une étude on s'attend à ce qu'elle montre que ce produit est miracle et ça, ça me dérange »* (Florian). Céline, revient sur l'importance de l'indépendance de l'Université vis-à-vis du monde économique : *« si l'Université était assujettie à l'économie, on peut envisager qu'il n'y aurait que seuls les domaines utiles à l'économie seraient étudiés. »*

Un devoir d'anticipation

Parmi les attentes exprimées par les personnes interviewées, on retrouve à plusieurs reprises la demande d'une Université tournée vers le futur, que ce soit pour identifier les problèmes à venir ou imaginer des solutions durables. Comme par exemple Eric, enseignant au niveau secondaire, qui affirme : *« c'est aux scientifiques qu'incombe de mettre en évidence les problèmes potentiels ; et puis au cas où on utilise une technologie qui peut amener des problèmes, c'est à eux aussi de trouver une solution. Mais une solution durable, parce qu'enfouir par exemple les déchets nucléaires ou les jeter dans la mer ne me semble pas être une solution des plus appropriées ».* Et de renchérir : *« alors on peut dire que l'espoir de la planète passe par les universités ».* Pascal reprend indirectement ces propos, en attribuant à l'Université une capacité à anticiper qu'elle doit faire valoir : *« c'est le rôle des scientifiques de voir, de pouvoir anticiper les problèmes à venir dans vingt ans, plutôt que de se reposer sur les politiciens. C'est les personnes qui sont habituées à travailler dans l'abstrait qui peuvent prévoir des scénarios et dire que, peut être, ça va marcher ».*

Les scientifiques et les universitaires sont donc les premiers – devant les hommes politiques ! – sur qui repose la responsabilité de la bonne conduite de ce changement annoncé. Comme l'explique un intervenant du groupe de discussion des jeunes : *« les sciences vont pousser l'homme encore plus haut : il faut s'en méfier et je crains fort que nous nous détruisions. Comment gérer notre connaissance ? On ne pourra pas tout maîtriser mais il faut s'appliquer à faire juste parce que les impacts sont phénoménaux ! Je crois que les sciences sociales ont une grande responsabilité : c'est la force de l'homme et c'est aussi son plus grand danger ».*

En conclusion

L'analyse des propos tenus sur le rôle de l'Université face aux enjeux futurs nous laisse

un sentiment ambigu. D'un côté, force est de constater que les représentations du rôle de l'Université restent floues, et les propositions faites relèvent souvent du « yaka » : « *il faudrait faire ceci, il faudrait faire cela* ». Par ailleurs, notre questionnement a rencontré de nombreux silences, dû au manque d'intérêt et de connaissance du monde académique exprimé par bon nombre de personnes interviewées. Certaines personnes ont clairement marqué leur éloignement de l'Université, jugée comme un « mal nécessaire ». Telle Esther, qui à la question de savoir si elle pense que les scientifiques peuvent aider la société à répondre aux défis des prochaines décennies, nous dit : « *non, parce qu'ils sont dans le mental, ils peuvent que nous balancer des concepts, c'est tout.* » Un point de vue certes minoritaire, mais qui à sa manière reflète le fossé ressenti par beaucoup entre sciences et société.

Au-delà de ces silences, l'analyse révèle malgré tout des attentes élevées vis-à-vis de l'Université. On retrouve en effet dans les « idées » proposées par nos interlocuteurs des interrogations liées aux modalités de production et de diffusion des connaissances. Les propos tenus par nos interlocuteurs reflètent un désir latent de voir l'Université « *sortir de sa tour d'Ivoire* ». Ils posent plus généralement la question de la prise des sciences sur les enjeux de société : à quoi servent les connaissances, à qui sont-elles destinées, et comment en garantir le contrôle et la légitimité démocratique ?

Quel rôle pour l'Université par rapport aux préoccupations des Vaudois ?

Résultats en bref

Dans une approche thématique, l'Université est pensée comme partenaire privilégié de l'action grâce à son apport en termes d'innovations techniques et d'expertise sociale. Certaines des personnes interrogées semblent par ailleurs être en demande d'une meilleure compréhension de leur environnement direct au travers d'analyses en sciences humaines et sociales.

*

Les thématiques abordées sont essentiellement d'ordre environnemental, sociétal ou socio-économique. Dans le domaine environnemental, elles concernent les questions de transport, dans leurs aspects de gestion à la fois de la mobilité, des énergies non renouvelables et des flux de circulation. La question de la pollution en général (énergies, déchets nucléaires, antennes-relais de téléphonie, etc.) est aussi abordée et opposée à l'amélioration de la qualité de vie. Dans le domaine sociétal, les personnes interrogées suggèrent que l'Université s'intéresse davantage aux questions liées à l'emploi. L'urbanisme et la politique de la ville font également partie des sujets sur lesquels les personnes interrogées souhaitent voir plus de travaux de l'Université. Les questions de violence et d'incivilité, de formation et d'éducation sont également abordées.

*

Dans une approche davantage centrée sur les modalités d'action de l'Université, l'approche pragmatique, les personnes interrogées souhaitent que cette dernière mène une démarche réflexive sur les conditions de production du savoir et sur sa position vis-à-vis des acteurs de la vie locale. La demande en termes de communication est très forte. Les personnes interrogées demandent une plus grande proximité entre les chercheurs et leurs terrains. La recherche doit aussi permettre d'agir sur la société via une plus grande proximité avec les acteurs du monde politique et économique. Elle a aussi un rôle de guide et d'anticipation des défis et des enjeux des années à venir.

5. Implication du public dans les savoirs scientifiques

Le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » a pris le parti de se mettre à l'écoute des habitants et habitantes du canton de Vaud et de formuler des propositions d'actions ou de recherches à mettre en œuvre par l'UNIL pour, le cas échéant, répondre aux préoccupations et visions d'avenir présentes dans la société civile. Une approche que l'on pourrait qualifier d'ascendante (*bottom-up*) ou consultative et participative, centrée sur les attentes, les idées et les projets des acteurs sociaux. Les recherches et les actions qui découleront de cette phase d'écoute resteront ensuite ancrées dans une démarche orientée par la demande sociale, puisqu'il est prévu que l'UNIL y associe des secteurs ou des acteurs de la société civile, selon des modalités qui restent encore à définir.²⁵

Une telle démarche ascendante reste expérimentale dans le monde académique et scientifique, dont le principe-clé est celui de l'autonomie et de la liberté de recherche. Elle s'inscrit dans une volonté d'explorer de nouvelles modalités de production des savoirs, mieux à même de répondre aux défis actuels des savoirs scientifiques en société. Le projet fait l'expérience d'une redéfinition du contrat social existant entre sciences et société, en tentant de promouvoir des projets scientifiques « socialement robustes », à savoir ancrés dans la réalité sociale telle qu'elle est vécue par ses acteurs dans toute leur diversité.

Forts de ce constat, il nous a paru important d'interroger les personnes rencontrées sur leurs attentes vis-à-vis de l'Université en termes d'implication du public. Existe-t-il une « demande » pour un plus grand engagement dans les activités scientifiques et universitaires ? Sous quelle forme et selon quelles modalités cette implication devrait-elle avoir lieu ? Avec quelle finalité ?

Pour un partage des savoirs

Comme nous l'avons vu plus haut dans la partie consacrée aux représentations que le public vaudois se fait des mondes académique et scientifique, peu de gens semblent remettre en question le travail des chercheurs et des scientifiques. Pour les personnes interrogées, les sciences servent à produire des connaissances destinées à améliorer la qualité de vie et sont à ce titre quelque chose de positif et de respectable. En ce sens, les grandes controverses portant sur les sciences et les techniques, à l'origine de toute la réflexion sur l'implication du public dans la production des savoirs, ne semblent pas avoir érodé la confiance générale que le public vaudois a envers les sciences ni envers son Université.

Conformément à cette image globalement positive des sciences et de l'Université, les

²⁵ La manière et le degré d'implication seront très certainement définis au cas par cas, en fonction du type de projet, du domaine d'étude et de ses objectifs.

personnes interrogées n'ont jamais réellement revendiqué un rôle accru du public dans la production des savoirs scientifiques. Malgré tout, les propos tenus dans le cadre des entretiens démontrent que le public souhaite être réinvesti dans son rôle citoyen face à la science, en demandant que le monde académique se tourne davantage vers la cité et communique plus. L'idée qui ressort est que les chercheurs et, plus généralement, l'Université de Lausanne, devraient davantage – ou tout au moins mieux – vulgariser et communiquer : « *il faut qu'il y ait un dialogue constant entre les pourvoyeurs de savoirs (Université et instituts de recherche) et la population* » (Céline) ; « *le rôle de l'Université est de favoriser le dialogue, de partager les savoirs acquis, et de le faire d'une façon qui soit compréhensible* » (Peter). C'est aussi le point de vue de Marie, qui tout au long de l'entretien insiste sur la nécessité pour l'UNIL de « se vendre » : « *L'Université ne doit pas rester un monde clos* ». On sent dans ces propos les premiers éléments d'une révision du contrat social existant entre science et société, où la société ne demande plus seulement à la science d'améliorer son bien-être, mais attend aussi d'elle qu'elle explique, partage et rende des comptes. Une demande qui se trouve aussi exprimée dans divers sondages d'opinion, notamment dans le cadre de l'enquête 2005 de l'Observatoire Sciences, Politique et Société de l'UNIL, où 50% des personnes interviewées ont déclaré que « les scientifiques font trop peu pour informer le public sur leur travail ».

Consulter et associer le public : un brin d'enthousiasme et beaucoup de scepticisme

Lors des entretiens, nous avons demandé aux personnes si elles estimaient important d'associer la population aux travaux universitaires qui pourraient être entrepris pour répondre aux enjeux discutés au cours de l'entretien. Pour beaucoup de personnes rencontrées, rien que la formulation de la question faisait obstacle, au vu de leur ignorance du monde scientifique et académique. D'ailleurs, dans certains cas, devant les difficultés des personnes à articuler un discours argumenté concernant l'Université et la recherche scientifique, cette question n'a tout simplement pas été abordée. Parmi ceux qui, malgré tout, avaient une représentation suffisamment construite du monde scientifique et académique, les points de vue divergent entre enthousiasme, prudence, scepticisme et refus. Une position que l'on retrouve d'ailleurs dans les résultats de l'enquête 2005 de l'Observatoire Sciences, Politique et Société, qui montrent que les souhaits du public au sujet de son implication dans la science apparaissent comme très ambivalents : 45% estiment important d'être impliqué dans les décisions sur la science et les technologies, mais 41% estiment que ce n'est « pas important » ; 35% estiment que « le public est suffisamment impliqué dans les décisions sur la science et les technologies » mais 47% sont d'avis opposés.

Afin de mieux comprendre les points de vue et opinions vis-à-vis de l'implication du public dans les activités scientifiques, nous avons tenté de dégager les schémas

argumentatifs qui se retrouvent parmi les personnes interviewées²⁶. Plus précisément, nous avons cherché à comprendre quelles sont les raisons invoquées pour accepter ou refuser une plus grande participation du public.

« C'est de toute façon bien »

Plusieurs personnes ont réagi avec enthousiasme à notre question de savoir s'il convenait d'impliquer le public dans les travaux des scientifiques, même si leurs arguments ne sont pas toujours très élaborés et, comme cela a été évoqué plus haut, même s'ils ne remettent pas en question le contrat social existant entre science et société. Leur point de vue s'apparente davantage à une position de principe qu'à une réflexion argumentée sur la relation sciences-société, ce qui démontre si besoin était la nécessité pour l'Université de sortir de sa tour d'ivoire. Marcel, théologien à la retraite, estime par exemple « *oh oui, en tous les cas, il y a toutes sortes de domaines où semble-t-il c'est possible* ». Quant à Gaétan, dont le parcours de vie a été marqué par Mai 68 et qui tient une librairie, il estime que « *même si on comprend un mot sur 100, c'est valable* ». Enfin, Peter, qui s'est montré pendant tout l'entretien intéressé par les questions scientifiques, souligne les apports que peut avoir la société pour la science : « *On n'est pas tous des scientifiques, mais dans chacun de nous il pourrait y avoir des idées incroyables* ».

« Oui mais... »

Plusieurs personnes interviewées sont ouvertes à l'idée d'associer le public aux activités scientifiques, mais pas n'importe comment. Certains posent des limites quant aux modalités d'implication du public, comme par exemple Matthieu, jeune responsable d'un magasin de vélo, qui estime que les sondages d'opinion sont suffisants pour sentir le pouls de la société : « *On peut impliquer le public, mais ça dépend pourquoi. Je pense que c'est bien pour des sondages : comme ça on reçoit les idées de chaque personne. Mais après, dans un deuxième temps, je ne pense pas qu'il faut impliquer le public. Cela appartient aux personnes compétentes et on sait où elles se trouvent* ».

D'autres estiment que l'implication du public n'est pas appropriée dans tous les domaines, notamment ceux qui seraient trop compliqués pour un public de « profanes ». Aurore, laborantine dans un laboratoire universitaire de recherche médicale, nous dit par exemple : « *Oui, pourquoi ne pas impliquer le public si c'est de la recherche sur différents problèmes de société ; mais sur la recherche médicale, c'est peut-être un peu compliqué... Il y a beaucoup de gens qui sont contre la recherche médicale parce qu'ils ne savent pas vraiment comment ça se passe et puis le pourquoi du comment* ».

26 L'idée est ici de faire ressortir des schémas argumentatifs et non de démontrer comment certains « profils d'acteurs » envisagent la question de l'implication du public. En ce sens, la typologie présentée ici n'a pas à être mise en lien avec celle proposée pour présenter les images de l'Université et des sciences dans le chapitre 3. D'ailleurs, la mise en relation de ces deux typologies n'a donné aucun résultat, démontrant ainsi que l'opinion sur l'implication du public n'a rien à voir avec les images et représentations de l'Université et des sciences.

« Ce n'est pas possible »

Le plus souvent, lors des entretiens, nous avons entendu que consulter et associer le public est une bonne idée, mais que les citoyens ne disposent pas des ressources nécessaires à ce genre d'exercice, à savoir le temps, la capacité de réflexion et l'intérêt pour les sciences. Martha, par exemple, comptable à la retraite, se demande « *pourquoi ne pas impliquer les gens en leur proposant certaines soirées de discussion... pourquoi ne pas faire des séminaires pour associer la population dans certains développements... parce que je suis sûre que les gens ont une certaine expérience à faire valoir... Mais les gens ont peu de temps actuellement... tout le monde est stressé aujourd'hui, tout le monde est en train de courir* ». Thérèse, elle aussi retraitée, insiste également sur les difficultés, mais à un autre niveau. Pour elle, « *les gens ne sont souvent pas capables de réflexion* ». Nathalie, qui se consacre principalement à des activités créatrices, se demande simplement si les gens sont réellement intéressés par la science : « *pour moi, personnellement, je dirais qu'il n'est pas nécessaire d'impliquer le public, parce que ça m'intéresse pas. Mais il y a peut-être des gens qui seraient intéressés de savoir ce qui se passe à l'Université* ».

Un autre argument participant du scepticisme face à l'idée d'impliquer le public dans les travaux scientifiques et universitaires renvoie à la distance existant entre le monde universitaire et la société. C'est notamment le point de vue d'Ayrton, jeune homme ayant grandi dans les milieux populaires et défavorisés, qui rappelle que « *ce n'est pas évident pour quelqu'un qui ne sait pas du tout ce que c'est que l'Université, qui n'a jamais fait d'études, d'arriver à une journée portes-ouvertes, de s'asseoir et de suivre un cours* ».

« Cela ne sert à rien »

Bien que l'on ait déjà pu ressentir un certain scepticisme, voire un désaccord, dans les argumentations précédemment exposées, nous avons rencontré certaines personnes totalement hermétiques à l'idée d'impliquer le public dans les activités scientifiques et académiques. Selon ces personnes, c'est une chose totalement inutile. Pour Cédric, dont le discours général met en parallèle progrès scientifique et développement économique, l'implication du public n'apporterait pas grand chose : « *Il faut faire prendre conscience à la population qu'il y a des besoins de recherche, parce qu'il y a beaucoup de gens qui ont l'impression que la recherche est inutile... Mais de là à les faire participer, c'est un peu plus compliqué. A mon avis, il faut plutôt inciter les jeunes à faire de la recherche... Et puis, si on prend le domaine médical, il n'y a pas besoin de demander à la population quels sont les besoins ; il suffit d'aller dans un hôpital* ».

Un autre argument est celui du manque d'efficacité de démarches cherchant à associer le public, qui de fait impliqueraient des personnes peu compétentes et pas vraiment à même d'apporter une contribution significative. C'est notamment le point de vue de Germaine, retraitée en gestion d'entreprise, qui déclare « *les gens actuellement, ils s'en balancent, ils ne s'occupent de plus rien* ». Et de continuer : « *Les gens devraient pouvoir exprimer leurs attentes et leurs craintes vis-à-vis des choses qui les préoccupent, mais pour autant qu'ils soient intéressés et essaient de comprendre le pourquoi du comment... Il faut quand même que ce soit un peu justifié. On ne peut pas*

non plus demander l'avis à n'importe qui sur n'importe quoi. Il faut quand même que ce soit un peu ciblé. Or, je ne pense pas que ce soient forcément les universitaires qui soient aptes à canaliser les idées ». Marie partage cet avis en déclarant que « *arroser ça sert à rien. Faut quand même tomber sur des cercles de gens qui valent la peine, parce que sinon on tourne en rond... A trop vouloir impliquer de monde, on se perd aussi... Il faut quand même trouver les personnes qui sont le plus à même de comprendre un domaine. Là, OK, vous les mettez autour d'une table et il en sort quelque chose. Mais la population en général, non* » (Marie). Ainsi, l'opposition à l'idée d'impliquer le public n'est pas antinomique aux demandes d'ouverture de l'Université vers l'extérieur ; il s'agit en fait pour l'Université de se tourner vers des personnes capables de comprendre les enjeux scientifiques et disposant d'un certain pouvoir de décision.

Finalités de l'implication du public

Comme nous l'avons exposé dans l'introduction de ce rapport, les modalités d'implication du public peuvent prendre diverses formes et correspondre à des objectifs très variés. L'implication du public peut s'inscrire dans une volonté de combler le déficit d'information de la population et de rétablir ainsi la confiance vis-à-vis de la science. Elle peut aussi avoir pour objectif de consulter le public pour inventorier ses préoccupations et attentes, ou encore de donner la parole aux « savoirs profanes » afin que ceux-ci viennent alimenter les processus de décision. Enfin, elle peut être envisagée comme un moyen d'associer directement les profanes à l'élaboration des connaissances les concernant.

Si l'on s'intéresse aux propos tenus par les personnes rencontrées dans le cadre des interviews et des focus groups, les arguments développés autour de la question de l'implication du public démontrent que cette démarche est avant tout considérée comme un moyen de légitimation, via notamment la communication et la vulgarisation. Plus rarement, l'engagement du public est compris comme un moyen pour la société de se faire entendre par le monde académique et politique. Et jamais il n'a été question d'associer le public dans un processus de co-production des connaissances.

Impliquer pour garantir la transparence et la légitimité

Lors des entretiens, on a pu entendre à plusieurs reprises que l'Université avait besoin de s'ouvrir à la société pour justifier sa présence et les fonds publics qui lui sont accordés. Il s'agit d'expliquer ce qui se fait, de faire prendre conscience à la population des besoins de recherche, de montrer à quoi ça sert et quels sont les enjeux. Pour certains, cette tâche va de soi : parce que l'Université utilise des fonds publics, il est normal que celle-ci rende des comptes. Les propos de Céline, jeune psychologue qui participe à diverses recherches relatives aux soins médicaux, résument bien ce point de vue : « *Communiquer ce qui est fait est essentiel... L'Université est obligée de justifier sa présence, de justifier les fonds qu'elle utilise, ce qui en quelque sorte est normal* ». Pour d'autres, l'Université se doit d'informer pour faire face à un certain scepticisme ambiant. Germaine, par exemple, nous dit : « *Il faut amener les gens à comprendre ce*

qui se passe dans le monde de la science... parce que des fois les gens se disent oui mais on dépense énormément d'impôts pour ces universités mais qu'est-ce qui sort de là ? ».

Impliquer pour renforcer l'acceptation du public

L'idée d'informer le public pour changer des attitudes négatives vis-à-vis de certaines avancées scientifiques et technologiques constitue une autre justification de l'implication du public. Parmi les personnes qui ont produit un discours élaboré sur la question de l'implication du public, deux d'entre-elles estiment qu'il est important d'informer afin de faire disparaître des craintes et des réticences infondées. Eric, ingénieur et enseignant, s'interroge sur les controverses scientifiques portant sur certaines technologies et constate que *« actuellement, les gens n'ont plus confiance dans le domaine nucléaire, mais je pense que c'est parce qu'ils ont été mal informés au départ. C'est vrai que c'est quelque chose qui fait peur dans le sens où on ne voit pas vraiment les choses ; moins c'est tangible, plus il faut informer les gens. Les ondes des natels, les radiations des centrales, ça c'est des choses qui font peur... Il faut que l'individu lambda soit plus informé, qu'il ait un peu de concret, de tangible. »* Aurore, laborantine, tient le même type de discours, dans le domaine de la vivisection : *« Il faudrait informer pour montrer aux gens que ce n'est pas si négatif... Comme par exemple pour l'expérimentation animale : les gens reçoivent tellement de choses dans leurs boîtes aux lettres... Il faudrait peut-être leur montrer que ça ne se passe pas comme ça ».*

Impliquer pour orienter la recherche

Si, pour la plupart des personnes interviewées, l'implication du public est surtout considérée sous l'angle de la communication, l'idée que l'Université pourrait également profiter des points de vue et visions de la société a été évoquée par quelques répondants. En consultant le public, l'Université pourrait puiser des idées nouvelles et audacieuses. C'est par exemple l'idée de Peter qui se demande *« pourquoi ne pas faire une sorte de 'think tank' avec la population, faire arriver des idées du monde entier et essayer d'analyser quelles sont les bonnes idées qu'il pourrait y avoir ».*

De la compétence du public

Quand on aborde la question de l'implication du public dans les travaux scientifiques, on se heurte très souvent à l'idée que la science fait appel à des connaissances très spécialisées et qu'il est dès lors illusoire – voire dangereux – de demander à des non-experts d'y être associés, de quelque manière que ce soit. On retrouve d'ailleurs, dans nos entretiens, certains propos reflétant cette crainte. Pascal, par exemple, chercheur en sciences sociales, s'interroge sur le succès d'une démarche fondée sur l'implication du public dans une société où chacun est à la fois sur- et sous-informé, et où un sentiment d'anxiété généralisée se fait jour face aux incertitudes. Selon lui, *« L'Université ne doit pas rassurer, mais elle doit poser qu'on peut avoir une approche rationnelle et plurielle des choses... Alors si agir avec la population c'est faire que*

'Université soit un des forums pour l'espace public, je pense que c'est positif ». Face à ce constat, il estime que l'Université a un rôle à jouer, « *en posant qu'on peut avoir une approche à la fois rationnelle et plurielle des choses ».* Autrement dit, face à la complexité des enjeux et à leur méconnaissance par le public, l'Université est appelée à objectiver le débat, tout en laissant les divers points de vue s'exprimer.

Le fait que la science soit quelque chose de complexe est partagé par quasiment toutes les personnes interrogées à ce sujet. Si pour certains la complexité des matières scientifiques constitue un obstacle à l'idée d'impliquer de « simples citoyens » (c'est « chacun à sa place »), beaucoup estiment que cela ne devrait pas empêcher d'associer d'une manière ou d'une autre le public. On trouve ainsi certaines personnes qui considèrent que la difficulté des disciplines scientifiques ne constitue pas une raison pour enfermer l'Université dans une tour d'ivoire, comme par exemple Eric, qui déclare que « *oui, c'est peut-être un peu complexe ; mais il faut bien expliquer pourquoi on dépense des milliards, à quoi ça sert et ce que ça va permettre, surtout dans la recherche fondamentale ».* Il y a ensuite ceux qui réagissent quasiment par idéologie et estiment que l'argument de la complexité scientifique n'en est pas un. Ainsi Gaétan qui déclare que « *même si on comprend un mot sur cent, c'est valable ».* Enfin, et c'est un point de vue qui est régulièrement revenu dans les entretiens, rien n'est trop compliqué pour ne pas pouvoir être transmis au public. C'est donc aux scientifiques de s'adapter et de trouver un langage susceptible d'être compris par les « profanes ». Comme le laissent entrevoir les propos de Céline, qui estime « *qu'il n'y a rien de trop complexe pour les personnes et que les choses peuvent être simplifiées et expliquées »*, et qu'il est du devoir des scientifiques de communiquer et de transmettre leur savoir, même si celui-ci est compliqué. On retrouve, dans cette demande, cet appel à davantage de vulgarisation, que nous avons déjà relevé à plusieurs reprises.

Il est intéressant de noter qu'ici, les personnes interviewées ne demandent pas uniquement que les scientifiques vulgarisent leurs travaux, mais qu'ils modifient leur posture et aillent à la rencontre de la société. On retrouve ainsi des phrases du type « *on sait que les scientifiques sont toujours un peu dans la lune »* (Martha) ; « *l'idée du scientifique qui reste dans son labo et qui crée appartient au passé »* (Céline) ; « *les gens qui ont fait des études supérieures, qui sont instruits, restent un petit peu dans leur sphère et ont du mal à en sortir et à adapter leur langage »* (Germaine) ; « *les scientifiques doivent dire les choses aux gens, mais le dire clairement ;* (Jean-Marc). Toutes ces citations témoignent d'une demande insistante de la société d'être mieux associée aux avancées scientifiques et technologiques. Derrière cette demande latente de vulgarisation, on peut identifier un réel désir de disposer des éléments nécessaires permettant à tout un chacun de participer au débat démocratique concernant les sciences et les techniques.

En conclusion

Cette plongée dans la question de l'implication du public démontre, si besoin était, que le débat autour de ce que d'aucun appellent « démocratisation des sciences » ou « dialogue sciences-société » est loin d'avoir investi l'espace public. Mais devait-on

s'attendre à d'autres résultats, alors que cette même question n'est que peu discutée au sein des institutions académiques, et encore moins dans les milieux politiques ? A vrai dire, les réponses évasives et souvent confuses de nos interlocuteurs n'ont rien d'étonnant. Elles ne sont que le reflet de l'état du débat sur l'implication du public. Un débat embryonnaire, ignoré par beaucoup de chercheurs et de décideurs.

Malgré cette relative indifférence face à l'implication du public et la diversité des positions sur la faisabilité et la finalité de telles démarches, les réponses données à nos questions restent riches d'enseignements. Elles démontrent en effet à quelles barrières matérielles les démarches consultatives et participatives peuvent se heurter : manque de temps, désintérêt pour les questions scientifiques, sentiment d'exclusion, etc. Les considérations sur la finalité de telles démarches nous offrent également des indications intéressantes sur la manière dont les gens envisagent le rapport entre science et société : si pour certains la science doit aller à la rencontre du public pour « convaincre », d'autres inversent le rapport avec une science qui devrait être au service de la société. L'objectif à poursuivre se trouve sans doute entre ces deux extrêmes, avec une science à la fois indépendante et à l'écoute de la société.

Implication du public : les résultats en bref

Les propos tenus dans le cadre des entretiens démontrent que le public souhaite être réinvesti dans son rôle citoyen face à la science, en demandant que le monde académique se tourne davantage vers la cité et communique davantage.

*

A la question de savoir s'il est important d'impliquer le public dans les savoirs scientifiques, les points de vue exprimés par les personnes interrogées divergent entre enthousiasme, prudence, scepticisme et refus. Il y a ceux qui, par principe, estiment que c'est de toute façon bien, « même si on ne comprend pas tout » ; d'autres qui souhaitent limiter l'exercice à certains domaines de recherche ou certains types de questions ; d'autres encore qui ne sont pas opposés à impliquer le public mais doutent de la faisabilité de l'exercice. Enfin, quelques personnes s'y opposent, estimant qu'il vaut mieux s'adresser à « ceux qui savent », ainsi qu'à « ceux qui décident ».

*

Les personnes interviewées ont également été interrogées sur la finalité de l'implication du public. Les propos tenus démontrent que divers objectifs sont associés à l'idée de consulter et faire participer le public. L'implication du public peut être considérée comme un outil permettant de garantir la transparence et la légitimité des institutions scientifiques et académiques, comme un moyen de renforcer l'acceptation d'avancées scientifiques ou technologiques controversées, ou encore comme un processus destiné à orienter la recherche scientifique.

*

On retrouve dans les propos tenus par certaines personnes interviewées la crainte que des « profanes » n'aient pas les compétences nécessaires pour appréhender la complexité des questions scientifiques. Néanmoins, pour la majorité des personnes interviewées, le fait que la science soit quelque chose de complexe ne devrait pas être un obstacle à l'idée d'associer d'une manière ou d'une autre le public. L'accent est mis sur l'importance de rendre explicites et compréhensibles des savoirs complexes, via notamment des efforts de vulgarisation.

6. Conclusions

Arrivés au terme de notre analyse, force est de constater que la consultation de notre panel a produit des résultats riches et diversifiés, qui nous donnent une image contrastée sur la manière dont l'avenir est envisagé par le public vaudois. Les préoccupations entendues dans le cadre de l'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain » démontrent un certain désarroi des Vaudois et des Vaudoises face à une société de plus en plus marquée par les contraintes imposées par un monde globalisé, dont les conséquences se font ressentir autant au niveau des conditions de vie que des valeurs et des normes. Les questions environnementales, sans réelle surprise, apparaissent également régulièrement dans le discours des personnes rencontrées.

Ces préoccupations ont été exprimées spontanément par les personnes interviewées et reflètent la manière dont la société présente et future est perçue par des hommes et des femmes ancrant leur réflexion dans leur vécu quotidien. Bien des « sujets de société », qui font pourtant l'objet de nombreux débats et publications, n'ont pas été évoqués. Il serait cependant erroné de croire que ces sujets ne préoccupent pas les Vaudois et les Vaudoises. Par exemple, même si le chômage n'a pas été mentionné en tant que tel par nos interlocuteurs, la crainte de voir certaines personnes exclues du monde du travail est bien présente dans les propos entendus. Par ailleurs, on peut imaginer que si le questionnement avait porté sur des sujets très spécifiques tels que les biotechnologies, le vieillissement de la population ou encore l'intégration européenne, nous aurions eu des réponses démontrant de réelles préoccupations concernant ces thématiques. Mais l'approche choisie, à savoir un questionnement général sur l'avenir, n'a pas fait ressortir de préoccupations directement liées à ces problématiques. En fait, l'approche exploratoire choisie nous permet de mettre en évidence la manière dont les individus pensent et imaginent l'avenir, non pas en se basant sur des catégories ou des problématiques imposées de l'extérieur, mais selon des référents qui leur sont propres. Sachant cela, il est important au moment de faire le bilan de cette consultation, de ne pas seulement s'intéresser aux arguments et préoccupations énoncés dans le cadre des entretiens et des focus groups, en pensant que c'est sur ces sujets uniquement que le public attend des réponses. Il est également nécessaire de s'intéresser à la manière dont ces préoccupations s'articulent avec les enjeux présents dans le débat politique, économique ou scientifique, et de faire ainsi des ponts entre une approche objective et « scientifique », et une approche qui serait davantage fondée sur le quotidien des gens. Les points de vue exprimés ne constituent pas une « commande » adressée à l'Université à laquelle il s'agirait de répondre, mais un riche matériau destiné à alimenter la première étape du projet « Vivre ensemble dans l'incertain ».

Les résultats de notre enquête démontrent également que la société civile ne doit pas être considérée comme une entité homogène. Le « public vaudois » est en fait composé de personnes avec des visions du monde et des parcours de vie diversifiés, et c'est dans tous ses contrastes qu'il doit être appréhendé. L'enquête démontre, si besoin était, qu'au-delà de constats généraux tels que « *la vie sera plus difficile* » ou « *les*

gens ne s'entraident plus », l'appréciation des enjeux-clés pour préparer le futur diverge selon les visions du monde et les parcours de vie des uns et des autres. Se mettre à l'écoute de la société civile, c'est donc aussi imaginer des projets capables d'intégrer la pluralité des valeurs, des points de vue et des situations personnelles. C'est tout le défi du « vivre ensemble dans l'incertain ».

7. Propositions et éléments de débat

La consultation de la société civile sur ses préoccupations d'avenir et ses attentes vis-à-vis de l'Université a révélé des visions riches et contrastées sur ce que pourrait devenir la société de demain et sur le rôle de l'Université de Lausanne dans la préparation de ce futur incertain. La démarche exploratoire adoptée pour cette enquête a permis de faire émerger un questionnement basé sur les expériences quotidiennes et les valeurs des Vaudoises et des Vaudois. Les résultats de l'enquête font ressortir des visions ou des préoccupations fondées sur un vécu souvent fort éloigné de la réalité scientifique et académique. L'Université est vue comme un lieu de formation, donc une image de l'Université rattachée au vécu des gens, qui soit ont été eux-mêmes étudiants, soit ont des enfants étudiants, ou le plus souvent ont des connaissances « qui ont fait l'Uni ». Quant aux préoccupations et visions d'avenir, celles-ci s'articulent avant tout dans une réflexion socio-politique. Les sciences et l'Université sont pour ainsi dire absentes de la réflexion sur le futur, les enjeux étant jugés avant tout politiques et économiques.

Malgré tout, et au-delà d'un discours parfois en décalage avec les questionnements internes à l'Université, l'enquête a révélé toute une série d'éléments importants pour une réflexion sur de futures orientations de recherche à l'UNIL. L'analyse des propos tenus par les personnes interviewées a en effet fait émerger de réelles attentes vis-à-vis de l'Université, que ce soit par rapport aux thèmes de recherche à empoigner ou par rapport à l'articulation de l'institution académique – et plus largement des sciences – avec la société. Les propositions qui suivent visent à aller au-delà des résultats de l'enquête et à alimenter le débat sur les relations entre l'Université et son environnement proche.

Des sciences humaines et sociales méconnues, mais au centre de l'enquête

Les sciences humaines et sociales sont certainement les premières interpellées par l'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain ». Les divers entretiens et focus groups nous ont montré que, pour l'essentiel, les préoccupations des personnes interrogées relèvent de thématiques étudiées par les sciences humaines et sociales : les inégalités sociales et économiques, l'éthique de la recherche, l'éducation et la formation, les changements de valeurs, la mobilité, etc. De la matière pour de nombreuses recherches en sociologie, psychologie, sciences politiques, pédagogie, aménagement du territoire, ou philosophie. L'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain » démontre que les sciences humaines et sociales ont un important rôle à jouer pour produire des connaissances et identifier des solutions concernant ces grands problèmes de société, et pour questionner de manière critique certaines « vérités ». Il s'agit bien entendu de parvenir à acheminer ces résultats dans l'espace public afin qu'ils bénéficient au plus grand nombre.

Pourtant, les sciences humaines et sociales sont quasi absentes du discours des personnes interviewées lorsque l'on évoque les « sciences » et la « recherche ». L'image que se font les personnes interrogées de l'Université de Lausanne et du monde scientifique est principalement marquée par les sciences naturelles et techniques. L'impact des sciences sur la société est pensé en référence aux bienfaits de la médecine

et des technologies – même s'il est aussi fait référence à leurs effets inattendus et problématiques.

Est-ce à dire que les sciences humaines et sociales n'intéressent personne ? Ce n'est bien sûr pas le cas quand on sait que les grands auteurs en la matière sont parfois aussi des auteurs à succès, quand les questions de psychologie et d'éducation remplissent nombre de magazines féminins, ou encore quand les médias font régulièrement appel à des universitaires pour commenter l'actualité politique.

Diverses ébauches de réponses peuvent être tentées pour expliquer la non-prise en compte des sciences humaines et sociales dans la société. Premièrement, la nature même des sciences humaines et sociales, qui s'intéressent au fait humain individuel et collectif, les met dans une situation de concurrence *de facto* avec la « pensée commune » et avec le discours produit par les journalistes dans les médias. Une posture tout à fait différente de celle des sciences naturelles et techniques, dont les objets d'études, « exotiques » et mystérieux, sont spontanément assignés à la sphère de l'expertise scientifique.

Deuxièmement, la logique interne des disciplines favorise probablement une mise à distance paradoxale des sciences sociales et humaines ; paradoxale car après tout ce sont elles qui sont sensées traiter des sujets qui concernent le plus directement le citoyen, bien davantage que les sciences « dures ». Les sciences naturelles et techniques se sont développées historiquement avec une nécessité de démontrer le caractère universel et rationnel de leurs objets d'étude. Elles se sont donc fortement investies dans les activités de vulgarisation et de communication, en particulier depuis le 19^{ème} siècle. La posture critique qui a profondément marqué les sciences humaines et sociales, associée à la volonté de se démarquer du « sens commun », tend par contre à instaurer une distance avec les profanes. C'est un point qui est d'ailleurs ressorti des discussions dans le focus group consacré à la recherche. A cette occasion, il a été relevé à quel point les résultats produits par les sciences sociales restent souvent hermétiques pour le néophyte ; non pas qu'ils soient trop complexes pour être expliqués, mais parce que les présenter de manière compréhensible risquerait de les faire basculer en-dehors du champ scientifique, dans le royaume du sens commun.

De la nécessité d'une expertise plurielle en sciences économiques

Les problèmes économiques sont au centre des questions qui préoccupent les Vaudoises et les Vaudois. L'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain » l'a démontré, mais ceci ressort aussi de nombreuses autres enquêtes et sondages. La mise en perspective des préoccupations des habitants et habitantes du canton de Vaud – exprimées dans le cadre des entretiens individuels – et les besoins de l'économie – exprimés dans le focus group correspondant – ont démontré à quel point il pouvait exister une inadéquation entre ces deux points de vue. D'un côté, les « citoyens-travailleurs » se plaignent d'un système économique toujours plus concurrentiel mettant au second plan l'individu. De l'autre, les acteurs du marché ont besoin, pour assurer le fonctionnement de l'économie, d'une main d'œuvre plus qualifiée et plus compétitive.

Cette tension est bien réelle et interpelle les sciences économiques. Comment concilier les préoccupations de la société civile et les besoins de l'économie dans un contexte marqué par la globalisation des marchés et où les prérogatives nationales sont de plus en plus transférées à une échelle supérieure (Commission européenne, OMC) ? Répondre à ces questions demande la mise sur pied de projets interdisciplinaires, dans lesquels sociologues et économistes, notamment, devraient être appelés à collaborer. Ces résultats démontrent aussi l'importance de faire davantage entrer dans la discipline économique la perspective de la société, grâce des expertises plurielles et contradictoires qui viendraient valider ou infirmer certains modèles dominants.

Communiquer davantage, comment et pourquoi ?

L'appel à davantage de communication et de vulgarisation a été exprimé tout au long de l'enquête, pendant les divers entretiens et les focus groups. Qu'en penser alors que l'Université de Lausanne investit déjà d'importantes ressources dans la communication et la vulgarisation ? L'UNIL doit-elle informer davantage et mieux ?

Les personnes interrogées, sans doute submergées par le flot médiatique, ne semblent pas se souvenir d'informations particulières provenant de l'Université de Lausanne²⁷. Pourtant, l'image globale de l'Université qui ressort de l'enquête est positive. Preuve que le travail fait son œuvre, en sourdine et sans verser dans le spectaculaire.

Par ailleurs, l'enquête a démontré que peu de gens sont réellement intéressés par les sciences. Soit qu'ils n'en ont pas le temps, soit qu'ils se sentent exclus du monde scientifique. La communication scientifique se heurte dès lors à la barrière de l'indifférence et à celle du sentiment d'exclusion. Ainsi, si la communication scientifique a toute son importance, il est sans doute tout aussi important – voire plus – de faire tomber cette barrière. Il s'agit ici d'un travail de longue haleine, qui tient davantage de « l'empowerment » que de la communication ou des relations publiques.

L'enquête « Vivre ensemble dans l'incertain » fait ressortir plusieurs éléments propres à alimenter une réflexion sur la communication de l'UNIL et, plus généralement, sur l'attitude des scientifiques vis-à-vis de la société. Ainsi, les personnes rencontrées argumentent principalement à partir de leur quotidien : c'est à travers leur quotidien qu'elles se construisent une image des sciences et de l'Université, et qu'elles pensent à l'avenir. Or, la communication scientifique, suivant la logique académique, s'intéresse avant tout à vulgariser les produits de la recherche. Comment concilier ces deux perspectives ? Sur un autre registre, les personnes interviewées ont regretté que les scientifiques parlent un langage peu propice au dialogue, « restent entre eux », et ne s'intéressent pas aux réels besoins de la société. Pour les participants au focus group « recherche », c'est une réalité à mettre sur le compte du système académique, qui valorise l'excellence avant la transmission des savoirs et l'ouverture sur la société. La communication scientifique ne nécessite donc pas seulement des outils novateurs, mais elle est aussi tributaire d'un changement de mentalités dans le monde scientifique et académique, valorisant le partage des savoirs.

27 A part quelques références à des scandales ou à des recherches ne concernant pas l'UNIL, cette question n'a suscité que des silences de la part de nos interlocuteurs et interlocutrices.

Impliquer le public au-delà de la vulgarisation ?

L'enquête nous a montré que lorsqu'on les interroge sur les modalités d'implication du public, les personnes interviewées imaginent rarement des initiatives qui aillent au-delà des démarches classiques de communication et de vulgarisation. La consultation, la participation ou la co-production n'apparaissent que marginalement dans les propos. Cette observation ne devrait pas nous surprendre. On rencontre en effet une méconnaissance symétrique de ces modalités au sein du monde scientifique. D'autre part, les démarches de co-production des connaissances sont en général le fait de collectifs organisés et concernés qui décident de s'associer au monde scientifique sur la base d'intérêts et d'objectifs clairement identifiés (riverains, groupes de malades, etc.). Dans la mesure où nous avons souhaité dans cette première phase du projet interroger des individus, un tel résultat n'est pas étonnant. Il est amusant de constater que plusieurs répondants ont évoqué la recherche médicale comme un exemple de domaine dans lequel les « profanes » ne pouvaient apporter aucune contribution pertinente. Or il se trouve précisément qu'il s'agit du secteur où la participation et la co-production des connaissances se sont développées de la manière la plus spectaculaire, souvent dans le cadre d'un bras de fer avec l'institution médicale et l'industrie pharmaceutique (sida, maladies génétiques, pathologies psychiatriques).

Au-delà des slogans : pour une véritable « société de la connaissance »

Ces dernières années ont vu dans le paysage scientifique suisse une prolifération de structures et de financements en faveur du transfert de technologies ; biomédecines et biotechnologies, matériaux, informatique et nanotechnologies en particulier. Notre lecture de la présente enquête montre clairement la nécessité d'étendre ce contrat social passé entre sciences de la nature et sciences techniques, politique et industrie au 19^{ème} siècle, à d'autres secteurs de production de connaissances. Pourquoi ne pas imaginer un contrat symétrique entre institutions de recherche et société civile, incluant bien entendu les sciences humaines et sociales ? Ces dernières, qui sont aussi des « savoirs d'orientation », disposent d'un important capital à valoriser auprès de la société civile ou des pouvoirs publics. Les personnes interviewées ont de manière lucide insisté sur le primat du politique en ce qui concerne les choix socio-économiques. Les connaissances produites à l'Université devraient dans certains cas être adaptées, reformulées afin de mieux répondre aux besoins de la société civile et des élus.

D'autre part, un partenariat plus étroit avec la société civile ne peut que renforcer l'autonomie et l'indépendance de l'Université dans une période où les incitations à la valorisation économique peuvent mettre en danger cette même autonomie. L'ensemble des enquêtes d'attitudes envers les sciences et les technologies réalisées en Europe montre qu'une forte majorité de la population souhaite le maintien d'une recherche publique forte et indépendante ; les répondants considèrent qu'il s'agit de la meilleure manière de garantir une expertise transparente qui renforce la démocratie et favorise, par exemple, une gestion rigoureuse des risques en matière d'environnement et de santé. Une telle approche constitue peut-être un moyen de faire en sorte que les bienfaits attendus de la « société de la connaissance » prennent certes en compte les critères classiques d'utilité économique, mais également des critères d'utilité sociale

dont l'établissement requiert des interactions innovantes entre les chercheurs et les autres acteurs de la société.

La recherche fondamentale indépendante, atout indispensable pour construire le futur

L'enquête nous a montré qu'un grand nombre de thèmes ou de disciplines scientifiques qui sont au centre des préoccupations des milieux académiques, industriels et politiques, ou qui sont largement couverts par les médias, ne sont pas ou peu évoqués par les répondants. On peut penser à la génétique, aux cellules souches, aux nanotechnologies, aux évolutions de l'Internet, aux mathématiques, à l'intelligence artificielle, mais également aux recherches en sciences humaines et sociales qui ne sont pas directement orientées vers des applications. Parallèlement, la question de la recherche fondamentale a été évoquée dans plusieurs entretiens et focus groups, certains de nos interlocuteurs nous rappelant la valeur d'une recherche fondamentale libérée des exigences de rentabilité et d'utilité.

Dans la mesure où le projet « Vivre ensemble dans l'incertain » concerne la construction d'un futur commun, il nous semble important de souligner à quel point une recherche fondamentale indépendante représente une valeur ajoutée irremplaçable pour la société. L'alignement mécanique et exclusif des institutions académiques, que ce soit sur les demandes de l'économie ou sur la demande sociale, représenterait en effet une perte considérable pour l'ensemble des acteurs concernés. La possibilité de disposer d'un éventail de choix pour orienter notre futur repose en grande partie sur la capacité d'innovation de la recherche scientifique. La possibilité de documenter et de débattre de ces choix repose par ailleurs sur des collaborations qu'il s'agit de renforcer entre sciences de la nature, sciences techniques et sciences humaines et sociales.

8. Annexes

Annexe A

Liste des participants aux interviews

	Prénom fictif	Uni		Classe d'âge							Ville
		Fait	Pas fait	18-25	26-35	36-45	46-55	56-65	66-75	75 et +	
1	Antonia		X		X						Yverdon-les-bains
2	Aurore	X			X						Corcelles-Payerne
3	Ayrton		X		X						Lausanne
4	Cathie	X			X						Echandens
5	Cédric		X		X						Orbe
6	Céline	X			X						Lausanne
7	Eric	X					X				Lausanne
8	Esther		X					X			Pully
9	Florian		X		X						Prilly
10	Gaétan		X					X			Lausanne
11	Géraldine		X							X	Lausanne
12	Gérard		X		X						Bussigny-Lausanne
13	Germaine		X							X	Le Brassus
14	Jean-Marc		X				X				Gland
15	Marc		X				X				Gland
16	Marcel	X							X		Vallorbe
17	Marie	X					X				Morges
18	Martha		X					X			Lutry
19	Matthieu		X	X							Gland
20	Mauro		X		X						La Sarraz
21	Nathalie		X		X						Gland
22	Pascal	X					X				Lausanne
23	Peter	X				X					Gland
24	Pierre-Yves		X					X			Cossonay Ville
25	Rosa		X				X				Founex
26	Solène		X		X						Lausanne
27	Thérèse		X						X		Lausanne
28	Violaine		X			X					La Tour-de-Peilz
	Total	8	20	1	11	2	6	4	2	2	

Annexe B

Grille d'entretien

1. Déterminer quelle est la représentation que la personne se fait de l'Université de Lausanne (et plus particulièrement de ses activités de recherche), de sa fonction et des liens qu'elle entretient avec la société. Comprendre également la confiance de la personne vis-à-vis de l'Université.

1.1. Quelle est l'image que vous vous faites de l'Université ?

Question de relance :

Selon vous, à quoi sert l'Université ? Est-ce un lieu de formation ? Un lieu où l'on fait des recherches ? Autre chose ?

1.2. Selon vous, quel(s) est (sont) le (les) rôle(s) de la science et de la recherche vis-à-vis de la société ?

Question de relance :

D'après vous, dans quels buts fait-on de la recherche ? A quoi ça sert ?

1.3. Vous intéressez-vous aux sciences ?

Si oui : Quels sont les domaines qui vous intéressent le plus ?

Questions de relance :

Etes-vous plutôt intéressé(e) par les sciences naturelles (p.ex. biologie, médecine), les sciences exactes (p.ex. astronomie, informatique) ou encore par les sciences humaines et sociales (p.ex. psychologie, sociologie) ?

1.4. Avez-vous, ces derniers temps, été frappé(e) par une actualité médiatique concernant la science ou la recherche ? Par une actualité concernant l'Université de Lausanne ?

1.5. Globalement, jugez-vous positivement ou négativement ce qui se fait à l'Université de Lausanne ? Pourquoi ? Expliquez.

2. Connaître les préoccupations et espoirs de la personne interviewée et sa vision de l'avenir de la société (la société dans son ensemble, mais aussi la région et le quotidien des gens).

2.1. Selon vous, comment la société va-t-elle évoluer ces prochaines décennies ?

Pourquoi ? Expliquez.

Si la personne est restée à un niveau général :

2.1.1. Et comment voyez-vous l'avenir de votre région (canton de Vaud, région lémanique, Suisse romande ou Suisse) ?

2.1.2. Et comment voyez-vous votre quotidien d'ici vingt ans ?

2.2. Face à cette évolution, quels sont les principaux enjeux pour lesquels nous devons trouver une réponse ?

Si personne est restée à un niveau général :

- quels sont les principaux enjeux qui se poseront pour vous au quotidien ?

Si beaucoup :

- Quels sont les trois enjeux principaux ?

Questions de relance (notamment si enjeux ne sont pas en rapport avec 2.1) :

Pourquoi mentionnez-vous ces éléments ?

En quoi les enjeux que vous avez cités vous semblent-ils importants pour la société ou pour votre région ?

3. Déterminer quelle peut être la contribution de l'Université vis-à-vis des préoccupations et espoirs de la personne interviewée.

3.1. Pensez-vous que les scientifiques peuvent aider la société à appréhender et répondre aux enjeux des prochaines décennies (*éventuellement citer les trois enjeux prioritaires énoncés par la personne interviewée*) ? Et l'Université de Lausanne en particulier ?

Question de relance :

Face à ces enjeux, quel pourrait être le rôle de l'Université de Lausanne ? Comprendre et analyser les problèmes en jeu/la situation, développer des innovations, informer le public, favoriser le dialogue entre citoyens et scientifiques ?

3.2. *Si réponse positive à question 3.1 :*

Avez-vous une idée concrète d'une action ou d'une recherche que pourrait entreprendre l'Université de Lausanne pour répondre aux enjeux de société qui vous paraissent prioritaires ?

3.3. *Si formulation d'une idée à 3.2 :*

Pensez-vous que l'on doive impliquer la population à cette action/cette recherche ? Si oui, de quelle manière et à quel moment ?

Questions de relance :

Par exemple, faut-il que le public puisse exprimer ses attentes et ses craintes par rapport à ce qui se fait à l'Université, faut-il qu'il soit informé, ou pensez-vous que la recherche est quelque chose de trop complexe pour y associer le public ?

4. Etablir le profil socio-démographique de la personne.

4.1. Avez-vous des liens avec l'Université de Lausanne ? (y avez-vous fait vos études ? Avez-vous des membres de votre famille ou connaissances qui y sont/qui y ont été, prévoyez-vous d'y aller ?)

4.2. Quelle est votre profession ?

4.3. Quel est votre état civil ? Avez-vous des enfants ?

4.4. Quelle est votre nationalité ? Depuis quand vivez-vous dans le canton de Vaud ?

4.5. Quel est votre lieu d'habitation (ville, agglomération ou campagne) ?

4.6. Quelle est votre date de naissance ?

Annexe C

Résumé du focus group « économie »

Le groupe de discussion « économie » a réuni 7 personnes :

- deux personnes travaillant dans la promotion économique et industrielle
- une personne dans le milieu bancaire
- une personne dans les études de marchés
- une personne dans le commerce agro-alimentaire
- deux personnes dans le conseil en entreprise.

L'impression d'ensemble qui s'est dégagée quant à l'avenir de l'économie Vaudoise et Suisse est qu'elle va se retrouver de plus en plus confrontée à une concurrence accrue, notamment de la part de pays émergents tels que l'Inde ou la Chine. Cette concurrence va se répercuter sur les relations au sein même du pays, y compris à l'échelle individuelle. Selon nos interlocuteurs, la société suisse en général n'est pas préparée à affronter ce climat de compétition exacerbée, car jusqu'à la crise des années 90', elle a vécu dans un certain confort, sans avoir à subir de menaces particulières. D'une certaine manière, ce confort aurait donc endormi la société helvétique, qui aujourd'hui doit réapprendre à lutter pour maintenir ses acquis face à ces pays émergents très dynamiques. A ce titre, nos interlocuteurs attendent notamment de l'Université qu'elle insuffle à ses étudiants cette combativité, jugée nécessaire pour affronter un monde en mutation.

Plus localement, les participants pensent que la société vaudoise manque quelque peu de créativité et d'enthousiasme. Pour certains d'entre eux, la jeune génération en particulier leur semble peu disposée à prendre des risques et des initiatives par peur de l'échec, ce qui les conduit à un certain immobilisme. Certains des participants estiment que cette paralysie est due au manque de sécurité de notre société actuelle, qui crée de l'incertitude et de la peur. D'autres, au contraire, pensent que l'avenir a toujours été incertain, et que la société est actuellement trop sécurisée, et que beaucoup de gens « se complaisent dans quelque chose qui a été longtemps confortable ». Ils estiment que « la nécessité fait loi », et que « l'avachissement », le manque de motivation de la société vient plutôt de sa prospérité, et que la remise en question de ses acquis engendrée par la concurrence la mènera à se redynamiser.

Les participants ont évoqué la question du réchauffement climatique pour illustrer le rapport de notre société vis-à-vis des incertitudes de l'avenir. Selon eux, la peur manifestée par la population vis-à-vis de ce phénomène est révélatrice d'un certain défaitisme, voire d'un obscurantisme ambiant, qui tend à la conduire à l'inaction, au lieu d'affronter l'adversité de façon positive et constructive. Les participants sont restés divisés sur le fait de savoir si cette attitude est exclusivement le fait des jeunes, ou si elle est plutôt transgénérationnelle.

Les participants ont par ailleurs débattu la question du système scolaire vaudois. Une partie des participants estime que le niveau de connaissance des jeunes n'est pas moins bon mais s'est modifié. D'autres pensent plutôt qu'il est en baisse, et que ce phénomène est dû tant à leur manque de motivation, à leur impression que tout leur est acquis, qu'à un mode d'enseignement qui n'exige pas assez des élèves, et qui ne contribue donc pas à les motiver à se surpasser.

Ils ont également soulevé le problème des jeunes issus de la « Voie Secondaire à Option » (VSO), qui ont particulièrement de la peine à trouver un emploi à l'issue de leur scolarité. Les participants estiment que la nouvelle génération donne trop d'importance aux diplômes en pensant que c'est le seul moyen de réussir dans la vie. Ils en déduisent que la VSO doit être valorisée, de même que certains métiers de l'artisanat en voie de disparition faute de relève, que les élèves issus de cette filière pourraient justement occuper. Ils estiment malgré tout que le système scolaire vaudois est généralement bien fait, permet une bonne répartition des compétences qui contribue à l'homogénéité et à la prospérité de la société.

Pour ce qui concerne l'UNIL, ils reprochent aux professeurs d'être trop axés sur la recherche, et pas assez sur l'enseignement, qui devrait être mis « au premier plan », stimuler les élèves et leur donner « le goût d'apprendre et le goût de la science ». Ils déplorent aussi le manque de communication et de collaboration entre l'Université et les milieux économiques. Ils pensent que l'Université devrait s'ouvrir davantage au reste de la société, ne pas se considérer comme « le sommet d'une pyramide, mais comme l'un des murs d'une maison ». Il s'agirait notamment de faire comprendre aux élèves qu'un papier universitaire n'est pas une fin en soi, mais une étape en vue de l'entrée dans le monde professionnel. De l'autre côté, l'économie, selon eux, devrait agir en stimulant la recherche et l'enseignement, par exemple en finançant des chaires ou en « expliquant à l'Université ce dont elle a besoin », tant sur le plan de la formation que de la recherche.

Ils pensent que l'UNIL, pour encourager la créativité, doit se profiler comme un pôle d'excellence et d'exigence, mais également faire preuve elle-même de créativité, en encourageant le débat et la remise en question de ses « idées reçues », notamment dans les sciences humaines et sociales.

Annexe D

Résumé du focus group des « détenues »

Le groupe de discussion des détenues a réuni 9 personnes. Il a été réalisé dans un centre de détention pour femmes.

La crainte principale exprimée spontanément par nos interlocutrices vis-à-vis de l'avenir est la question de leur propre réinsertion. Elles s'inquiètent de ne pas être suffisamment encadrées et prises en charge à leur sortie de prison et se demandent comment cela va se passer.

Elles ont ensuite abordé les thèmes de la scolarité et de l'entrée des jeunes dans la vie active à l'issue de leur formation. Selon elles, le système scolaire vaudois exige trop de perfection de la part des élèves et leur met une trop forte pression, sans que les perspectives professionnelles et le marché du travail en général ne s'améliorent pour autant. Elles redoutent qu'à l'avenir, il sera nécessaire d'entreprendre une formation supérieure pour pouvoir espérer occuper un poste qui n'en exige pas actuellement. Elles ont également évoqué la question des conditions de travail, qui comme pour l'école, se dégradent en raison d'un accroissement constant des exigences.

Les avis sont partagés entre les répondantes pour ce qui est de l'accessibilité à la formation universitaire. Une partie des répondantes estime que l'Université devrait être moins exigeante et plus accessible au grand nombre. D'autres, au contraire, pensent qu'il y a déjà bien assez d'universitaires, mais que la scolarité obligatoire ne devrait pas se terminer à 15 ans, mais à 18 ans, car selon elles, « 15 ans, c'est trop jeune pour entrer dans la vie active, et c'est là, parfois, que ça se gâte ». Elles préconisent de revaloriser les métiers manuels, car il leur semble que « c'est actuellement la course aux diplômes », et qu'au fond, « l'Université n'est pas une option bonheur ».

Elles perçoivent et se préoccupent aussi d'un certain mal être chez les jeunes. Elles estiment qu'il est dû au contexte dans lequel les enfants se développent de nos jours. Elles déplorent par exemple le manque d'espaces de liberté pour les enfants, comme les espaces verts, où les plus jeunes pourraient exprimer leur imagination et leur créativité, qui se font rares en raison du bétonnage excessif des villes, ou le manque de structures d'accueil pour les jeunes, tels que des centres de loisirs, qui permettraient de les orienter vers des activités socialisantes et constructives. La pression croissante engendrée par l'exigence de performance et de perfection dans le milieu scolaire est également mise en cause, tout comme l'absence des parents dans la sphère privée en raison de leurs temps de travail respectifs. A ce titre, l'une de nos interlocutrices estime que l'Etat devrait permettre, par des subsides, que l'un ou l'autre parent diminue son temps d'emploi et puisse être plus présent auprès des enfants.

Sur le plan normatif, certaines de nos interlocutrices pensent que la société « vole une part de l'enfance » en poussant les jeunes à se comporter très tôt comme des adultes. Elles prennent l'exemple des boutiques de vêtements, dont les rayons destinés aux très

jeunes filles proposent les mêmes habits que pour les adolescentes, ou la télévision, dont les émissions pour enfants véhiculent des normes et des valeurs propres au monde adulte.

Elles s'inquiètent de la violence, qui se banalise dans notre société, mais qui selon elles, est aussi sur-médiatisée, ce qui conduit à donner une image faussement négative de la jeunesse.

Enfin, concernant les sciences, elles attendent d'elles qu'elles soient avant tout au service de l'Homme, qu'elles tiennent plus compte des « émotions et des ressentis humains », qu'elles respectent une certaine éthique et « qu'elles sachent s'arrêter, ne pas jouer aux petits sorciers ». L'une des participantes prend l'exemple des cellules souches, qui lui font « penser à Icare, à aller trop près du soleil et se brûler les ailes ». Selon elle, « il faut laisser un certain mystère ».

Annexe E

Résumé du focus group « recherche »

Le groupe de discussion recherche a réuni 7 personnes : 4 personnes extérieures à l'Université intéressées par les questions sciences-société et 3 personnes qui travaillent à l'Université (en sciences sociales).

L'Université de Lausanne est considérée par une partie des participants comme une petite université de province qui souffre de la proximité de l'EPFL et d'une image un peu vieillotte. Les participants suggèrent que, comme sa voisine, l'Université se dote de domaines d'excellence. Ils s'interrogent également sur la capacité des sciences humaines et sociales à engranger des fonds pour la recherche dans une optique concurrentielle. Les questions du positionnement de l'Université et de budget de la recherche ont été en effet largement évoquées : comment faire reconnaître la scientificité des sciences humaines et sociales ? L'Université doit-elle seulement travailler sur des thématiques porteuses pour être reconnue et générer des fonds ? Que peut « vendre » l'UNIL ?

Les participants sont convaincus des bienfaits des sciences et de la recherche qui, selon eux, doivent permettre d'améliorer le sort de l'humanité, de répondre aux besoins des contemporains, de prouver de manière scientifiques des choses que « l'on sait déjà » et le cas échéant, de favoriser les prises de conscience sur des sujets sensibles : écologie, OGM, etc. Pour se faire, l'Université est invitée à rendre plus accessibles les concepts qu'elle développe et favoriser la vulgarisation, à la fois à l'échelle locale et internationale. Les modalités de cette vulgarisation posent question : la foule d'enfants présents lors des journées portes ouvertes peut être rebutante pour certains scientifiques qui préfèrent l'organisation de cours publics. La question de l'accessibilité de l'Université se pose aussi en terme d'orientation pour les futurs étudiants. L'une des participantes déplore le manque de clarté des orientations et des débouchés proposés qui, selon elle, entrave le parcours de certains étudiants.

Les participants s'inquiètent par ailleurs de voir les orientations de recherche prises en fonction des retombées économiques que peuvent engendrer les travaux scientifiques. La question des rapports avec le monde politique est également abordée : l'Université doit-elle travailler plus avec les décideurs pour faire bouger les choses ? L'absence de continuum et le manque de feedback entre recherches menées en sciences humaines et sociales et les décisions politiques inquiètent en effet une partie du groupe de discussion. La question du choix des sujets de recherche est également posée. Vue de l'intérieur, quelques participants dénoncent une concurrence jugée malsaine entre chercheurs et la précarité des statuts qui freine le développement de la recherche fondamentale à long terme.

Si tous les participants sont d'accord pour défendre l'idée que la finalité de la recherche ne doit pas être marchande et que recherche fondamentale et appliquée ne doivent pas être mises en concurrence, la question des « opportunités » de recherche reste

ouverte : faut-il, par exemple, injecter des fonds pour des recherches sur les énergies ? La question du financement semble être le nerf de la guerre et l'arbitrage dans le choix des sujets de recherche fait débat : sans intervention de fonds publics, qui peut financer des recherches qui s'intéressent aux plus pauvres ? L'intervention de fonds privés pose en effet pour certains une question d'équité. Les participants réclament une meilleure transparence dans la répartition des ressources et l'allocation des budgets et quelques-uns se disent tout à fait opposés à cette « privatisation de la recherche ».

Les participants sont unanimes pour reconnaître le besoin de liberté de la recherche scientifique. La question qui se pose est de savoir où s'arrête cette liberté et quelles peuvent être les modalités d'un contrôle, en particulier sur des sujets comme la vivisection ou le développement d'OGM. La question « jusqu'où la science peut-elle aller ? » est également posée.

A la question « quels sont les enjeux de l'Université pour préparer le futur ? », l'écologie et les inégalités sociales sont les thématiques les plus fréquemment citées. Une intervenante propose par exemple de mener une enquête comparative sur les différents systèmes sociaux européens. Les participants demandent également un rapprochement des universitaires avec le monde politique et un plus grand effort porté sur l'interdisciplinarité des recherches et leur vulgarisation, à la fois vers un public averti et, de façon plus générale, vers l'ensemble de la population. Les intervenants remarquent également le besoin de réflexions éthiques importantes des sciences sur elles-mêmes et sur l'ensemble des questions sociales. Plusieurs intervenants recommandent par ailleurs une amélioration des relations entre étudiants et professeurs, jugées trop hiérarchiques et peu propices à l'émergence d'une dynamique collective.

Annexe F

Résumé du focus group « jeunes »

Le groupe de discussion « jeunes » était composé de 6 gymnasiens en première ou deuxième année de Maturité et de trois étudiants de l'Ecole Technique et des Métiers de Lausanne.

Face à l'avenir qu'ils envisagent comme une continuation du présent, les participants se disent globalement confiants et positifs, même si quelques-uns avouent une forme d'inquiétude face à l'incertitude des évolutions à venir.

Lorsqu'ils envisagent l'avenir, les participants opèrent une distinction entre les diverses parties du monde qui, selon eux, sont amenées à évoluer différemment. La plupart des participants estiment que l'humanité est apte à éviter l'écueil de la « décadence », même si nombreux sont ceux qui s'interrogent sur les conséquences des nouvelles technologies sur notre vie quotidienne. Dans leur ensemble, les participants se disent attentifs à deux aspects : les changements climatiques et l'évolution des politiques. Pour l'un d'entre eux, l'Université doit avoir un rôle visionnaire pour compenser le manque de longueur de vue des hommes et des femmes politiques. La question de la maîtrise des technologies est également largement discutée, au travers de celle du contrôle d'Internet.

Conscients que le marché de l'emploi ne leur offrira peut-être pas toutes les opportunités qu'il a offert à leurs parents, les participants se disent tout de même confiants dans leur capacité à s'insérer dans le monde professionnel, à l'échelle locale ou internationale. Ils sont par ailleurs unanimes à reconnaître la position privilégiée de la Suisse qui bénéficie d'une stabilité politique et d'un niveau de vie largement au-dessus de la moyenne mondiale. Certains participants s'inquiètent cependant de la disparition des métiers – essentiellement techniques – ou de l'influence de la mondialisation sur le marché du travail local.

Liée à ces questions d'emploi, celle de la formation a été largement discutée. L'orientation très précoce pratiquée dans le système scolaire vaudois est violemment dénoncée par les participants qui l'accusent de favoriser la reproduction sociale, d'annihiler les capacités et de tuer dans l'œuf les ambitions des élèves orientés trop tôt vers des filières techniques ou professionnelles. L'ensemble des participants s'accorde sur la demande d'une plus grande équité dans la sélection et la nécessité d'être plus à l'écoute des élèves en favorisant les passerelles entre filières. Une plus grande clarté dans les informations et plus de reconnaissance et de soutien aux élèves orientés dans ces filières professionnelles ou techniques est également largement souhaitée.

Les participants s'interrogent par ailleurs sur la capacité des hommes et des femmes politiques à faire face aux évolutions sociales et techniques des prochaines années. Un des participants se plaint de l'homogénéité de leur background et de leur parcours, d'autres relèvent les importants défis auxquels ceux-ci devront faire face pour faire

« bouger les choses ». S'ils sont majoritairement inquiets face aux évolutions des changements climatiques, les intervenants se disent confiants en la capacité des chercheurs à trouver des solutions *ad hoc* et certains du rôle qu'ils pourront avoir dans la sensibilisation des générations futures. Un des participants estime de son côté, qu'aucune mesure ne sera prise tant que les êtres humains ne seront pas en danger.

La question de l'insécurité est également évoquée par les jeunes qui s'interrogent sur son évolution et s'accordent à dire qu'elle représente un frein au développement harmonieux des sociétés. Les avis divergent cependant sur ses origines et ses traitements. Si certains souhaitent l'associer à la lutte contre la précarité, d'autres veulent favoriser la mixité sociale dans l'aménagement urbain et quelques-uns s'interrogent sur l'influence des médias dans la banalisation des actes violents. La question de la banalisation de la violence a été largement discutée au sein du groupe et l'idée que la « déontologie des bagarres » d'aujourd'hui est influencée par les images véhiculées par les médias semble admise par tous.

Pour l'avenir, les participants du groupe de discussion formulent des vœux de réflexion et d'action autour des thèmes de la sécurité, de l'éducation, de la lutte contre les préjugés, de l'environnement, d'un système social plus équitable, en particulier sur la question des assurances sociales. La science est sollicitée afin de trouver un vaccin au VIH-Sida, d'étudier les erreurs du passé et de permettre une meilleure connaissance des risques des futures découvertes scientifiques. Les sciences humaines et sociales sont pensées comme un organe de contrôle du développement des sciences naturelles et techniques. Les intervenants souhaitent également que l'Université retienn ses « cerveaux » et ses idées, et que le lien avec les milieux économiques et politiques soit renforcé. Certains proposent enfin que l'Université se dote d'un organe de valorisation des travaux universitaires.